

DOSSIER ANNUEL

BOVINS VIANDE

Année 2024
Perspectives 2025

N° 556
Janvier 2025

Économie de l'élevage



UN MARCHÉ TENDU EN 2024

Des contextes météo
et sanitaire difficiles

LE MARCHÉ DES GROS BOVINS ET DES VEAUX
L'offre limitée soutient les cours

LES RÉSULTATS DES EXPLOITATIONS
Une conjoncture plus favorable aux spécialisés

PRÉVISIONS 2025
Décapitalisation et sanitaire réduiront l'offre



LES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE

sont une publication mensuelle du Département Économie de l'Institut de l'Élevage. Ils traitent de l'analyse des marchés du lait et des viandes, de l'évolution des structures et des résultats des exploitations d'élevage, de perspectives démographiques, territoriales ou de filières... en France, en UE ou dans les principaux pays concurrents ou partenaires.

RÉDACTEURS :

Département Économie de l'Élevage - Institut de l'Élevage : BERRUYER Mylène, BLANQUET Ilona, BONNET Maximin, FUCHEY Hélène, HERVÉ-QUARTIER Virginie, GROSHENS Eva, LE GLAUNEC Maxime, MONNIOT Caroline, PINEAU Christèle, RUBIN Benoît

RÉDACTEUR EN CHEF :

Boris DUFLLOT - Département Économie de l'Élevage - Institut de l'Élevage

CONTRIBUTEURS :

BLACHON Aurélie, CHARROIN Thierry, ECHEVARRIA Laurence, MATHIEU Guillaume, PASSERIEUX Stéphane, TRESCH Philippe ainsi que Christophe GROSBOIS (CA 49) et MARTIN Joël (CA 08)

CONTRIBUTEURS AU CHAPITRE 5 :

AUGER Jean-Baptiste (CA 63), BAHIER Guillaume (CA 22), BALME Jean Louis (CA 48), BENOITEAU Gaël (CA 44), BERGER Clémence (CA 31), BONESTEBE Mathilde (CA 15), BOUCHARD Yann (CA 15), BOUGAREL Francis (CA 03), BOYER Florian (CA 54), BOYER Julie (CA 05), BRACHET Elodie (CA 35), BRETON Delphine (CA 72), CAPY Christophe (CA 19), CERCIAT Thomas (CA 33), CHANCERELLE Hélène (CA 29), CHAZAL Béatrice (CA 01), DELARUE Estelle (CA 15), DELMAS Benoît (CA 12), DELTOR Thierry (CA 64), DUPIRE Sarah (CA 38), DURANT Solène (CA 86), DUVERNOY Clotilde (CA Ile de France), FALENTIN Etienne (CA02), FLORES Antoine (CA 04), GANGNERON Alexis (CA 81), GERVAIS Jérémy (CA42), GROSBOIS Christophe (CA 49), GUERET Jean-Marie (CA 79), HALTER Philippe (CA 43), JAY Maude (CA 56), LAFORGUE Chloé (CA 11), LAGOUTTE Natacha (CA 23), LAHEMADE Thierry (CA 71), LAMBRECHT Vincent (CA 44), LARRIVIERE Géromine (CA 26), LOUSTAU Guillaume (CA 46), MARCEAU Frédérique (CA 58), MARTIN Joël (CA 08), MOULENES Denis (CA 88), MOURICHOU Laurie (CA 16), NAVEREAU Valentine (CA 21), PELISSIER Emeric (CA 48), PEREZ Pauline (BC 66), PEYRAT Elodie (CA 24), PLECHOT Romain (CA 32), RAGE Baptiste (CA 63), ROBERT Justine (CA 18), RICHARD Aurore (CA 85), TARCHAOUI Alice (CA 60), TERTRAIN Jean-Baptiste (CA 72), THULLIEZ Élisée (CA 80), VABRE Marion (CA 12), VEAU Christelle (CA 58), VIDAL Jean-Christophe (CA 12), VINCENT Claude (CA 36), WELLER Jérémie (CA ALSACE), YVON Emeline (CA 55), ZANETTI Céline (CA 57).

CONTRIBUTEURS AU CHAPITRE 6 :

BOUSSANGE Bernard (CA 19), BRIAND Philippe (CRAB), COUPIN Manon (CRA PDL), DUBOUCHER Camille (CA 24), PEYRAT Elodie (CA 24), SOULACROIX Céline (CA 46).

FINANCEURS :

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire
Confédération Nationale de l'Élevage

Un marché tendu en 2024 Des contextes météo et sanitaire difficiles.

La tendance baissière des volumes abattus a marqué une pause en 2024, dans un marché qui s'est retendu en cours d'année à cause du manque d'offre persistant sur le marché européen. Les abattages de gros bovins 2024 se sont maintenus au niveau de l'année précédente, rompant avec la chute de 2021 à 2023 (pour rappel, -8% en 2 ans). Les réformes laitières ont contribué à cette stabilité, alors que les réformes allaitantes ont continué de baisser, mais beaucoup moins qu'en 2023. Les abattages de jeunes bovins de type viande ont été dynamiques, matérialisant la relocalisation de l'engraissement en France qui s'opère depuis quelques années.

Les envois de brouardards ont poursuivi leur repli, dans le sillage des années précédentes. En plus de la redirection des ventes vers les ateliers d'engraissement français, les expéditions souffrent du manque global de disponibilités. La baisse des naissances a été marquée sur toute l'année, bien supérieure à la décapitalisation. Aucune région française n'est épargnée par la MHE ou les FCO 8 et 3, qui entraînent des hausses de mortalité et baisses de fertilité.

Les évolutions des revenus des éleveurs de bovins viande ont été disparates. Les hausses de charges de structure ont souvent limité les bénéfices de la baisse des intrants. Les systèmes les plus herbagers ont davantage bénéficié de la conjoncture bovine porteuse, alors que les exploitations avec cultures ont souffert des baisses de rendements et des prix des céréales. Les revenus des naisseurs ont été portés par la conjoncture brouardards encore plus dynamique que celle des bovins finis.

À l'échelle européenne, l'offre restreinte, une amélioration de la consommation et la forte demande pays tiers ont fait réagir les cours, en particulier au second semestre, comme en Allemagne, Italie ou Espagne. Cette conjoncture a été propice aux exportations françaises, qui ont rebondi après la forte baisse de 2023, sans recouvrir les niveaux de 2021 et 2022.

En 2025, les impacts sanitaires devraient se conjuguer à ceux de la décapitalisation persistante. Nos prévisions aboutissent à un repli de l'offre, aussi bien en maigre qu'en bovins finis. La meilleure tenue de la consommation se traduirait donc par davantage d'importations.

SOMMAIRE

2/ LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2024

Conditions de production, offre,
demande, prix... tous les événements
qui ont marqué l'année

6/ LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE

Cheptel, production,
consommation, prix,
importations et exportations

14/ LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE

Les bilans en Irlande, en Allemagne, en Pologne,
en Italie et en Espagne

20/ LE MARCHÉ DES BROUARDARDS FRANÇAIS

Exportations, prix,
les marchés aux portes de l'UE

24/ LES REVENUS DES EXPLOITATIONS FRANÇAISES

- Exploitations spécialisées
- Exploitations diversifiées avec cultures
- Exploitations bio

38/ LE SECTEUR DU VEAU

Cheptel, production, consommation, prix,
importations, résultats des exploitations

44/ LES PRÉVISIONS 2025

Production, consommation,
importations, exportations,
pour la France et l'Union européenne

1

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2024



HIVER (janvier à mars)



Depuis octobre 2023, une **météo très pluvieuse** impacte les cultures.

Manifestations agricoles massives contre la surtransposition des réglementations, l'excès de contrôles sur les agriculteurs et la faiblesse des revenus.

Le **cheptel de vaches européen** démarre l'année sur une **baisse annuelle de 2%** (enquête de décembre).



Forte demande de la Turquie pour les carcasses polonaises et françaises.

En réponse aux manifestations agricoles dans de nombreux pays européens, la Commission propose une série de **mesures d'assouplissement**, notamment sur **les BCAE**.

Abattages de vaches très dynamiques en Irlande, depuis l'automne 2023 et jusqu'à l'été 2024, en raison de conditions trop humides qui empêchent le pâturage.





Pluies quasiment continues et excédentaires. Le printemps 2024 a été 45% plus pluvieux que la normale d'après Météo France

Selon la portance des sols, les troupeaux ont pu rejoindre tardivement les pâtures.



PRINTEMPS (avril à juin)



Déficit d'ensoleillement de 20% durant le printemps météorologique (mars-avril-mai) par rapport à la normale (1991-2020) d'après Météo France.

Pousse de l'herbe favorisée au fil des mois.

Allemagne : le marché retrouve des couleurs après une année 2023 particulièrement morose.

Légère détente des prix des intrants (aliments, engrais, carburants) tout au long de l'année.



Récoltes de fourrages hétérogènes compliquées et souvent décalées entraînant des problèmes de qualité.

L'inflation alimentaire passe sous la barre des +1% en juin, mais l'inflation générale reste à +2,5%. Les consommateurs n'ont pas retrouvé tout leur pouvoir d'achat.

Dissolution de l'Assemblée nationale suite aux résultats des élections européennes. Les difficultés à former et à stabiliser un gouvernement entraînent, notamment, un report du projet de loi Agriculture (élaboré en réponse aux manifestations de début d'année).



Forte baisse des naissances de veaux laitiers due à une baisse de la fertilité à l'automne 2023. Rebond en août.

1

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2024

Premiers cas de FCO3 dans le Nord et dans l'Aisne début août.



ÉTÉ (juillet à septembre)



La récolte française de blé tendre chute de 25% par rapport à la campagne précédente. L'excès de précipitations à l'automne 2023 a conduit à un recul significatif des surfaces emblavées (-11% /2022). Le manque d'ensoleillement et les faibles températures du printemps ont été défavorables à la croissance des céréales.



Inondations très localisées suite à des arrosages copieux début septembre de l'Auvergne à la Normandie.



Le marché européen de la viande bovine commence à se tendre : moins de vaches à abattre et moins de jeunes bovins alors que la consommation redémarre.

Des fourrages en quantité mais de piètre qualité, qui nécessiteront des complémentations.

Chantiers de récolte cahotiques en raison de fréquents passages pluvieux jusqu'à mi-juillet puis d'épisodes orageux.



Sanitaire : MHE et FCO ont eu des impacts tout au long de l'automne, avec notamment une baisse des naissances qui aura des conséquences sur 2025 et 2026.



AUTOMNE

(octobre à décembre)



Automne humide : des dégâts sur les prairies.

Des achats de paille à prévoir sur 2025 pour les éleveurs touchés par les baisses de rendement ou qui n'ont pu semer de céréales.

Ouverture du marché marocain à la viande bovine espagnole.

Manque de jeunes bovins sur le marché européen, les prix s'envolent en Espagne, Allemagne et Italie.



Les prix des broutards passent les **4 €/kg vif**.

Envolée des prix des jeunes veaux laitiers faute de disponibilités.

Céréales et cultures d'hiver : une météo qui continue de perturber entre autres les semis.



Le gouvernement Barnier est censuré. La loi de Finances 2025 est rejetée avec ses mesures en faveur des agriculteurs, suite aux manifestations de janvier.

L'UE signe l'accord de libre-échange avec le Mercosur, contre l'avis des agriculteurs européens, de la France, de la Pologne et d'autres pays. L'accord reste non ratifié à ce jour.

L'inflation alimentaire est tombée à 0% en décembre. L'inflation générale s'est réduite à +1,3% sur un an mais continue de pénaliser les Français.

2

LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE

Rebond des exportations et baisse limitée de la consommation

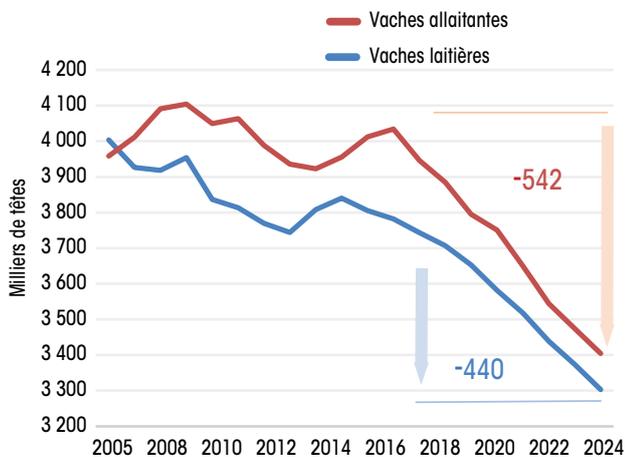
La décapitalisation des cheptels laitiers et allaitants s'inscrit dans la durée. La production de gros bovins finis s'est toutefois stabilisée en 2024 grâce à la relocalisation de l'engraissement en France et à l'alourdissement des carcasses. Les exportations ont rebondi en 2024 tandis que les importations se sont légèrement effritées, alors que la consommation française de viandes bovines aurait reculé moins fortement qu'en 2023. Les prix des bovins finis ont légèrement progressé en races à viande, profitant d'un marché européen moins morose. La fin d'année 2024 a montré les premiers effets visibles sur les naissances des maladies vectorielles apparues sur le territoire français au cours des derniers mois (FCO-8 et MHE par le Sud et FCO-3 par le Nord et l'Est).



CHEPTTEL 2024

EFFECTIFS DE VACHES EN FRANCE AU 1^{ER} DÉCEMBRE

En sept ans, les cheptels laitier et allaitant ont perdu respectivement 440 000 et 542 000 vaches, soit près d'un million de têtes au total.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE-BDNI

- 982 000 têtes en 7 ans

C'est la baisse du nombre de vaches laitières et allaitantes en France fin 2017 et fin 2024

Rapprochement des vitesses de décapitalisation allaitante et laitière

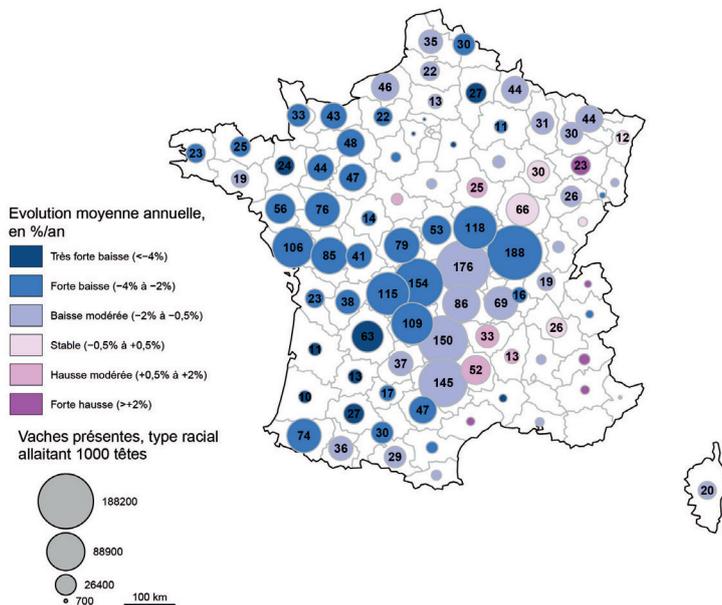
En 2024, les effectifs de vaches françaises ont poursuivi leur baisse. Pour le cheptel laitier, le rythme s'est légèrement accéléré en 2024 alors qu'il avait marqué le pas en 2023. Il a ainsi perdu 70 000 têtes entre le 1^{er} décembre 2023 et le 1^{er} décembre 2024 pour atteindre 3,3 millions (-2,1% /2023). Sur la même période, le cheptel de vaches allaitantes s'est réduit lui aussi de 70 000 mères, à 3,4 millions de têtes fin 2024 (-2,0% /2023). Les baisses avaient été respectivement de 1,9% et 2,1% entre 2022 et 2023.

Alors que la décapitalisation avait légèrement ralenti au premier semestre, elle s'est accélérée entre le 1^{er} septembre et le 1^{er} décembre dans les deux troupeaux du fait du fort recul des entrées de génisses, les baisses de vêlages étant liées notamment au contexte sanitaire.

La décapitalisation du cheptel bovin français s'inscrit dans une tendance de moyen terme, que l'on observe chez la plupart de nos voisins européens, et dans un contexte de défis pour la filière bovine en matière d'installation et de transmission des élevages.

VACHES ALLAITANTES AU 1^{ER} DÉCEMBRE 2024 ET ÉVOLUTION EN UN AN

En 2024, la décapitalisation allaitante a ralenti dans la majorité des départements.



3,4 millions

C'est le nombre de vaches allaitantes au 1^{er} décembre 2024

Le cheptel allaitant français fragilisé

Alors que la décapitalisation avait ralenti en 2023 et au début de 2024, elle a accéléré au cours des mois d'octobre et novembre. Ce recul plus rapide du cheptel est lié au très faible nombre de génisses entrées dans les troupeaux à partir de septembre. La fertilité a été affectée par les maladies vectorielles et des avortements se sont produits.

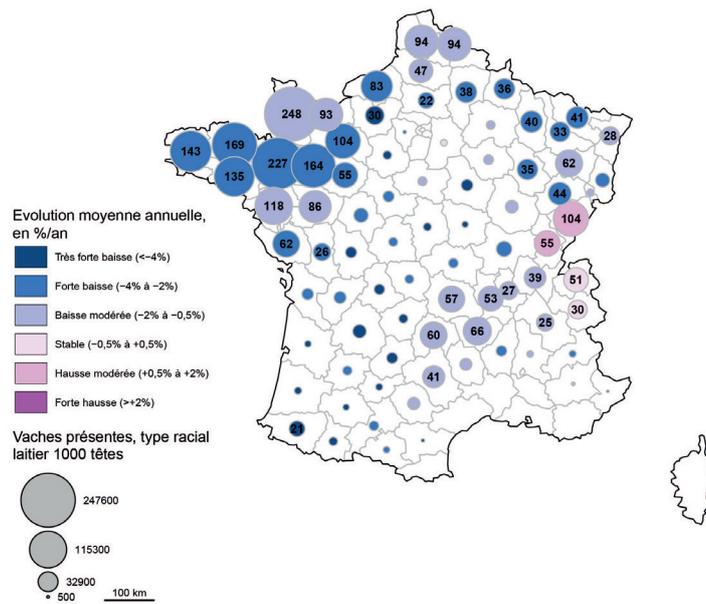
Les bassins allaitants du centre de la France enregistrent des baisses significatives. Les effectifs de Vendée sont en recul de 3,1%. En Corrèze, ils sont en retrait du même niveau, et de 2,3% en Creuse. La Saône-et-Loire, département comptant le plus grand nombre de mères allaitantes, voit aussi le nombre de têtes diminuer de 2,3% (contre seulement 0,7% en 2023). L'Allier a perdu 1,7% de mères. Le Cantal reste sur la même dynamique qu'en 2023 avec un recul de 0,5% seulement. Des hausses sont à noter en Lozère (+0,6%), Haute-Loire (+1,5%), et dans les Vosges (+2,7%).

Naissances en fort recul en fin d'année

En 2024, 3,13 millions de veaux sont nés de mères allaitantes. Après une baisse modérée en début d'année, les naissances de veaux de mères allaitantes ont fortement reculé les mois suivants (-10,7% en juillet, -11,9% en octobre).

VACHES LAITIÈRES AU 1^{ER} DÉCEMBRE 2024 ET ÉVOLUTION EN UN AN

En 2024, le nombre de vaches laitières s'est réduit dans tous les territoires à l'exception notable du Doubs, du Jura et des Savoie.



3,3 millions

C'est le nombre de vaches laitières au 1^{er} décembre 2024

Accélération de la baisse du cheptel laitier

La réduction du cheptel laitier s'est accélérée au second semestre. La FCO 3, qui sévit particulièrement dans l'Est de la France depuis septembre 2024, aurait provoqué des avortements de génisses dans ces régions. Il reste difficile de quantifier ces pertes. Par ailleurs, en janvier 2024, moins de génisses auraient été mises à la reproduction, impactant directement leurs entrées neuf mois plus tard. Il semblerait que les reports de vêlages sur les mois suivants soient limités et contrecarrés par la baisse tendancielle du troupeau de génisses : au 1^{er} octobre 2024, le nombre de génisses laitières de plus de 18 mois était en repli de 3%/octobre 2023.

Dans le détail, la décapitalisation est toujours marquée dans le Grand Ouest. Les quatre départements bretons ont perdu un peu plus de 18 000 vaches (-2,6%/2023), les Pays de la Loire près de 9 100 (-2,2%/2023) et la Basse-Normandie subit une baisse de 4 000 têtes (-1,6%/2022).

Le Nord-Pas-de-Calais, dont l'effectif laitier était resté stable à haussier jusqu'en 2022, subit une nouvelle diminution de cheptel de 1,4% (-1,2% en 2023/2022).

Dans le Doubs et le Jura, la hausse est de 1%.

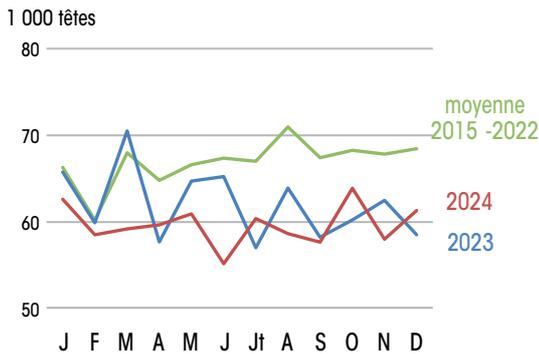
Stabilité de la part des veaux croisés

Les naissances de veaux de mères laitières sont en baisse de 1,7% par rapport à 2023, légèrement supérieures à 3,11 millions. Après un recul important en juin-juillet du fait de problèmes de fertilité en septembre 2023, les naissances ont été en hausse en août. La part des veaux croisés lait-viande est toujours à 25% des naissances de mères laitières.

2 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE

PRODUCTION 2024

ABATTAGES MENSUELS DE VACHES DE TYPE VIANDE



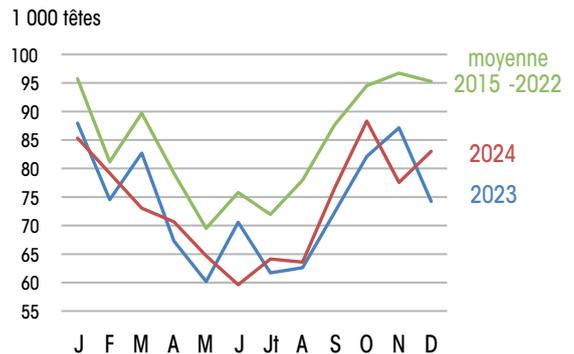
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Normabev

Les réformes allaitantes ont poursuivi leur chute en 2024 (-3,8% /2023 ou -28 000 têtes).

Le recul par rapport à la moyenne 2015-2022 se chiffre à 11% ou 87 000 têtes. Il résulte de la décapitalisation enregistrée les années précédentes.

Les réformes ont été globalement faibles tout au long de l'année, avec une baisse très marquée au premier semestre et un peu moindre au second.

ABATTAGES MENSUELS DE VACHES LAITIÈRES

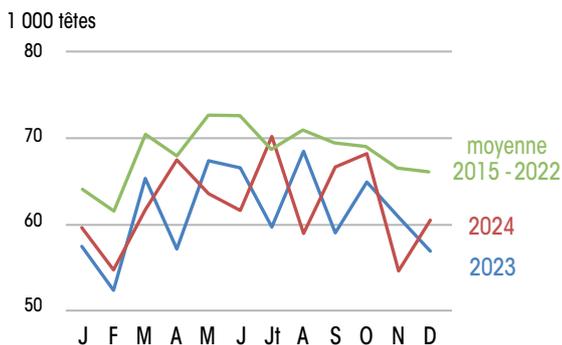


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Normabev

Les réformes laitières ont été très légèrement plus nombreuses en 2024 (+0,3% /2023).

Elles restaient toutefois à un niveau historiquement bas (-13% /la moyenne 2015-2022). Elles étaient également un peu plus âgées en moyenne (+22 jours/2023 et +39 jours /2022), signe que le troupeau avait vieilli après deux années de rétention. Le manque de génisses de renouvellement, alors que le prix du lait était incitatif, a en effet poussé les éleveurs à retarder les réformes.

ABATTAGES MENSUELS DE TAURILLONS TOUTES RACES

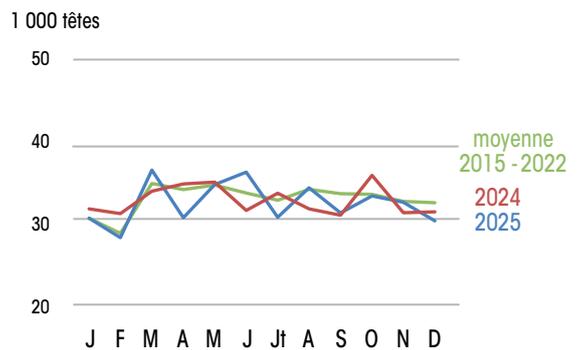


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Normabev

Les abattages de taurillons toutes races confondues ont progressé (+1,6% /2023).

Dans le détail, les taurillons de type viande ont enregistré une hausse significative à 619 000 têtes (+2,4% /2023) grâce à des mises à l'engraissement plus dynamiques. La baisse des abattages de taurillons de type lait s'est inféchiée (-2,3%/2023, contre -9% l'année précédente) à 123 000 têtes.

ABATTAGES MENSUELS DE GÉNISSES TOUTES RACES

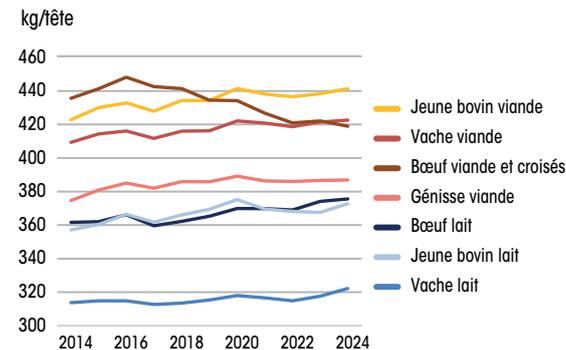


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Normabev

Les abattages de génisses toutes races confondues ont enregistré une légère baisse en 2024 (-0,9% /2023).

Cette baisse est moindre que celle du cheptel de vaches, ce qui montre un maintien relatif de la production de génisses. Les génisses grasses permettent de répondre à la demande du marché français grâce à une grande diversité de systèmes de production.

POIDS DE CARCASSE ANNUELS MOYENS DES GROS BOVINS

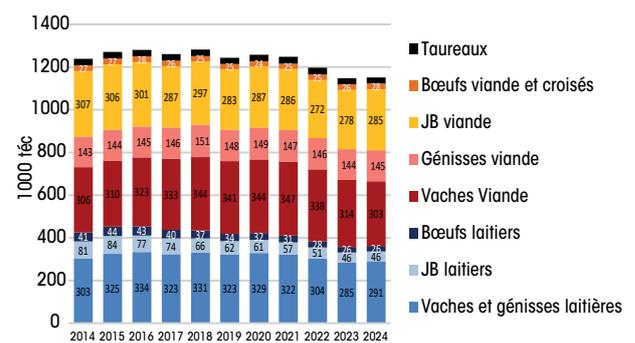


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Normabev

L'année 2024 a enregistré une hausse des poids pour quasiment toutes les catégories.

Les vaches de type viande pesaient en moyenne 423 kg de carcasse (+0,3% /2023), les vaches laitières 322 kg (+1,5%), les JB viande 441 kg (+0,7%), les JB lait 373 kg (+1,4%) et les génisses viande 387 kg (+0,1%). Le poids moyen des bœufs de type viande et croisés a repris sa baisse à 419 kg (-0,8%).

ABATTAGES ANNUELS DE GROS BOVINS



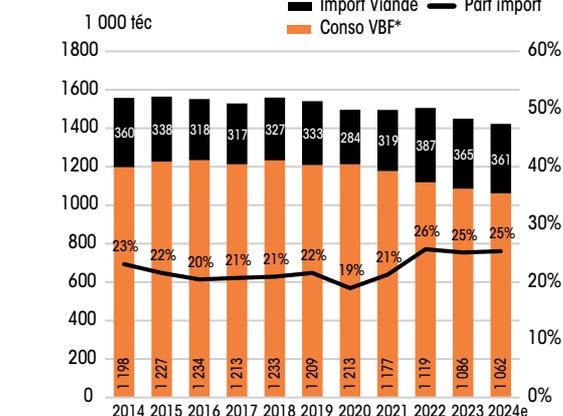
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Normabev

Après deux années de forte baisse, les abattages de gros bovins finis ont légèrement progressé à 1,152 million de téc en 2024 (+0,4% /2023 ou +4 ktéc).

Les abattages de JB viande ont progressé (+7 ktéc) grâce à des mises en place supplémentaires, de même que ceux de génisses (+1 ktéc) et de bœufs viande et croisés (+2 ktéc). Les tonnages de femelles laitières ont augmenté de 5 ktéc du fait de la hausse de leur poids moyen. Ceux de vaches de type viande ont reculé de 11 ktéc.

CONSOMMATION 2024

CONSOMMATION FRANÇAISE DE VIANDE DE GROS BOVINS ET DE VEUX : VIANDE FRANÇAISE ET VIANDE IMPORTÉE



e : estimation
*VBF = viande bovine française

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SSP et Douanes

Rappel définition : La consommation par bilan est calculée à partir des données d'abattage et de commerce extérieur, selon la formule suivante : consommation en équivalent carcasse = abattage + import - export. Cette méthode ne distingue pas la viande de veau de la viande de gros bovins et ne prend pas en compte les variations de stocks.

En 2024, la consommation française de viandes bovines (y compris veau) aurait reculé moins fortement qu'en 2023 (-1,9% en un an, comparé à -3,7% un an plus tôt).

L'inflation générale a poursuivi sa décline entamée mi-2023 (2,3% d'inflation moyenne en 2024 contre 5,7% en 2023) tandis que l'inflation alimentaire est rapidement tombée à 1% en rythme annuel en avril et même à -0,2% en décembre (légère déflation). Le ralentissement de l'inflation et la stabilité des abattages français de gros bovins (+0,4% en téc) aurait limité la baisse de consommation de viandes bovines à 1,9% selon nos estimations. Attention, ce chiffre ne prend pas en compte les variations de stocks.

La consommation de viande bovine origine France (VBF) aurait reculé de 2,2% sur un an et celle issue de l'import un peu moins fortement, de 1,0%. En effet, depuis la fin de la pandémie de covid, le secteur de la RHD, principal point d'entrée des viandes d'import, est dynamique (+6% de chiffres d'affaires en 2024, après +11% en 2023).

Le taux d'import dans la consommation est malgré tout resté stable, à 25%, hors correction des effets *Brexit* sur les échanges français.

En 2023 les ventes de steak haché dans les magasins généralistes, y compris avec protéines végétales, s'était portée sur davantage de surgelé, moins cher, et moins de réfrigéré, selon IRI/Circana.

En 2024, avec moins d'inflation, les consommateurs sont retournés au réfrigéré (chiffre d'affaires stable en 2024) tandis que le chiffre d'affaires du surgelé reculait de 2%.

2 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE

6,30 €/kg, c'est la cotation annuelle 2024 de la vache U Label Rouge, contre 6,00 € pour la U standard. La vache bio conformée R était à 5,70 €/kg, contre 5,51 € pour la vache R standard.

PRIX 2024

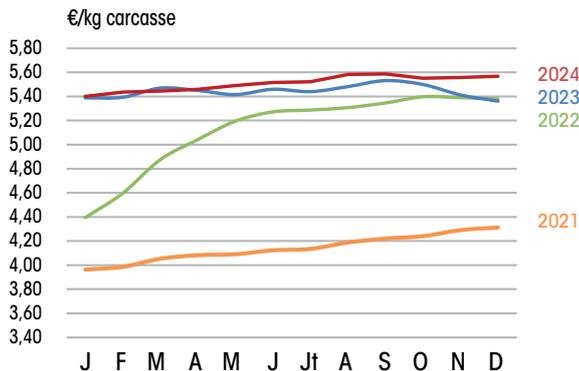
Les bonnes conformations ont encore gagné quelques centimes en 2024, sous l'effet de la baisse globale de l'offre et de la reprise de la demande export pour les jeunes bovins. Les cotations des conformations les plus basses sont restées inférieures à 2023 en moyenne annuelle.

Le prix moyen pondéré des gros bovins finis [nouvelle série basée sur les effectifs de chaque catégorie entre 2021 et 2023] a progressé tout au long de l'année pour atteindre 5,32 €/kg de carcasse en décembre, contre 5,02 €/kg un an plus tôt. En moyenne sur l'année, il a toutefois légèrement baissé (-0,4%) car les prix au début de 2023 étaient supérieurs à ceux de fin 2023, notamment pour les réformes et JB laitiers (conformations O et P).

D'après nos estimations, l'IPAMPA viande bovine [Indice des prix d'achats des moyens de production agricoles, base 100 en 2015] atteindrait 129,9 en moyenne sur l'année (-4% /2023 mais toujours +15% /2021).

COTATIONS MENSUELLES DES VACHES CONFORMÉES R

La cotation annuelle de la vache R a atteint 5,51 €/kg de carcasse en 2024 (+1% /2023 et +7% /2022).



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Le nombre restreint de réformes allaitantes a soutenu les prix des vaches les mieux conformées.

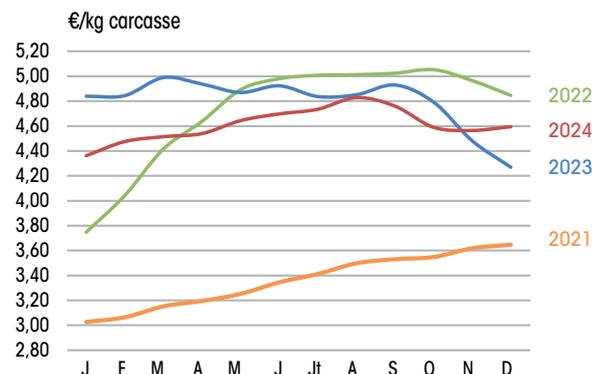
La concurrence entre abatteurs pour faire tourner les outils a tiré les prix encore un peu plus haut qu'en 2023.

La cotation de la **vache R** a progressé tout au long de l'année, résistant à un écart de prix conséquent avec la vache O.

La cotation de la **vache U** a franchi la barre des 6 €/kg en juillet. Elle est passée de 5,79 €/kg en janvier 2024 à 6,17 €/kg en décembre. Sa moyenne annuelle s'est établie à 6,00 €/kg (+3% /2023 et +9% /2022).

COTATIONS MENSUELLES DES VACHES CONFORMÉES O

La cotation annuelle de la vache O s'est établie à 4,61 €/kg de carcasse en 2024 (-4% /2023 et +2% /2022).



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Partant de bas en janvier 2024, les prix des vaches laitières se sont redressés jusqu'en fin d'été, tirés par la reprise de la demande pour le haché qui faisait face à une offre modérée.

Le repli saisonnier des cours à l'automne a été bien plus limité qu'en 2023 grâce à un marché européen en manque de viande. Les prix des vaches dans les autres États membres n'ont en effet pas enregistré de baisse saisonnière, les réformes étant limitées par le recul des cheptels.

La cotation française de la **vache O** a atteint 4,60 €/kg en décembre, soit 33 centimes de plus qu'en décembre 2023.

Celle de la **vache P** se situait à 4,25 €/kg en décembre (+36 centimes / décembre 2023), et à 4,29 €/kg en moyenne sur l'année (-6% /2023).

PRIX MOYENS ANNUELS DES GROS BOVINS (EN €/KG DE CARCASSE)

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2024/ 2023	2024/ 2014
JB	U	3,42	3,42	3,40	3,69	4,02	4,05	3,96	3,93	3,83	4,01	3,94	3,98	3,86	4,11	5,19	5,41	5,48	+1%	+38%
	R	3,18	3,14	3,14	3,46	3,85	3,89	3,78	3,75	3,64	3,83	3,78	3,80	3,69	3,94	5,06	5,27	5,33	+1%	+41%
	O	2,84	2,73	2,73	3,08	3,44	3,54	3,25	3,30	3,07	3,30	3,35	3,29	3,24	3,43	4,71	4,93	4,81	-3%	+48%
VACHES	U	3,73	3,68	3,69	3,80	4,25	4,86	4,68	4,63	4,43	4,47	4,36	4,40	4,46	4,73	5,47	5,82	6,00	+3%	+28%
	R	3,29	3,11	3,19	3,37	3,92	4,37	4,03	3,97	3,72	3,81	3,73	3,79	3,89	4,14	5,13	5,44	5,51	+1%	+37%
	O	2,79	2,55	2,65	2,93	3,41	3,63	3,34	3,25	3,04	3,22	3,19	3,16	3,06	3,36	4,73	4,80	4,61	-4%	+38%
	P	2,53	2,29	2,37	2,64	3,19	3,33	2,97	2,90	2,66	2,87	2,87	2,77	2,78	3,15	4,59	4,54	4,29	-6%	+44%
BCEUFS	R	3,21	3,16	3,15	3,35	3,84	4,21	3,92	3,87	3,60	3,74	3,66	3,67	3,69	3,88	5,04	5,37	5,37	=	+37%
GENISSES	R	3,41	3,24	3,27	3,45	3,98	4,46	4,16	4,08	3,88	3,95	3,91	3,93	4,02	4,24	5,16	5,49	5,55	+1%	+33%
Nouveau PMP*													3,65	3,65	3,92	5,02	5,23	5,21	-0,4%	nd
PMP historique		3,06	2,91	2,96	3,21	3,67	3,95	3,71	3,65	3,46	3,61	3,56	3,56	3,54	3,81	4,97	5,15		nd	nd
IPAMPA viande bovine**		97,0	92,1	92,9	100,1	102,7	103,8	102,1	100,0	98,4	100,1	103,9	105,8	104,4	113,1	135,1	134,8	129,9	-4%	+27%
Inflation**		92,3	92,4	94,0	96,2	98,3	99,3	99,9	100,0	100,2	101,2	103,1	104,20	104,73	106,45	112,0	117,5	119,8	+2%	+20%

* Nouvelle série basée sur les effectifs de chaque catégorie sur la période 2021 à 2023

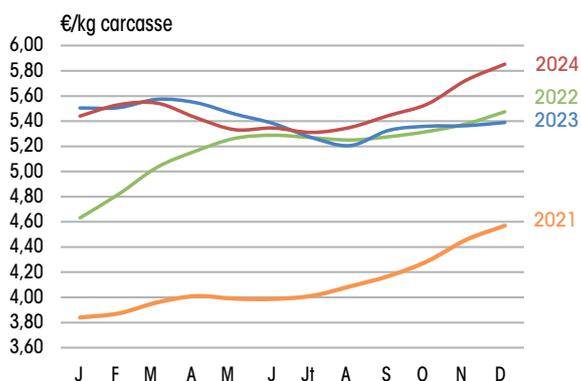
**IPAMPA viande bovine base 100 en 2015 - décembre 2024 estimé

***Indice des prix à la consommation harmonisé, base 100 en 2015

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer et INSEE

COTATIONS MENSUELLES DES JEUNES BOVINS CONFORMÉS U

La cotation annuelle du JB U a atteint 5,48 €/kg de carcasse en 2023 (+1% /2023 et +6% /2022).



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Le recul de l'offre sur le marché européen, la reprise de la consommation en Allemagne après une année morose et les flux vers le marché turc ont soutenu les prix des jeunes bovins européens en 2024.

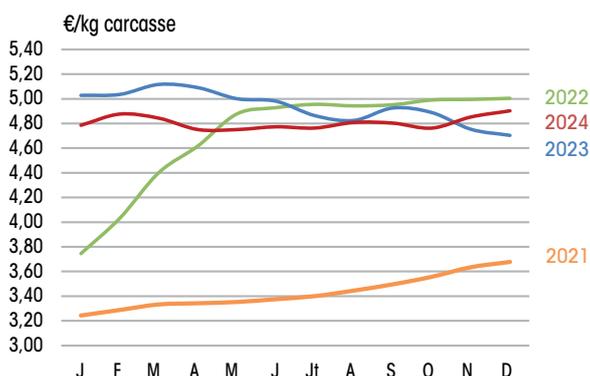
En France, le retour de l'offre grâce à la renationalisation de l'engraissement a pesé légèrement sur les prix au printemps. Mais à partir du mois d'août, l'appel d'air sur le marché européen (Italie, Grèce et Allemagne) a dopé la hausse saisonnière des cours.

La cotation du **JB U** est passée de 5,44 €/kg en janvier à 5,85 €/kg en décembre.

Celle du **JB R** est passée de 5,29 €/kg en janvier à 5,67 €/kg en décembre. Sa moyenne annuelle s'établit à 5,33 €/kg en 2024 (+1% /2023 et +5% /2022).

COTATIONS MENSUELLES DES JEUNES BOVINS CONFORMÉS O

La cotation annuelle du JB O a atteint 4,88 €/kg de carcasse en 2024 (-3% /2023 et +2% /2022).



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Après avoir baissé au cours de l'année 2023, la cotation du jeune bovin O a peiné à se rétablir en 2024.

En 2023, le frein sur la demande en haché avait conduit à un décrochage des cours des jeunes bovins laitiers. En 2024, les prix sont restés relativement stables avant de se redresser à partir de novembre sous l'effet du manque global d'offre sur le marché européen.

La cotation du JB O est passée de 4,79 €/kg de carcasse en janvier à 4,90 €/kg en décembre.

À noter que les jeunes bovins laitiers avaient été très fortement valorisés en 2021 et 2022, plus que les JB mieux conformés, en raison de la baisse de l'offre. La baisse des cours en 2023 avait significé un rééquilibrage entre conformations.

2 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE

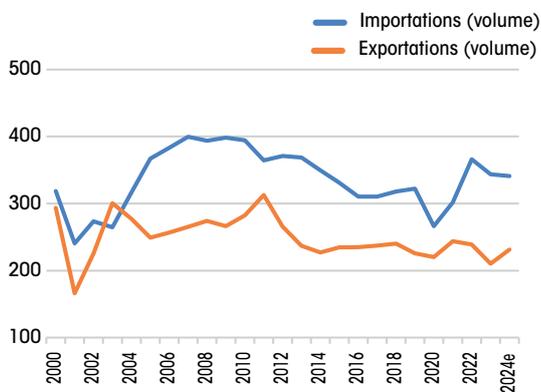
IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS 2024

+10%

C'est la hausse estimée en volume des exportations françaises de viande bovine en 2024.

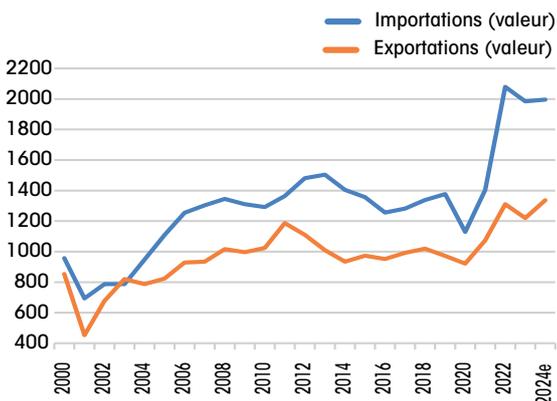
Après un recul de 12% l'année précédente, les exportations françaises de viande bovine ont rebondi de 10% en 2024, grâce au dynamisme retrouvé sur le marché européen, notamment en Allemagne, et à la hausse de la production française de jeunes bovins. Les importations françaises ne se sont effritées que de 1% car la RHD se porte plutôt bien. Toutefois, ces données incluent les flux de dédouanement-réexport liés au *Brexit*.

ÉVOLUTION DU COMMERCE EXTÉRIEUR FRANÇAIS EN VIANDES BOVINES (EN VOLUME)



e : estimation
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes et estimations

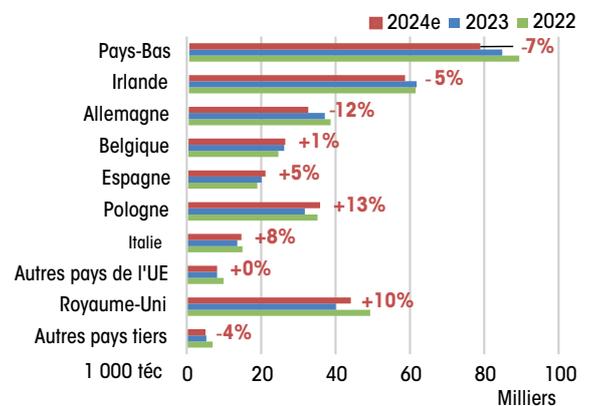
ÉVOLUTION DU COMMERCE EXTÉRIEUR FRANÇAIS EN VIANDES BOVINES (EN VALEUR)



e : estimation
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes et estimations

IMPORTATIONS FRANÇAISES DE VIANDES BOVINES

En 2024, les importations françaises de viandes bovines réfrigérées et congelées ne se sont érodées que de 1% /2023, du fait d'une consommation qui a moins reculé qu'en 2023. En revanche, les fournisseurs historiques ont marqué le pas face à des pays jugés meilleur marché.



e : estimation
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes et estimations

Le niveau d'importation reste élevé

Les importations françaises de viande bovine sont restées à haut niveau : elles auraient reculé de seulement 1% /2023, à 341 000 téc dont 326 000 téc de viandes bovines réfrigérées et congelées, hors préparations. Avec un secteur de la RHD, premier point d'entrée de la viande origine UE en France, toujours dynamique, les besoins en import se sont maintenus après le pic de 2022 lié à la forte reprise de la RHD suite à la fin des confinements.

Les pays meilleur marché ont progressé

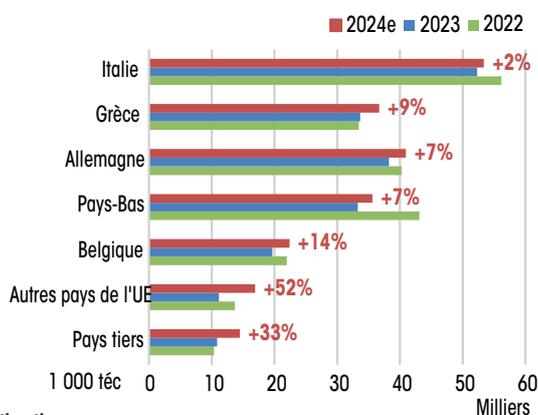
Depuis 2020, la valeur des importations a augmenté bien plus que les volumes, traduisant une augmentation des prix à l'import. Dans un contexte de demande contrainte par l'inflation, des provenances réputées meilleur marché ont augmenté leurs volumes, à l'image de la **Pologne** (+13% à 35 900 téc) malgré la progression de ses exports vers la Turquie, et de l'**Espagne** (+5% à 26 500 téc). Les importations depuis l'Italie ont également progressé de 8% à 14 600 téc pour revenir au niveau de 2022, après le creux de 2023. Enfin, les achats ont augmenté depuis le Royaume-Uni (+10% à 44 000 téc, après -19% l'année précédente) et sont restés stables depuis la Belgique (26 500 téc).

Attention, suite à l'instauration de nouvelles procédures douanières entre l'UE et le Royaume-Uni en 2021, les importations depuis le Royaume-Uni comprennent une partie destinée à la ré-exportation immédiate, en premier lieu vers les Pays-Bas.

Les importations depuis nos principaux fournisseurs historiques ont reculé. Depuis les Pays-Bas, premier fournisseur, les volumes se sont réduits de 7% à 79 000 téc, dont la moitié de viande de veau. L'Irlande a réduit ses envois de 5% à 58 700 téc. Les volumes en provenance d'Allemagne ont chuté de 12% à 32 700 téc, en lien avec le rétablissement de la consommation outre-Rhin.

EXPORTATIONS FRANÇAISES DE VIANDES BOVINES

Les exportations françaises de viandes bovines réfrigérées et congelées ont bondi de 10% en 2024, après une mauvaise année 2023. La reprise de la consommation sur le marché européen et les flux vers la Turquie ont accru la demande pour la viande française. Les envois ont progressé vers tous nos clients historiques et aussi vers les pays tiers.



e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes et estimations

Rebond des exportations après une année 2023 morose

Les abattages de jeunes bovins de type viande ont progressé de 2,4% en 2024 grâce aux mises en place supplémentaires en France. Ceci a permis de répondre à la hausse de la demande chez nos principaux partenaires, en Allemagne où la consommation s'est redressée, en Italie et en Grèce où la viande polonaise était moins présente.

Les envois totaux sont montés à 321 000 téc (+10%/2023 mais -4%/2022) dont 220 000 téc de viande hors préparations.

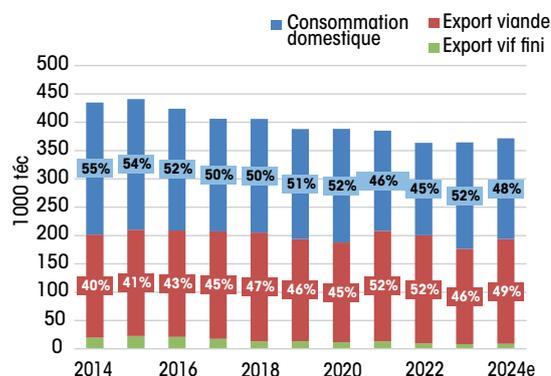
Les envois progressent vers l'UE et vers les pays tiers

D'après nos estimations, les exportations ont progressé de 2% vers l'Italie, notre premier client (+1 000 téc à 53 400 téc), vers l'Allemagne (+7% à 41 000 téc), vers la Grèce (+9% à 36 700 téc) et vers les Pays-Bas (+7% à 35 600 téc), une part des volumes vers ce pays pouvant être de la viande britannique dédouanée en France, pratique courante depuis le *Brexit*. Les envois vers la Belgique ont bondi de 14% (+2 800 téc à 22 400 téc) et ceux vers d'autres États membres de 52% à 17 000 téc. Toutes ces destinations avaient reculé un an plus tôt, à l'exception de la Grèce, stable alors.

La France a exporté 14 500 téc vers les pays tiers (+33% ou +3 600 téc). Les envois vers la Turquie, aux achats en 2024, se sont déroulés de février à septembre (+74% à 3 500 téc) avec des envois estivaux importants. L'Algérie a également acheté des carcasses françaises pour 1 300 téc (x8,2) avant la fin du Ramadan, mais les relations diplomatiques se sont refroidies cet été, bloquant les flux potentiels de viande à l'automne.

DESTINATION DE LA VIANDE DE TAUREAUX ET TAURILLONS PRODUITE EN FRANCE

La production française de mâles finis a progressé en 2024 et les exports ont rebondi, grâce notamment à une meilleure consommation en Allemagne et de forts besoins en viande en UE, en Turquie et en Algérie. La part de la production française de jeunes bovins exportée (versus celle consommée en France) s'est donc rétablie.



e : estimation

Source : Estimation GEB - Institut de l'Élevage

Rebond de la production et de l'export

Après une baisse marquée en 2022, la production de mâles non castrés en France avait repris en 2023 et a augmenté de 2% en 2024. Avec le recul de la production de viande bovine en UE, la reprise de la consommation outre-Rhin, les besoins en viande en Italie, dotée de moins de brouillards français, et l'appétit sud-méditerranéen, les abattoirs français ont exporté davantage de viande de jeune bovin qu'en 2023 (l'équivalent de 49% de la production, contre seulement 46% en 2023). La part de viande de jeune bovin découpée et gardée sur le marché français a reculé de 52% en 2023 (taux élevé) à 48% en 2024.

Les exportations en vif de bovins mâles finis : toujours anecdotiques

En 2024, les exportations de jeunes bovins prêts à abattre auraient progressé de 1 000 têtes (+6%) à 19 000 têtes, mais restent globalement peu élevées. Ce circuit de valorisation était important dans les années 2000 mais devient de plus en plus modeste depuis une dizaine d'années. En 2024, les exports ont rebondi vers l'Italie de +2 000 têtes, à 13 000 têtes, avec des envois plus importants qu'habituellement en été. 2 000 bovins ont été envoyés au Liban (contre aucun un an plus tôt) et 1 000 au Maroc, une première. L'Algérie n'a acheté aucun bovin fini français, contre 3 500 têtes en 2023. Ces évolutions ont un peu modifié les parts de marché de chaque pays dans les envois français. L'Italie reste le premier client de la France et de loin pour les jeunes bovins finis, avec une part de marché de 63% (contre 60% un an plus tôt). Suivent cette année le Maroc (6%) les autres pays du Maghreb (6%), le Liban (10%), et d'autres destinations (13%).

3

LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE

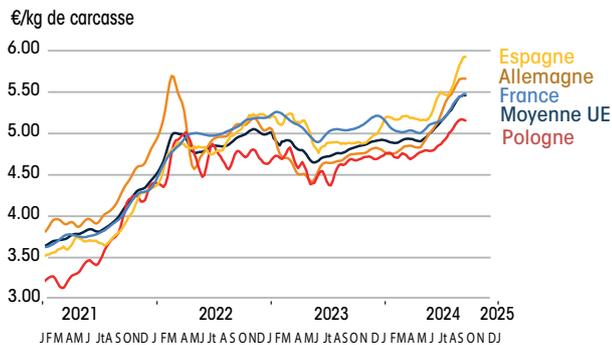
Production limitée face à une demande croissante à l'export

La production de viande bovine dans l'UE est restée limitée en 2024 alors que la demande se raffermissait, ce qui a stimulé la hausse des cours des bovins, en particulier au second semestre. L'offre est même venue à manquer dans certains États membres en fin d'année. La consommation allemande a retrouvé du dynamisme après une année 2023 morose. Certains pays tiers périméditerranéens ont par ailleurs ouvert leur marché ou accru leurs achats de viande européenne, faisant bondir les exportations extra-UE... et les prix.



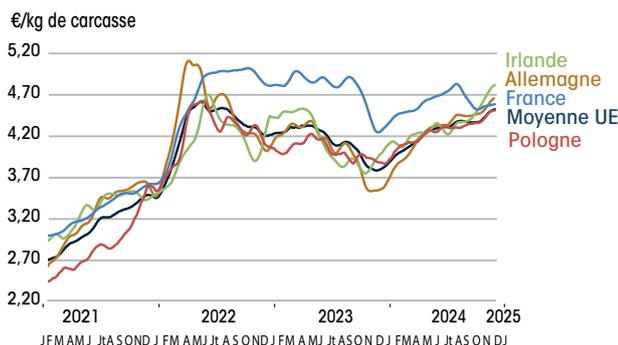
PRIX EN EUROPE EN 2024

COTATIONS DES JB R EN EUROPE - MOYENNE MOBILE 4 SEMAINES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Commission européenne

COTATIONS DES VACHES O DANS L'UE - MOYENNE MOBILE 4 SEMAINES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Commission européenne

Prix en hausse tout au long de l'année

En moyenne sur l'année 2024, la cotation européenne du JB R s'est établie à 5,17 €/kg de carcasse (+4% /2023 et 2022).

Partant de bas fin 2023, elle s'est redressée tout au long de l'année, avec une inflexion à la hausse à partir d'août répondant au manque d'offre sur le marché européen.

En moyenne annuelle c'est en Allemagne que la hausse a été la plus forte (+6% /2023 à 5,15 €/kg sur l'année 2024) grâce à un marché qui a retrouvé des couleurs après une année 2023 morose. En Espagne, l'ouverture du marché algérien en début d'année et du marché marocain fin octobre ont dopé les prix et la cotation du JB R y atteint 5,42 €/kg en moyenne sur 2024 (+5% /2023), loin devant la France (à 5,31 €/kg, soit +1% / 2023).

En moyenne sur l'année, la cotation européenne de la vache O s'est établie à 4,24 €/kg de carcasse (+2% /2023 et -2% /2022).

Après avoir touché un point bas en décembre 2023, la cotation européenne de la vache O n'a cessé de remonter tout au long de l'année, stimulée par la reprise de la consommation en Europe puis par la baisse des réformes. Les tensions sur le marché ont même empêché les prix d'enclencher leur baisse automnale, sauf en France, ce qui a conduit à un resserrement des prix et même à une inversion de la hiérarchie habituelle en fin d'année.

La hausse des cours a été particulièrement forte en Irlande où la cotation a gagné 1,10 €/kg de carcasse entre novembre 2023 et décembre 2024, s'établissant à 4,32 €/kg en moyenne annuelle (+4% /2023), mais aussi en Allemagne (+1,14 €/kg entre novembre 2023 et décembre 2024 pour une moyenne annuelle à 4,24 €/kg, soit +4% /2023). La cotation polonaise a suivi le rythme, à 4,24 €/kg en moyenne annuelle (+5% / 2023).



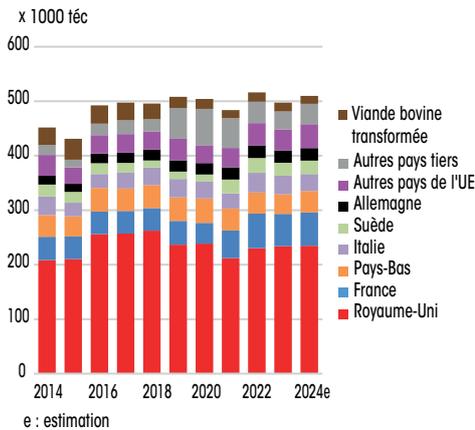
3 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE

IRLANDE : Hausse des exports pour servir l'UE

DONNÉES REPÈRES

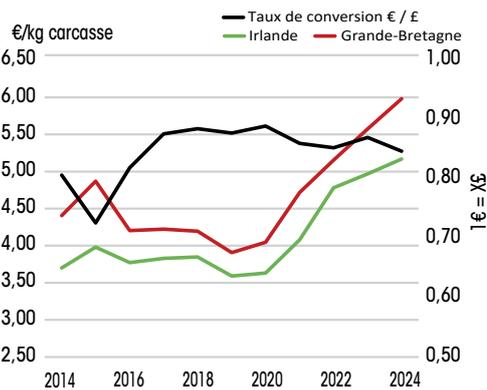
- Consommation : 129 000 téc et 24 kgéc/hab.
- Part des exportations dans la production : 85%

EXPORTATIONS IRLANDAISES DE VIANDES BOVINES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes irlandaises et estimations

COTATION DU BŒUF R3 EN IRLANDE ET AU ROYAUME-UNI



Source : GEB Institut de l'Élevage d'après AHDB, Commission Européenne et Banque de France

Les disponibilités réduites en UE ont conduit l'Irlande à exporter davantage de viande. Les abattages ont progressé en têtes, mais les poids carcasse ont reculé.

La hausse des effectifs abattus a compensé la baisse des poids

En 2024, la production irlandaise de viande bovine s'est stabilisée à bon niveau, 600 000 téc (= /2023 ; -3% /2022). Le nombre de gros bovins abattus a progressé (+2%) mais les poids carcasse reculaient de 2%. Les fortes précipitations de janvier à avril puis la sécheresse estivale dans le Sud-Est ont limité les possibilités de finir les animaux, conduisant à des poids carcasse en baisse généralisée : -6 kg pour les bœufs, -2,7 kg pour les vaches et -5 kg pour les génisses. Pour les mêmes raisons, les abattages de vaches, surtout laitières, ont été élevés en 2024 (+9% en têtes, et +6% en téc à 132 000 téc). Les abattages de génisses ont progressé (+5% en têtes, +4% en téc) mais pas ceux des bœufs (-1% en têtes et -3% en téc), le cheptel allaitant se réduisant et les exports de broutards ayant augmenté en 2023 (+12 000 broutards ou +21% /2022).

Alors que les effectifs de vaches laitières étaient encore stables fin 2023, selon AIM en septembre 2024, le cheptel reculait, de 1,8% pour les vaches laitières (à 1,56 million de têtes) et de 5,8% en vaches allaitantes (792 000 têtes). La production irlandaise pourrait se réduire en 2025 du fait de la diminution du cheptel et des exports de broutards à +14% en 2024 (+10 000 têtes), et alors que la bonne conjoncture laitière incite à abattre moins de réformes. L'Irlande devrait perdre sa dérogation à la directive Nitrates dans un an, en janvier 2026, ce qui pourrait réduire encore le cheptel.

Progression des exports irlandais

Répondant au manque d'offre sur le Continent européen, les exports irlandais de viandes réfrigérées, congelées et transformées ont progressé de 2% (+12 000 téc) en 2024, pour atteindre 510 000 téc. Les exports vers l'UE-27 ont grimpé de 4% (à 223 000 téc). Les expéditions ont notamment progressé de 3% vers la France (à 61 000 téc), de 10% vers les Pays-Bas (39 000 téc), de 4% vers la Suède (25 000 téc), de 1% vers l'Allemagne (23 000 téc) et de 14% vers d'autres États membres (44 000 téc). Seuls les envois vers l'Italie ont reculé de 9% (31 000 téc). Les envois de viande réfrigérée et congelée sont restés stables vers le Royaume-Uni (235 000 téc, 47% des envois irlandais, -1 pt). Les envois ont bondi de 14% vers les autres pays tiers (37 000 téc) notamment vers les Philippines et Hong-Kong.

La demande européenne a tiré les prix

Le rythme élevé des réformes durant les premiers mois de l'année a pesé sur le cours de la vache O comme des bœufs, dont les abattages augmentaient au printemps. En mai les réformes ont ralenti, puis la demande européenne, notamment en RHD, a tiré les prix au-dessus de 2023.

En moyenne en 2024, la cotation de la vache O a atteint 4,32 €/kg de carcasse (+4% /2023). Le bœuf R a également gagné 4%, à 5,17€/kg. L'écart entre le bœuf irlandais et son homologue britannique s'est amplifié, passant de 61 centimes en 2023 à 81 cts en 2024, ce qui peut s'expliquer par le renforcement de la livre Sterling par rapport à l'euro en 2024.

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ IRLANDAIS EN VIANDE BOVINE

1000 téc	2019	2020	2021	2022	2023	2024e	2024e/2023
Abattages	620	633	595	618	600	600	=
Importations viande	34	32	38	48	42	39	-8%
Exportations viande	508	504	484	516	497	510	+2%
Consommation*	146	162	149	150	144	129	-10%

* Au regard de sa faible importance par rapport à la production et aux échanges, le chiffre de la consommation irlandaise calculée par bilan est à prendre avec précaution.

e : estimation

Source : GEB- Institut de l'Élevage d'après Eurostat, ministère de l'Agriculture, Douanes irlandaises et estimations

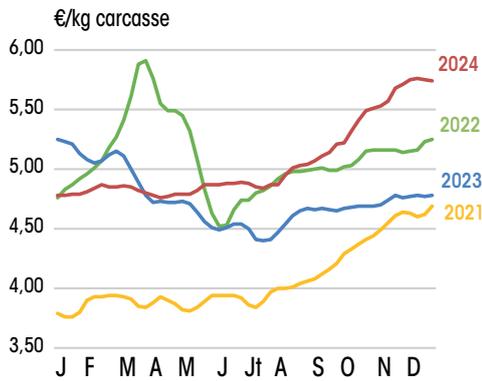


3 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE ALLEMAGNE : retour de la consommation

DONNÉES REPÈRES

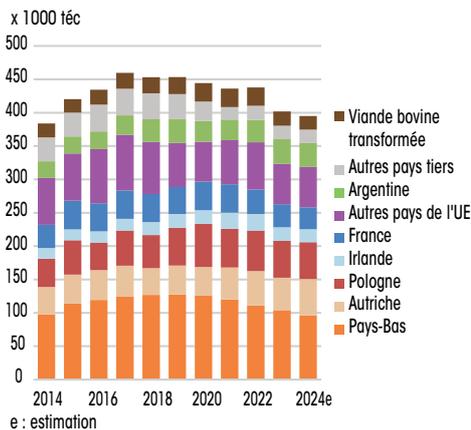
- Consommation : 1,129 million de téc, soit 13,4 kgéc/hab.
- Part des importations dans la consommation : 35%
- Part des exportations dans la production : 25%

COTATION NATIONALE DU JB R EN ALLEMAGNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après AMI

IMPORTATIONS ALLEMANDES DE VIANDE BOVINE RÉFRIGÉRÉE ET CONGELÉE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes allemandes et estimations

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ ALLEMAND EN VIANDE BOVINE

1000 téc	2019	2020	2021	2022	2023	2024e	2024e /2023
Abattages	1 106	1 090	1 072	987	997	1 008	+1,1%
Importations viande	453	444	436	438	402	395	-1,7%
Exportations viande	326	286	303	306	302	285	-5,4%
Consommation	1 233	1 249	1 205	1 119	1 098	1 118	+1,8%

e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat, Douanes allemandes, AMI et estimations

L'inflation a nettement ralenti en Allemagne en 2024. La consommation de viande bovine a donc repris dans un contexte de disponibilités toujours limitées.

Retour de la consommation après deux ans d'inflation

L'Allemagne a connu un très fort choc d'inflation après le début de la guerre en Ukraine, qui a comprimé le pouvoir d'achat des ménages en 2022-23. La hausse du prix de la viande bovine au consommateur avait porté un coup à la consommation de viande bovine, qui avait atteint en 2023 un plancher de 13 kgéc/habitant.

En 2024, l'inflation a nettement ralenti et, malgré une économie atone, la consommation de bœuf s'est rétablie à 1,129 millions de téc, soit 13,4 kgéc/habitant, un niveau cependant toujours nettement inférieur aux années d'avant crise (-8% /2021).

Recul des abattages de taurillons

Les abattages de gros bovins étaient en hausse en Allemagne en 2024 avec 1,008 million de téc produites (+1% /2023) d'après nos estimations. Les abattages de génisses ont progressé de 5% sur un an, compensant la baisse de 2% des taurillons. Entre novembre et décembre, les abattages de taurillons auraient même été en recul de 9% /2023, conséquence de mises en place réduites depuis l'automne 2023. Les sorties de vaches ont été stables sur l'année. Le cheptel de vaches laitières s'est réduit de 3% entre novembre 2023 et novembre 2024.

Forte hausse des prix des mâles

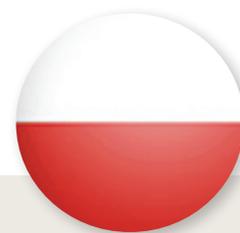
Les disponibilités en veaux mâles Fleckvieh de 90 kg (destinés à la production de JB) ont pâti de la décapitalisation. En conséquence, leurs cours se sont envolés au début de l'été, conduisant à un prix moyen annuel de 614 €/tête sur le marché d'Ansbach, en hausse de 98 € /2023.

Le manque d'offre et la demande ferme ont tiré les cours des taurillons. Entre début août et décembre, les cours des jeunes bovins R ont gagné plus de 80 cts/kg de carcasse, terminant l'année à 5,75 €/kg. En moyenne annuelle, le taurillon s'est acheté à 5,05 €/kg en 2024, un niveau égal à l'exceptionnelle année 2022 et supérieur de 30 cts à 2023.

Une dynamique similaire a été observée sur le marché des vaches de réforme. La vache O cotait ainsi 4,17 €/kg en moyenne en 2024, un niveau nettement supérieur (+19 cts) à 2023. La hausse des prix a été continue tout au long de l'année, passant de 3,50 €/kg en janvier à 4,60 €/kg fin décembre.

Ralentissement des échanges

Les exportations allemandes de viande bovine étaient en baisse de 5% en 2024, conséquence notamment du retour de la demande intérieure, avec 285 000 téc exportées d'après nos estimations. Les plus fortes baisses concernaient les envois vers la France et les Pays-Bas (respectivement -20% et -10% /2023). À l'inverse, les envois vers l'Italie ont été dynamiques (+9%), le manque de viande étant criant sur ce marché. Les importations ont moins reculé et atteignaient 395 000 téc (-1,7% /2023), tirées notamment par le dynamisme des envois autrichiens (+8% /2023) dû à une consommation morose en Autriche. La hausse des abattages de taurillons en France couplée au manque de viande sur le marché allemand a conduit à une légère hausse des importations de viande française (+1%). Toutes les autres origines étaient stables ou en repli (Pays-Bas à -6%, Pologne stable, Irlande à -8%, Argentine à -4%).

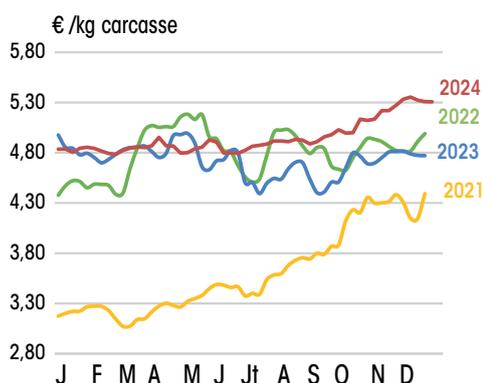


3 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE POLOGNE : appel d'air du marché turc

DONNÉES REPÈRES

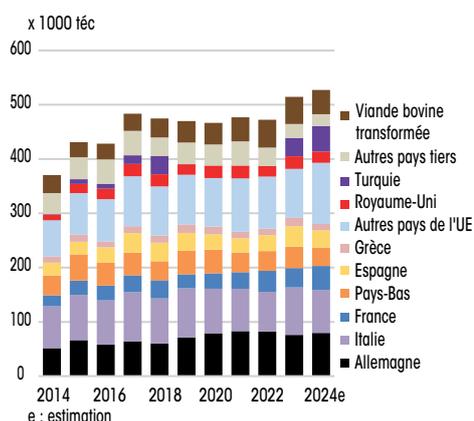
- Production : 530 000 téc
- Consommation : 66 000 téc, soit 1,8kgéc/hab
- Exportations : 495 000 téc, soit 93% de la production

COTATION DU JB R EN POLOGNE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Commission Européenne

EXPORTATIONS POLONAISES DE VIANDES BOVINES FRAÎCHES ET CONGELÉES



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Douanes polonaises et estimations

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ POLONAIS EN VIANDE BOVINE

1000 téc	2019	2020	2021	2022	2023	2024 e	2024/2023
Abattages	560	559	555	541	520	530	+2%
Importations viande	32	30	30	34	30	31	+3%
Exportations viande	468	466	476	469	478	495	+4%
Consommation*	124	123	109	106	72	66	-8%

* Au regard de sa faible importance par rapport à la production et aux échanges, le chiffre de la consommation polonaise calculée par bilan est à prendre avec précaution.

e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Ierligz, Douanes et estimations

Après deux années de recul, la production de viande bovine polonaise a augmenté en 2024. Les volumes exportés ont eux aussi progressé, tandis que la consommation, faible, aurait de nouveau diminué.

Hausse de la production

La production polonaise de viande bovine a cru en 2024, à 530 000 téc (+2% /2023) après deux années en retrait, sans toutefois recouvrer son niveau de 2022. Sur les six dernières années, la production plafonnait notamment faute de veaux à engraisser. En 2024, on observe un fort recul des veaux en provenance des Pays-Bas et une hausse importante depuis d'autres pays de l'Union européenne, notamment la République tchèque et l'Irlande. De fait, le prix du jeune veau laitier mâle en Pologne est de loin le plus élevé de l'Union européenne, à 214 €/tête d'après la Commission européenne en semaine 49 (4 au 8 décembre), contre 141 €/tête pour la moyenne UE. D'après nos estimations, les abattages de taurillons en 2024 seraient en hausse de 2% /2023 à 294 000 téc (et -1% /2022), alors que ceux de génisses augmenteraient de 3% à 83 000 téc (et -3% /2022). Ceux de vaches auraient retrouvé un bon niveau, à 150 000 téc (+5% /2023 et -3% /2022).

Prix 2024 en hausse du fait de la demande en UE et au-delà

En 2024, les prix des jeunes bovins polonais ont dépassé leur niveau de 2023, à 4,94 €/kg de carcasse de moyenne annuelle (+5% /2023 et +3% /2022), dépassant la barre des 5 €/kg à partir de la semaine 43, comme cela avait été le cas en 2022. À 4,24 €/kg en 2024, la cotation polonaise moyenne de la vache O était supérieure à son niveau de 2023 (+5%) et stable par rapport à 2022. Après une hausse saisonnière début 2024, les cours ont suivi une augmentation progressive tout au long de l'année. Au deuxième semestre, les prix ont été soutenus par la forte demande européenne pour la viande de transformation.

Exportations en hausse de 4%

Les flux de viande bovine polonaise vers la Turquie ont atteint près de 47 000 téc, soit +38% /2023, en raison d'une plus grande ouverture du marché, le gouvernement turc souhaitant limiter la hausse du prix de la viande dans le pays. Il s'agit de viande de jeunes bovins, comme celle expédiée en Italie, en Grèce et en Espagne. Les volumes exportés vers ces trois pays ont de ce fait reculé faute de disponibilité (respectivement -9%, -23% et -16% /2023). Les flux vers l'Allemagne ont rebondi (+5% /2023 à 76 700 téc) après une année 2023 morose, sans pour autant retrouver leurs niveaux de 2022. Ceux vers la France ont augmenté significativement (+24% à 44 000 téc).

Consommation apparente en baisse

La consommation apparente de viande bovine en Pologne serait de nouveau en recul en 2024, de 8% par rapport à 2023. Le contexte inflationniste a été très défavorable au bœuf dans un pays où cette viande ne fait pas partie des traditions culinaires. Les Polonais lui préfèrent nettement le porc et la volaille. Toutefois, ce chiffre est à prendre avec précaution au regard du faible niveau que représente la consommation par rapport à la production et aux volumes exportés.

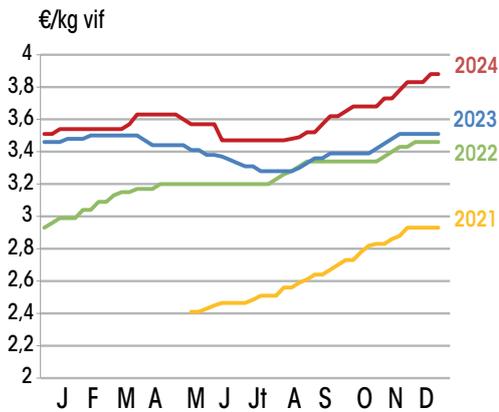


3 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE ITALIE : manque d'offre au second semestre

DONNÉES REPÈRES

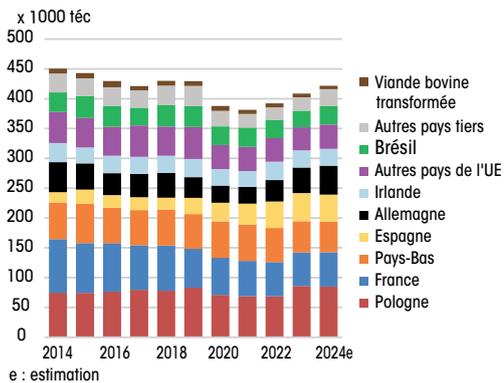
- Consommation : 915 000 téc soit 15.5 kgéc/hab.
- Part des importations de viandes dans la consommation : 46%

COTATION DU JB CHAROLAIS PRIMA QUALITÀ À MODÈNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Bourse de Modène

IMPORTATIONS ITALIENNES DE VIANDES BOVINES FRAÎCHES ET CONGELÉES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes italiennes et estimations

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ ITALIEN EN VIANDE BOVINE

1000 téc	2019	2020	2021	2022	2023	2024 e	2024/2023
Abattages	759	753	722	728	671	663	-1,2%
Importations viande	429	388	381	392	409	422	+3,2%
Exportations viande	151	145	166	160	147	172	+16,7%
Consommation	1 038	996	938	960	932	913	-2,1%

e : estimation

Source : GEB- Institut de l'Élevage d'après ISMEA, Anagrafe zoolecnica, TDM et estimations

La production italienne de taurillons et génisses a chuté en 2024, en particulier au second semestre, provoquant une forte hausse des prix et un recours accru aux importations de viande bovine. La consommation a poursuivi son repli.

Baisse des abattages de taurillons et génisses

Après une chute de 8% en 2023, la production italienne de viande bovine se serait encore réduite de 1% en 2024 d'après nos estimations, pour tomber à 663 000 téc. Les abattages de mâles auraient baissé de 2% après une chute de 8% en 2023. Ceux de génisses auraient reculé de 5% après une baisse de 4% en 2023. Les faibles disponibilités en bovins maigres français mâles et femelles depuis plus de deux ans limitent en effet les mises en place dans les ateliers d'engraissement italiens. À l'inverse, les abattages de vaches ont rebondi en 2024 (+3%) après le fort recul enregistré en 2023. Ceux de veaux (+4%) confirment la hausse initiée en 2023.

Des records pour les cours

L'offre limitée, en particulier au quatrième trimestre, ainsi que la demande export vers la Turquie et les pays des Balkans, ont dopé les cours des jeunes bovins finis et des génisses. Ceci a permis aux engraisseurs de compenser, au moins partiellement, la hausse du prix du maigre. Les cours des bovins finis n'ont presque pas baissé au printemps puis ont enregistré une hausse saisonnière spectaculaire.

Le mâle charolais Prima qualità à la bourse de Modène a coté en moyenne 3,60 €/kg vif sur l'année, soit +5% /2023 et le Charolais Extra 3,74 €/kg vif (+6%). Le mâle limousin Extra s'est établi à 3,86 €/kg vif en moyenne annuelle (+5% /2023), dépassant la cotation de la femelle limousine, à 3,84 €/kg vif (+4% /2023). La femelle charolaise a atteint 3,61 €/kg vif (+6% /2023).

Hausse des importations de viande, mais aussi des exportations

Les importations de viande bovine ont poursuivi leur reprise (+3% à 422 000 téc), sans pour autant retrouver leur niveau de 2019.

Les volumes ont fortement augmenté en provenance d'Allemagne (+14%) grâce à la hausse de production de génisses ainsi qu'en provenance des pays tiers (+18%). Ils ont modérément progressé depuis la France (+2%) en lien avec une production accrue de jeunes bovins. En revanche, ils ont baissé en provenance de Pologne (-3%), qui a orienté plus de carcasses vers la Turquie, mais aussi depuis l'Espagne (-4%), l'Irlande (-2%) et les Pays-Bas (-2%, essentiellement de la viande de veau).

Les exportations italiennes de viande bovine ont été particulièrement dynamiques (+17%), en raison de la hausse des abattages de vaches, mais aussi de flux conséquents vers la Turquie et les pays des Balkans jusqu'à l'été, avant que les prix italiens ne s'envolent.

Baisse de la consommation

Après une baisse de près de 3% en 2023, la consommation italienne calculée par bilan se serait réduite de 2% en 2024 d'après nos estimations. Ce chiffre est en ligne avec la baisse des achats des ménages sur les 11 premiers mois de l'année (-2,0% d'après le panel ISMEA-Nielsen). La part des viandes importées dans la consommation italienne de viande bovine atteindrait 46%, contre 44% en 2023.



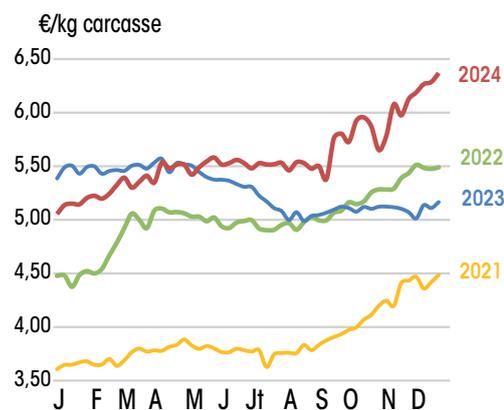
3 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE

ESPAGNE : l'export accapare la hausse de production

DONNÉES REPÈRES

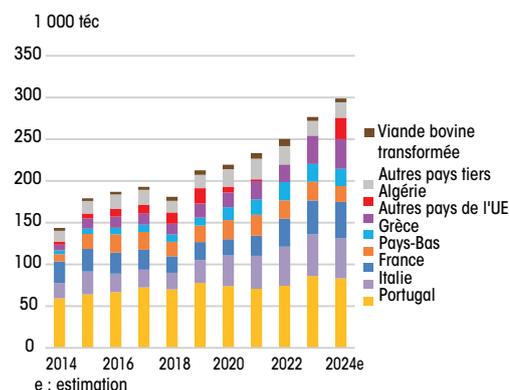
- Consommation : 575 000 téc soit 11,8 kgéc/hab.
- Part des exportations dans la production : 42%
- Part des importations dans la consommation : 24%

COTATION DU JB U3 EN ESPAGNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

EXPORTATIONS ESPAGNOLES DE VIANDES BOVINES RÉFRIGÉRÉES ET CONGELÉES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes et estimations

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ VIANDE BOVINE EN ESPAGNE

1000 téc	2019	2020	2021	2022	2023	2024e	2024e/2023
Abattages	695	678	717	732	698	714	3%
Importations viande	157	125	133	143	158	160	1%
Exportations viande	213	219	233	250	277	299	8%
Consommation*	639	583	617	625	580	575	-1%

* Le calcul de la consommation apparente ne tient pas compte des variations de stock.

e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et estimations

Les abattages espagnols ont rebondi en 2024, après une année 2023 en retrait. Les exports de viande ont poursuivi leur progression, stimulés par la demande européenne et sud-méditerranéenne, en manque de viande. Les prix ont flambé au second semestre.

Reprise de la production de viande en Espagne

En Espagne, l'année 2024 est marquée par un rebond de la production. Selon nos estimations, la production espagnole de viande bovine aurait augmenté de 3% en 2024, atteignant 719 000 téc. Les abattages de taurillons et de génisses, deux catégories destinées à l'export, ont connu une nette progression (respectivement +8 % et +13%). Dans le même temps les bovins de 8 à 12 mois ont chuté de 5%, ces derniers étant principalement destinés au marché intérieur. Les abattages de vaches ont eux aussi subi une baisse en 2024 (-5%) après une année 2023 en recul marqué.

Envolée des prix à partir de septembre

Démarrant en dessous des valeurs de 2023, les prix à la production ont rapidement progressé pour les jeunes bovins espagnols. Dès le début de l'année, la cotation du jeune bovin U a augmenté, grâce au dynamisme des ventes vers l'Algérie, marché rouvert à la viande espagnole début 2024, et à un marché européen en demande. Au second semestre, la baisse de l'offre sur le marché européen et l'ouverture du marché marocain en octobre ont dopé les prix. La cotation du JB U espagnol atteignait plus de 6,30 €/kgéc à la fin de l'année. En moyenne sur l'année, les prix ont progressé, atteignant 5,57 €/kgéc pour le JB U (+29 cts /2023 soit +6%) et 5,38 €/kgéc pour le JB R (+20 cts /2023 soit +4%).

Les exportations progressent toujours

En 2024, les exportations de viande bovine espagnole ont augmenté de 8% (+22 000 téc), atteignant 299 000 téc selon nos estimations. L'Espagne reste ancrée sur son marché traditionnel, le Portugal, avec 83 000 téc (-3% par rapport à 2023). Les envois vers l'Italie, et la Grèce sont aussi en baisse, à respectivement 48 000 téc (-4%/2023) et 21 000 téc (-3%/2023). En revanche, les ventes ont poursuivi leur hausse vers la France, sur un rythme plus calme qu'en 2023 (+7 % par rapport à 2023 avec 43 000 téc). L'Espagne a aussi et surtout augmenté ses exportations de viande bovine vers les pays tiers. On compte environ 26 000 téc en 2024 vers l'Algérie et 19 000 téc vers les autres pays tiers (+5%), essentiellement vers le Maroc.

La demande intérieure s'est érodée de 1%

Face à la hausse du prix de la viande, la demande intérieure n'a pas pu suivre et la consommation de viande bovine a régressé en 2024 (-1% /2023). La légère hausse des importations n'a pas suffi à combler le vide laissé par la forte croissance des exports qui représentent à présent 42% des volumes abattus.

4

LE MARCHÉ DES BROUTARDS FRANÇAIS

Exportations en net recul faute de disponibilités



En 2024, la baisse des naissances allaitantes et la demande nationale pour l'engraissement ont nettement réduit les disponibilités en broutards. Les exportations ont continué de baisser, passant à moins de 938 000 têtes. La plupart des destinations ont réduit leurs achats, notamment les plus importantes que sont l'Italie et l'Espagne. Dans le même temps, certains pays tiers ont augmenté leurs importations, dans le contexte d'une fermeture total du marché algérien. En moyenne annuelle, les prix de toutes les catégories de broutards ont continué de croître, en particulier au second semestre.

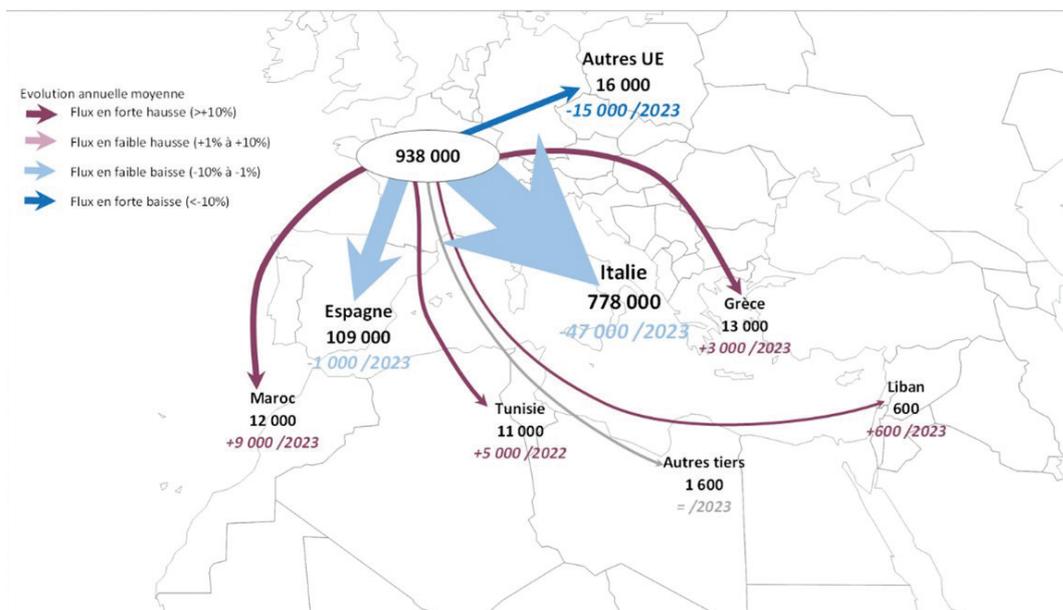
EXPORTATIONS 2024

PRINCIPAUX FLUX DE BROUTARDS

Exportations françaises estimées de bovins maigres* par pays d'arrivée

Nombre de têtes en 2024 et variation par rapport à 2023

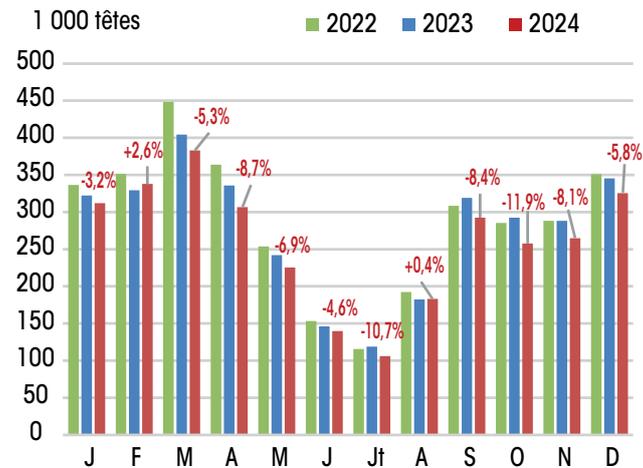
*Bovins de 4 à 16 mois de type viande, mâles et femelles.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes, SPIE-BDNI et estimations

EFFECTIFS 2024

NAISSANCES DE VEUX DE RACE ALLAITANTE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE BDNI

-5,8% /2023

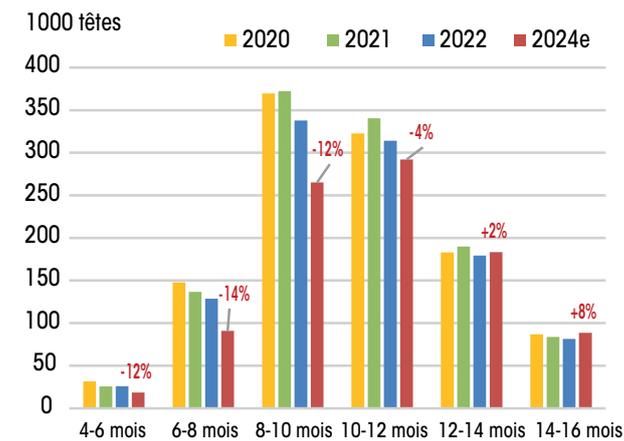
C'est notre estimation de l'évolution des naissances allaitantes en 2024.

Les naissances de veaux de mère allaitante étaient en recul en 2023, dans le sillage de la décapitalisation.

En 2024, 3 099 000 veaux sont nés de mère allaitante, un recul de 5,8% ou 193 000 têtes. Cette baisse des naissances a atteint 12% par rapport à 2019, soit 443 000 veaux en moins du fait de la décapitalisation en 5 ans. Ainsi, deux périodes de baisse significative des mises bas ont été observées: une en juillet de 10% à cause d'une baisse de fertilité l'année passée, et une seconde de plus de 8% de septembre à novembre. Cette dernière n'est sûrement pas étrangère à l'arrivée de la FCO sur une large partie Est de la France. En conséquence, les disponibilités en broutards ont reculé.

EXPORTATIONS 2024

ÂGE DES BROUARDS* EXPORTÉS PAR LA FRANCE (4-16 MOIS)



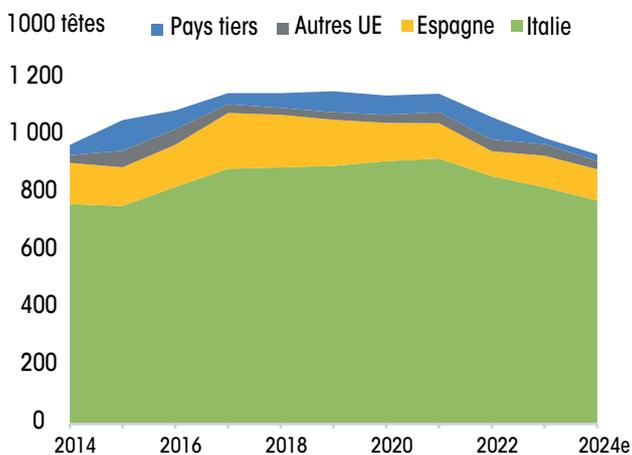
e : estimation

*Bovins de 4 à 16 mois de type viande, mâles et femelles, estimation pour décembre 2022
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE BDNI et estimations

Après être passé sous la barre du million de broutards envoyés en 2023, les exportations françaises auraient à nouveau reculé de 6% /2023, avec 938 000 têtes en 2024

Les disponibilités en baisse du fait de la décapitalisation, couplé au maintien de l'engraissement en France, et la fermeture complète du marché algérien ont nettement réduit les expéditions de broutards. Les envois de broutards mâles auraient ainsi reculé de 6% /2023 à 620 000 têtes. Les exportations de femelles ont suivi la même tendance et atteindraient 319 000 têtes (-6% /2023). La récente demande espagnole pour des broutards lourds a nettement modifié la structure d'âge des broutards exportés. Ainsi, les exportations de broutards de moins de dix mois ont reculé de 14% /2023, alors que celles de broutards de plus de 10 mois n'ont baissé que de 6%, et celles des broutards les plus âgés sont en croissance.

EXPORTATIONS FRANÇAISES DE BROUARDS*



e : estimation

*Bovins de 4 à 16 mois de type viande, mâles et femelles

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes Françaises, SPIE-BDNI et estimations

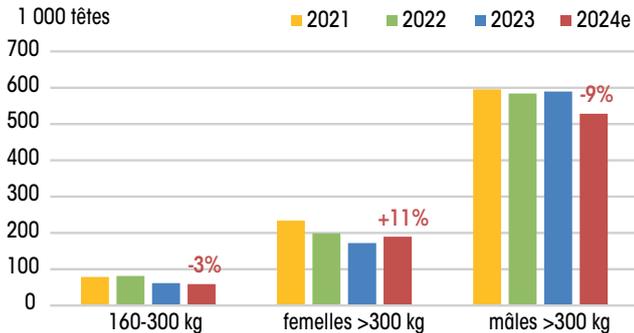
En 2024, les effectifs de broutards exportés ont continué de baisser. Malgré un rebond des envois vers la Grèce et les pays tiers, c'est la baisse des exports vers l'Italie qui rythme la tendance de fond.

D'après nos estimations, les envois vers les pays tiers étaient en croissance de 9% /2023, avec 23 000 têtes exportés. La fermeture du marché algérien à cause des cas de MHE détectés en 2023 a complètement stoppé les exportations. Les tensions géopolitiques n'ont pas permis la réouverture du marché. En conséquence, les marchés marocain et tunisien ont fortement augmenté leurs achats : 12 000 broutards ont été envoyés au Maroc, et 11 000 broutards en Tunisie.

13 000 têtes ont été envoyées vers la Grèce (+3 000 têtes/2023) mais les autres pays européens ont importé 15 000 broutards français de moins qu'en 2023. Le débouché italien reculait également à 778 000 têtes (-46 000 têtes) faute de disponibilités en France. Après une année 2023 dynamique, les envois vers l'Espagne ont légèrement baissé en 2024, à 109 000 têtes (-1 000 têtes).

EXPORTATIONS 2024

EXPORTATIONS FRANÇAISES DE BROUARDIS VERS L'ITALIE



e : estimation

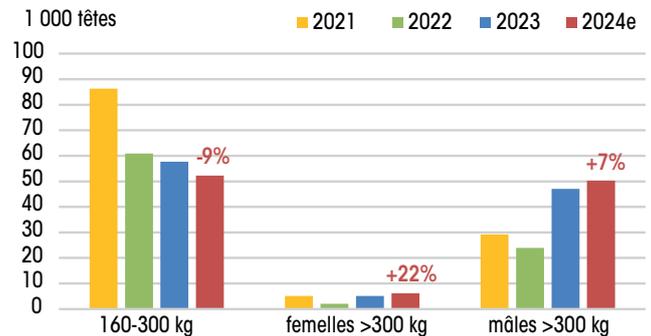
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes Françaises et estimations

Les exportations vers l'Italie ont à nouveau reculé en 2024, notamment les mâles lourds.

Les envois de brouards vers l'Italie ont à nouveau diminué en 2024, à cause de la tension sur l'offre et de la concurrence aux achats.

En effet l'Espagne importe de plus en plus de mâles lourds, animal historiquement très demandé par l'Italie. De fait les importations vers l'Italie de brouards mâles de plus de 300 kg ont chuté de 9%. Malgré un report sur les femelles, l'offre française limitée a conduit à cette nouvelle diminution des envois de -1% /2023.

EXPORTATIONS FRANÇAISES DE BROUARDIS VERS L'ESPAGNE



e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes Françaises et estimations

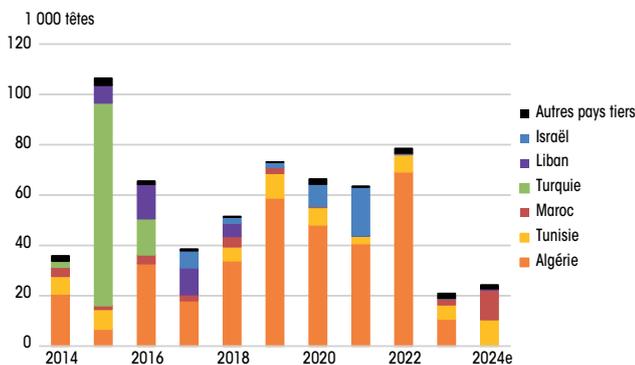
Les envois de brouards vers l'Espagne ont poursuivi leur décroissance en 2024 (-1%).

Les expéditions de brouards légers (<300 kg) ont continué de baisser à 51 000 têtes, soit -9% /2023 et même -41% /2021.

En revanche, les exportations de brouards lourds ont continué de croître. 50 000 brouards mâles de plus de 300 kg ont été expédiés vers l'Espagne (+7%/2023). L'ouverture du marché algérien à l'Espagne a augmenté la pression sur la demande. Les engraisseurs espagnols achètent des brouards lourds, plus chers mais moins longs à engraisser. Ce changement de paradigme fait concurrence au marché Italien qui historiquement achète des brouards lourds.

EXPORTATIONS EUROPÉENNES DE BROUARDIS VERS LES PAYS TIERS

EXPORTATIONS DE BROUARDIS FRANÇAIS VERS LES PAYS TIERS



e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes Françaises et estimations

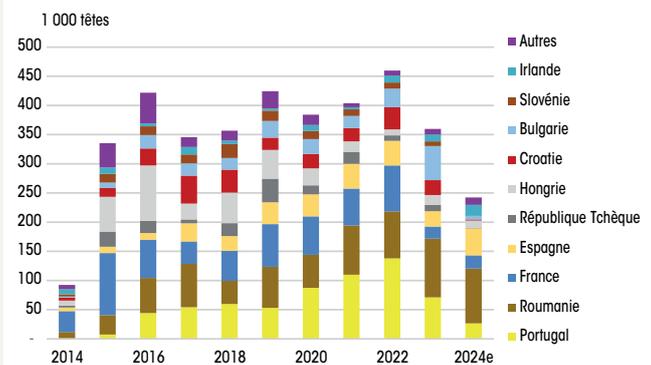
En 2024, les exportations françaises vers les pays tiers ont augmenté de 9% /2024, avec 23 000 têtes envoyées.

Après une année 2023 qui avait vu les exportations s'effondrer à la suite de la fermeture du marché algérien fin 2022, la Tunisie et le Maroc ont pris le relai.

La Tunisie a ouvert son marché dès février, et a importé 11 000 brouards, soit une multiplication par 3 de ses importations de 2023. Le Maroc quant à lui a importé 12 000 brouards, surtout au deuxième semestre de 2024, soit environ huit fois plus qu'en 2023.

Le Liban a aussi ouvert ponctuellement son marché en achetant environ 500 brouards sur 2024.

EXPORTATIONS DE BROUARDIS DEPUIS L'UE VERS LES PAYS TIERS



e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat, Douanes françaises et estimations

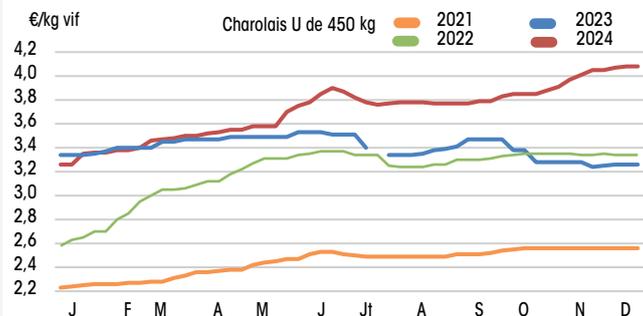
Les exportations européennes de brouards vers les pays tiers sont à nouveau en baisse, reculant de 22% en 2024.

Les envois de l'UE vers les pays tiers sont en fort recul, passant de 360 000 en 2023 à 242 000 en 2024 d'après nos estimations, c'est-à-dire une baisse de 22% /2023 et de près de 50% par rapport au niveau record de 2022.

La faiblesse des exportations bulgares, croates, slovènes et tchèques constituent la principale explication de cette baisse. Les envois vers Israël étaient en repli, pénalisant nettement le Portugal (-63% /2023). La demande du Maghreb a favorisé les envois espagnols (+76% ou 17 000 têtes). De même l'Irlande a su tirer son épingle du jeu en exportant environ 19 000 animaux, soit +64% /2023.

PRIX DES MÂLES

COTATIONS DU BROUTARD CHAROLAIS U 450 KG



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

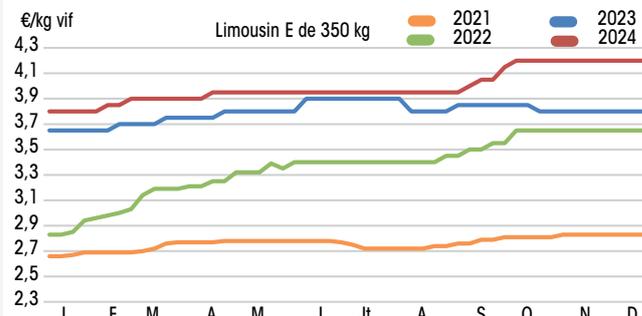
Pendant l'année 2024, les prix des brotards mâles ont augmenté de façon quasiment continue.

Au premier semestre, la hausse des cours s'est poursuivie à un rythme modéré, jusqu'à une accélération précédant le creux estival déjà observé en 2022 et 2023. Après cette courte baisse, les prix ont continué à augmenter lors du second semestre. L'ouverture du marché marocain en juin s'est ajouté à la tension liée au manque d'animaux pour répondre aux besoins italiens et espagnols. Ainsi, dès le mois de septembre, le charolais U de 350 kg s'est établi à 4,05 €/kg. À 3,79€/kg en moyenne sur l'année, la cotation du charolais U a dépassé de 9% son niveau de 2023.

3,70 €/kg vif

C'est la cotation moyenne des brotards charolais U de 450 kg en 2024 (+9% /2023).

COTATIONS DU BROUTARD LIMOUSIN E DE 350 KG



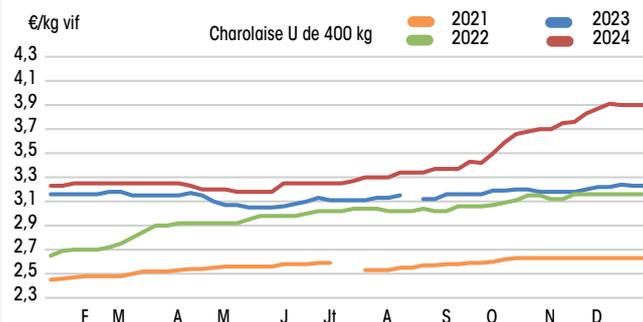
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

De même, en lien avec la baisse des disponibilités et les demandes espagnoles et italienne en concurrence, le prix des autres mâles a été croissant tout le long de l'année. Ainsi, le Charolais U de 450 kg cotait en moyenne 3,70 € sur l'année (+30 cts ou +9% /2023) et le croisé R de 350 kg s'établissait à 3,51 €/kg (+36 cts ou +11% /2023). Même le Limousin, brotard au prix historiquement très stable, a connu une croissance non négligeable : +5%/2023, soit +20 centimes pour le limousin E de 350kg, en moyenne à 3,99€/kg, clôturant 2024 à 4,20€/kg.

Les races rustiques ont elles-aussi augmenté, avec une moyenne annuelle à 3,08 €/kg (+23 cts ou +8%/2023).

PRIX DES FEMELLES

COTATIONS DE LA BROUTARDE CHAROLAISE U

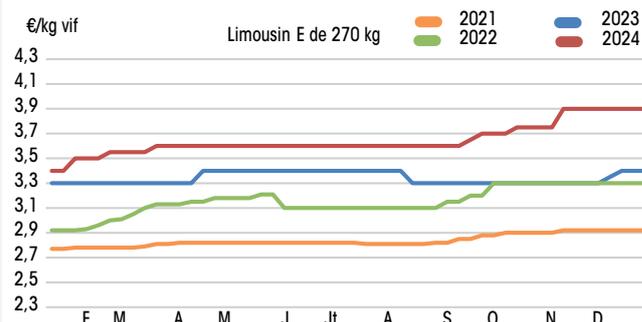


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

En 2024, les cours des brotards femelles ont particulièrement augmenté au second semestre.

La demande en femelles est restée forte tout au long de l'année 2024, notamment en Italie dont les achats ont augmenté de 11%. Les cours des Charolaises sont restés stables jusqu'à juin, avant de connaître une croissance qui a accéléré après l'été (+12 cts pour la Charolaise U de 400 kg entre les semaines 28 et 38, et +48 cts entre les semaines 38 et 48). Ils sont ensuite restés stables

COTATIONS DE LA BROUTARDE LIMOUSINE E DE 270 KG



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

jusqu'à la fin de l'année. La cotation annuelle de la Charolaise U de 400 kg s'est élevée à 3,40 €/kg (+24 cts ou +8% /2023) et celle de la Charolaise U de 270 kg à 3,55 €/kg (+25 cts ou +8% /2023). Les cours des Limousines E de 270 kg ont suivi une tendance similaire avec une hausse durant la seconde partie de l'année. Leur moyenne annuelle s'est établie à 3,65 €/kg (+31 cts ou +9% /2023).

5

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

2024 : un contexte favorable aux systèmes herbagers. Sale temps pour les cultures !

Les revenus des éleveurs spécialisés en bovins viande et herbagers se maintiennent depuis 3 ans à des niveaux parmi les plus élevés de la dernière décennie, grâce à une conjoncture bovins viande plus porteuse. Toutefois, les problèmes sanitaires (FCO, MHE) ont pu à la fin de l'année affecter les performances et amputer le produit viande, notamment en région Grand-Est et dans le Sud-Ouest, déjà touché fin 2023.

Chaleur et pluies continues lors de l'hiver 2023-2024, printemps très arrosé, maladies et adventices très développés sans possibilité d'intervention, ont conduit à une forte baisse de la qualité et des rendements de toutes les cultures et se traduisent par un nouvel effondrement du produit des cultures. La baisse des charges opérationnelles, malgré l'évolution contenue mais toujours régulière des charges de structure, ne suffit pas à soutenir le revenu des polyculteurs-éleveurs.

ESTIMATIONS DES REVENUS CONVENTIONNELS 2024

Face à une pluviométrie quasi ininterrompue sur l'année, l'herbe n'aura pas été facile à exploiter, induisant des surcoûts de travaux de récolte. La qualité des fourrages est hétérogène et a rendu nécessaire dans certains cas une complémentation énergétique. Des frais sanitaires supplémentaires, liés aux protocoles FCO et MHE nécessaires pour exporter les broutards, ont impacté défavorablement les systèmes naisseurs. Pour autant, la hausse marquée du prix du maigre, des cours toujours soutenus pour les animaux finis et un repli salutaire des prix des intrants (aliments et engrais) sont venus compenser les surcoûts. Ainsi les revenus des systèmes **naisseurs de montagne et pastoraux** ou **herbagers** seraient en progression et atteindraient respectivement 26 000 €/UMO et 33 600 €/UMO exploitant. Ceux des **naisseurs**

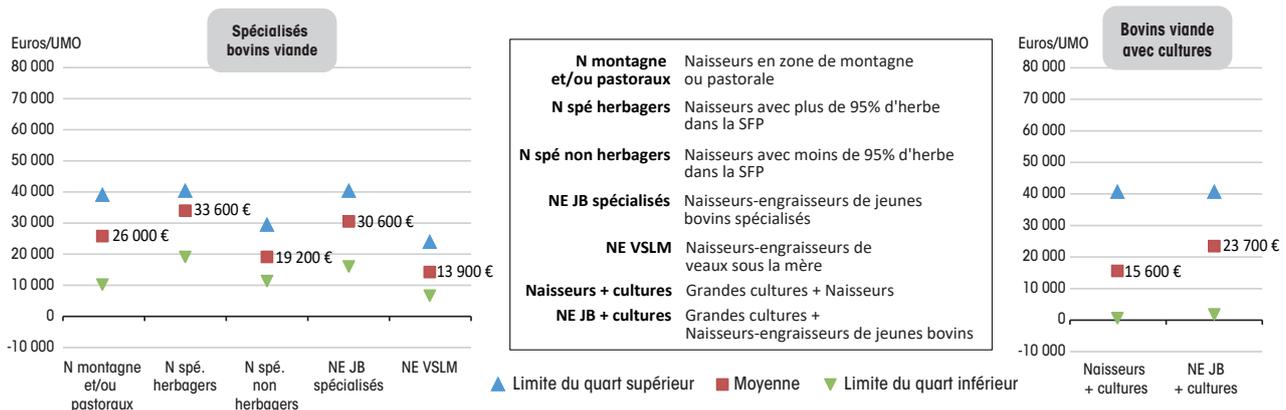
engraisseeurs de jeunes bovins atteindraient les 30 600 €/UMO exploitant. Pour les systèmes **spécialisés non herbagers**, ayant un système fourrager diversifié, les revenus progresseraient modestement mais resteraient sous la barre des 20 000 €/UMO.

Chez les **naisseurs et cultures**, la situation reste tendue en 2024. Les revenus se maintiendraient en dessous des 16 000 €/UMO. Il en va de même chez les **naisseurs engraisseeurs avec cultures**, les revenus ne dépasseraient pas les 24 000 €/UMO.

Les cours favorables des **veaux sous la mère** et le repli de certains postes de charges permettraient à ces systèmes d'améliorer leur revenu de 13%. Il demeurerait en dessous de 15 000 € par UMO exploitant, ce qui positionnerait ces systèmes avec les plus faibles niveaux de rémunération.

RÉSULTATS COURANTS 2024

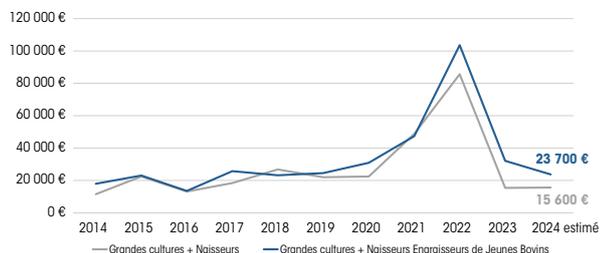
Estimation des Résultats Courants (RC)/UMO exploitant des principaux systèmes d'élevage Bovins Viande et variabilité intra système en 2024.



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseau d'Élevage

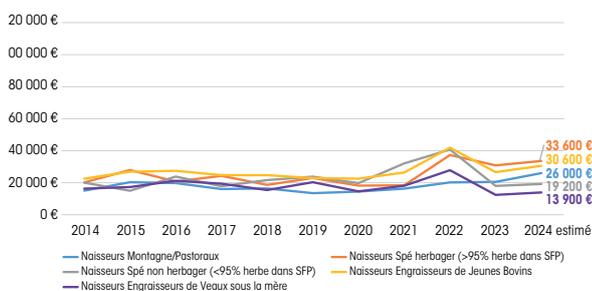
ÉVOLUTION DE REVENUS

ÉVOLUTION DES RÉSULTATS COURANTS/UMO EXPLOITANT DES PRINCIPAUX SYSTÈMES D'ÉLEVAGE BOVIN VIANDE CONVENTIONNEL AVEC CULTURES



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseau d'Élevage

ÉVOLUTION DES RÉSULTATS COURANTS/UMO EXPLOITANT DES PRINCIPAUX SYSTÈMES D'ÉLEVAGE BOVIN VIANDE SPÉCIALISÉS CONVENTIONNELS



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseau d'Élevage

Les cours de la viande plus élevés et le repli des charges opérationnelles offrent un peu de perspectives aux systèmes herbagers. Quant aux systèmes avec cultures, l'embellie de 2022 semble bien loin et les revenus 2024 se rapprochent de ceux de la décennie précédente.

Dans un contexte de décapitalisation régulière, résultante des aléas climatiques récurrents et du manque de renouvellement des générations en bovins allaitants, les signaux d'évolution de prix à la hausse semblaient nécessaires pour infléchir cette tendance. La progression des cours en bovin viande, intervenue dès 2021, associée à une conjoncture exceptionnelle pour les cultures de vente, s'est traduite par une revalorisation éphémère de l'ensemble des résultats bovins viande en 2022.

Le retour à des prix plus habituels en 2023 pour les cultures de vente et l'envolée des prix des principaux intrants effacent totalement l'augmentation du produit bovin viande. Les revenus 2023 s'effondrent dès que la sole culture est importante. Pour les élevages spécialisés les revenus baissent mais restent supérieurs à ceux que 2021.

Le repli salutaire des prix des intrants, associé à une conjoncture porteuse en bovin viande permettrait en 2024 de maintenir les revenus des élevages spécialisés herbagers à un niveau de revenu jamais atteint depuis 10 ans.

Si les charges opérationnelles sont en recul en 2024, se pose la question des évolutions continues et régulières des charges de structure hors MSA et amortissements (assurances, frais de gestion...). En effet, ces prestations sont en hausse, notamment suite à l'augmentation de leurs charges salariales et de sinistres plus importants. Ces petites hausses, mises bout à bout, finissent par représenter des sommes conséquentes.

Ainsi peut naître un sentiment de dépit chez les éleveurs qui voient les économies réalisées d'un côté s'évaporer de l'autre pour régler d'autres factures. Ce sentiment est d'autant décuplé qu'il ne faut pas oublier que la **marge de manœuvre financière est ténue et ce depuis 2014. Toutefois, depuis 2022, l'amélioration des résultats économiques a incité l'ensemble des systèmes à effectuer des investissements longtemps reportés afin de limiter le volume de charges lorsque la conjoncture était moins favorable à la viande. Ces investissements, bien que nécessaires pour moderniser les outils de production et appréhender une main d'œuvre exploitant en baisse, pèsent actuellement sur les trésoreries, avec des niveaux d'annuités en hausse.**

Les résultats 2024 seront à l'image des aléas qui ont touché, de manière hétérogène, les exploitations : les revenus sont en hausse pour les herbagers et en recul pour les systèmes avec cultures. **Toutefois jouer sur la complémentarité des productions aura, sur la décennie, permis d'amortir les aléas.** Entre 2014 et 2024, les revenus moyens des **éleveurs naisseurs-engraisseurs de jeunes bovins avec cultures** s'élèveraient à **33 300 €/UMO**, ceux des **naisseurs et cultures** à **27 500 €/UMO**. Le même niveau de revenu serait dégagé par les **naisseurs-engraisseurs spécialisés de jeunes bovins**. Viennent ensuite les naisseurs spécialisés avec un revenu moyen **proche de 24 000 €/UMO**. **En queue de peloton**, se retrouvent les **naisseurs en zone de montagne ou pastorale** et les producteurs de **veaux sous la mère** avec un revenu qui se situe autour de **18 000 €/UMO exploitant**. Aussi, dans un contexte favorable aux bovins maigres, certains producteurs de veaux se tourneraient actuellement vers la production de broutards.

NOUVEAUTÉ 2024

Des estimations de revenus 2024 sont réalisées sur les résultats des fermes bovins viande en agriculture biologique.



Les revenus des systèmes naisseurs et naisseurs engraisseurs suivis seraient en baisse sur 2024 : ils sont impactés par des rendements et prix en baisse pour le produit cultures tout comme en conventionnel. L'incidence est d'autant plus grande que la part de cultures est grande (pouvant varier de 0 à 50% de la SAU). Le produit bovin viande progresserait de 3%, en raison d'une légère hausse des prix des gros bovins (+1%) et d'une revalorisation des prix des veaux (+10%). Mais cela ne suffit pas à compenser la baisse des aides et du produit cultures. En 2024, le maintien exceptionnel de l'aide au maintien via les aides régionales, plafonnée à 10 000 €/exploitation, limiterait dans ce cas la baisse du produit total.

La grande autonomie de ces systèmes et le recours exceptionnel aux intrants des cultures rend ces systèmes moins sensibles aux aléas économiques. La baisse des charges opérationnelles ne compense pas la hausse des charges de structure. Ainsi le revenu 2024 des naisseurs en agriculture biologique, proche de 30 000 €/UMO serait peu éloigné de celui des naisseurs herbagers conventionnels.

Le revenu des naisseurs-engraisseurs en AB ne dépasserait pas les 18 000 €/UMO et suivrait la même tendance que celui des conventionnels avec cultures.

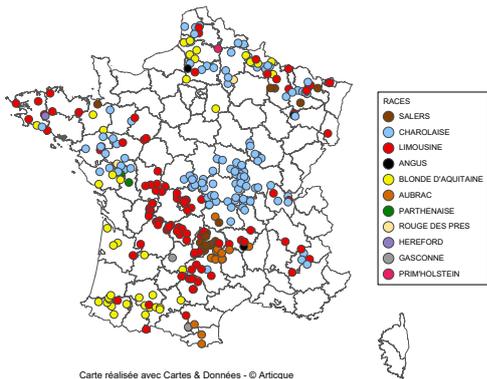
5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

FERMES DES RÉSEAUX D'ÉLEVAGE



LOCALISATION DES EXPLOITATIONS SUIVIES

Localisation des exploitations des réseaux d'élevage bovin viande par race



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique

La base nationale des Réseaux d'élevage compte 295 exploitations d'élevage spécialisées en Bovins viande en 2023 dont 237 exploitations conventionnelles. Dans le cadre de la nouvelle programmation INOSYS Réseaux d'élevage 2022-2027, le volet « Observatoire » du dispositif Inosys accueille désormais 58 élevages spécialisés en Bovins viande en Agriculture Biologique. Cet « Observatoire » permet le suivi de la trajectoire collective des systèmes d'exploitation les plus fréquents à l'échelle des filières et des bassins de production. Les Réseaux d'Élevages Inosys suivent également, avec cette nouvelle programmation, des systèmes émergents ou en transition avec un nouveau volet nommé « **Réseaux thématiques** ».

UNE NOUVELLE TYPOLOGIE DES EXPLOITATIONS

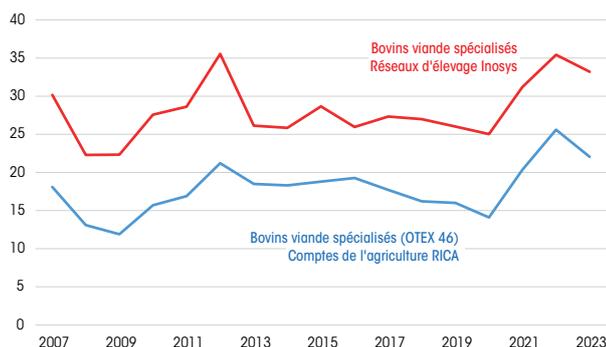
La typologie INOSYS des élevages bovins viande spécialisés évolue. Les résultats seront désormais présentés avec cette nouvelle typologie

AGRICULTURE CONVENTIONNELLE	Naisseur	Naisseur montagne et pastoraux	Élevage situé en zone de montagne ou pastorale
		Naisseur spécialisés herbagers	Élevage avec plus de 95% d'herbe dans la SFP
		Naisseur spécialisés non herbagers	Élevage avec moins de 95% d'herbe dans la SFP
		Grandes cultures et naisseurs	Élevage avec >= 40 ha de GCU ET >= 33% de GCU/SAU
	NE de JB	Naisseur engraisseurs de Jeunes Bovins spécialisés	-
		Grandes cultures et naisseurs engraisseurs de Jeunes Bovins	>= 40 ha de GCU ET >= 33% de GCU/SAU
	Naisseur engraisseurs de veaux de lait sous la mère	-	
AGRICULTURE BIOLOGIQUE	Naisseur Bio		
	Naisseur engraisseurs Bio		

DES REVENUS SUPÉRIEURS POUR LES FERMES DES RÉSEAUX D'ÉLEVAGE

RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS ET COTISATIONS SOCIALES

Milliers d'euros/unité de main-d'œuvre non salariée



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseau d'Élevage, RICA et estimations propres.

Les fermes d'élevage des Réseaux Inosys pour lesquelles ces estimations de revenus sont réalisées sont sélectionnées pour représenter la diversité des systèmes performants.

Si l'on compare leurs revenus à ceux des fermes professionnelles françaises mesurés par le RICA, ils demeurent bien supérieurs à ces derniers. (+10 000 €/UMO en moyenne).

L'embellie des cours avait resserré les écarts mais les aléas climatiques et conjoncturels de 2023 les ont à nouveau augmentés : +51% séparent les deux groupes.

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

ESTIMATIONS DES PRODUITS EN 2024

ESTIMATION DE L'ÉVOLUTION DES RENDEMENTS ET DU PRIX DES CULTURES 2024/2023

CULTURES	ÉVOLUTION DES RENDEMENTS	ÉVOLUTION DES PRIX
BLÉ	-26% (Pays de la Loire) à -9% (Midi Pyrénées)	-8% (182 €)
MAÏS GRAIN	-22% (Poitou Charentes) à +17% (Lorraine)	+3% (180 €)
PROTÉAGINEUX	-24% (Nord Pas de Calais) à +23% (Lorraine)	+8% (255 €)
OLÉAGINEUX	-20% (Pays de la Loire) à +9% (Lorraine)	+20% (484 €)
BETTERAVES	-2% (Picardie) à -1% (Basse Normandie)	-14% (42 €)

ÉVOLUTION DES AIDES DE LA PAC PERÇUES PAR SYSTÈME D'EXPLOITATION ENTRE 2024 ET 2023

AIDES	ÉVOLUTION 2024/2023
ÉVOLUTION DES PAIEMENTS DÉCOUPLÉS	=
AIDE BOVINE À L'UGB	-1,5%
AIDES AUX « VEAUX SOUS LA MÈRE »	=
ICHN (STABILISATEUR RÉVISÉ DE 95 À 96,8%)	+1,9%
MAEC	Considérées stables
AIDES PROTÉAGINEUX	=

AGRICULTURE BIOLOGIQUE

Les estimations des revenus 2024 pour les éleveurs en Agriculture Biologique, ne tiennent pas compte :

- des crédits d'impôts perçus,
- des aides éventuelles aides versées dans le cadre du « fonds d'urgence Bio ».

Les résultats 2024 sont ceux constatés dans les comptes du panel d'exploitations suivies.

Le produit des ventes en viande bovine

Le prix de vente **des animaux maigres** dépend de la race, du poids de l'animal et de la période de vente, saisonnalisée en fonction des débouchés et de la disponibilité des animaux.

Quant aux **animaux finis**, jeunes bovins, génisses finies, bœufs et vaches de réforme, le montant des ventes 2024 a été estimé en prenant en compte le nombre d'animaux abattus par trimestre et le pourcentage d'évolution entre 2023 et 2024 du prix de la catégorie concernée pour chacun des trimestres.

Les prix sont publiés par FranceAgriMer et traités par l'Institut de l'Élevage.

Estimation des produits de ventes des cultures

Les rendements régionalisés et les prix de vente des cultures sont transmis par Arvalis-Institut du Végétal. Les rendements en blé ont chuté dans toutes les régions en 2024/2023, tout comme le prix du blé.

Estimation des aides

Les aides conjoncturelles perçues en 2023 ne sont pas reconduites en 2024. Elles représentaient en 2023 en moyenne 1 080 €/ exploitation, et variaient entre 70 € et 4 730 €/ exploitation.

Estimation des aides au maintien BIO perçues en 2024

Pour les élevages en Agriculture Biologique, les aides au maintien bio perçues en 2023 représentaient en moyenne 9 170 €/ exploitation. Ces dernières sont conservées à l'identique en 2024 au titre d'un maintien exceptionnel dans les zones suivantes, qui correspondent aux régions dans lesquelles un suivi de fermes a lieu : Pays de la Loire, Bretagne, Grand Est, Hauts-de-France, Nouvelle-Aquitaine. En revanche, l'aide au maintien est considérée supprimée dans les régions Bourgogne-Franche-Comté et Occitanie en 2024.

ESTIMATIONS DES CHARGES EN 2024

ÉVOLUTIONS DES POSTES DE CHARGES LES PLUS IMPACTANTS

IPAMPA	ÉVOLUTION 2024/2023
ENGRAIS	Sur les surfaces herbagères : -38,9 % (IPAMPA Simples azotés) - Sur la sole céréalière : -31,6 % (IPAMPA Engrais et amendements)
SEMENCES	+2,1 %
FERMAGE	+5,2 %
ALIMENTS ACHETÉS	-8,9 %
FRAIS VÉTÉRINAIRES	+4,2 %
CARBURANT	-11,2 %
SALAIRES	+2,2 %
FRAIS GÉNÉRAUX	+2,2 %
ASSURANCE	+6,1 %

Les variations annuelles des prix des intrants, des biens et services retenues pour l'estimation des revenus 2024 suivent les tendances nationales issues de l'IPAMPA Viande bovine. Les postes spécifiques aux cultures (engrais, semences et protection des cultures) sont estimés en prenant en compte les évolutions entre les campagnes de juin 2022 à mai 2023 et de juin 2023 à mai 2024.

Les principales évolutions des postes de charges les plus impactantes sont présentées dans le tableau ci-dessus.

Particularités 2024 : aléas sanitaires et climatiques

Impact sanitaire

La FCO et la MHE ont entraîné en 2024 une mortalité supérieure dans les élevages, des retards de croissance des veaux avec des animaux plus fébriles et impacté les performances de reproduction. Ces perturbations ont été prises en compte dans les estimations des revenus 2024, en fonction des impacts régionaux subis : dès la mi-2023 pour le Sud-Ouest et fin 2024 pour le Grand Est. Ces impacts seront probablement étendus à partir de 2025 et 2026 sur les autres régions françaises. Des frais vétérinaires supplémentaires ont ainsi été comptabilisés et le produit issu des ventes des bovins a été diminué pour les exploitations situées dans les zones touchées en 2024.

Impact climatique

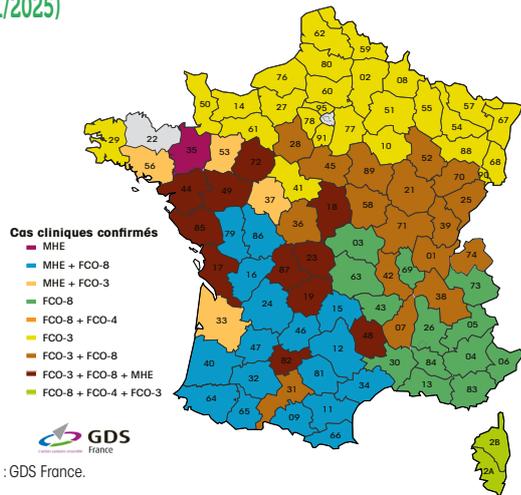
L'année fourragère 2024 a été marquée par des difficultés de récolte liées à une météo très humide. Les fourrages récoltés en 2024, sont de qualité moyenne mais avec des volumes plus conséquents sur les parcelles qui ont pu toutefois être récoltées. Pour les exploitations situées dans le Grand Est et le bassin Charolais, les animaux ont été davantage complétés en 2024 pour pallier la mauvaise qualité des fourrages. Dans le Sud-Ouest, les frais de séchage du maïs grain sec ont été augmentés en 2024/2023.

Enfin, ces récoltes fourragères compliquées en 2024 ont entraîné des chantiers plus coûteux en temps et en entretien du matériel pour les entreprises et in fine une hausse des travaux par tiers 2024/2023.

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

ANNÉE SANITAIRE DIFFICILE : MHE ET FCOS METTENT LES ÉLEVAGES EN DIFFICULTÉS

DÉPARTEMENTS DANS LESQUELS AU MOINS UN SÉROTYPE DE FCO OU DE MHE EST PRÉSENT CLINIQUEMENT (DONNÉES AU 17/01/2025)



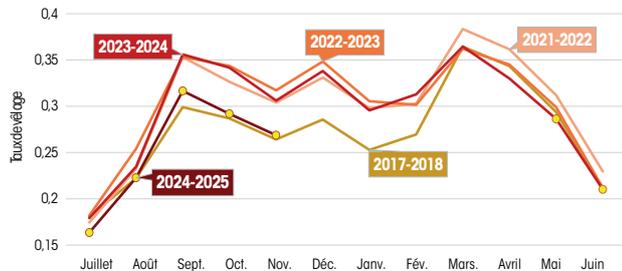
Les deux dernières années sont marquées par un contexte sanitaire difficile : ce fut d’abord, à l’été 2023, l’apparition d’une nouvelle souche de FCO-8 dans le sud du Massif Central, puis à l’automne, l’entrée de la MHE par la frontière espagnole. Ces deux maladies se sont progressivement propagées en France, notamment vers l’ouest et dans une grosse moitié sud du pays. Ce fut ensuite, à l’été 2024, l’arrivée par la frontière belge du sérotipe 3 de la FCO, qui s’est étendu vers le sud. Ainsi, l’année 2024 a été marquée par la circulation, sur toute la métropole, de ces trois maladies, avec des impacts qui sont encore seulement visibles en partie.

Une mortalité des vaches déjà affectée

Au niveau national, la hausse du taux de mortalité des vaches allaitantes avec la survenue des épisodes sanitaires est visible depuis la fin d’année 2023, d’abord dans le Sud-Ouest, puis progressivement sur l’ensemble de la France, de façon moins marquée, mais répandue. Ainsi, entre octobre 2023 et octobre 2024, la mortalité des vaches a augmenté de 14%, soit 11 800 têtes en plus, par rapport au taux moyen des trois années précédentes.

Le suivi de la mortalité sur les autres catégories animales, et notamment sur les animaux jeunes, sera une des clés pour anticiper les impacts des maladies sur les élevages français et sur la production.

TAUX DE VÊLAGE DES VACHES ALLAITANTES SUSCEPTIBLES DE VÊLER*, PAR CAMPAGNE



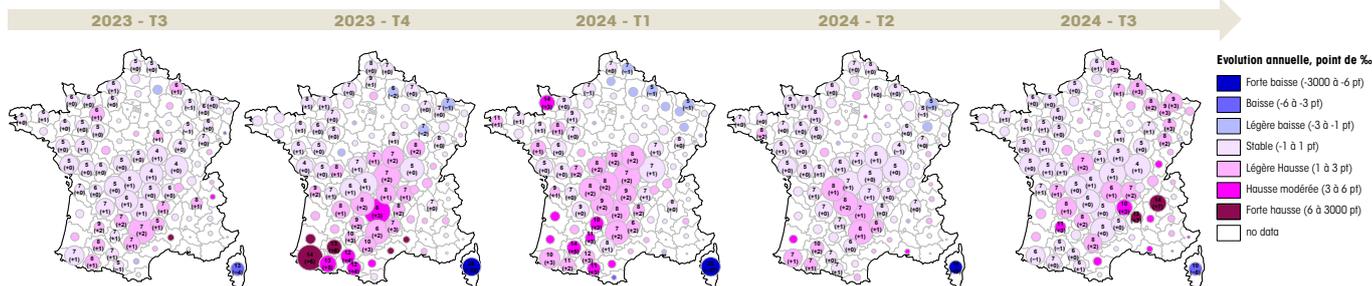
Source : GEB-Idele, projet MODEMO, d’après données SPIE-Normabev

Des naissances en recul marqué

Les maladies MHE et FCO 8 et 3 peuvent toutes impacter la fertilité des vaches. Ces conséquences sont donc visibles plus tardivement, pas nécessairement pendant la campagne de reproduction, mais au moment des vêlages. Ainsi, ce n’est qu’à l’automne 2024 que nous avons pu commencer à déceler les premiers impacts sur les naissances : -6% en octobre et -3% en novembre pour les naissances laitières, et -12% en octobre et -8% en novembre pour les naissances issues de mère allaitante. Les conséquences seront à suivre sur les naissances de début 2025.

Ces taux de naissance réduits sur la campagne de naissances en cours, sont proches de ceux, alarmants, constatés lors de la campagne 2017-2018. Les baisses majeures de l’automne sont d’autant plus inquiétantes que les naissances à cette période étaient celles qui résistaient le mieux depuis le début de la décapitalisation. Si les impacts à l’échelle des élevages semblent très variables, que ce soit en termes de mortalité ou de fertilité, les conséquences sur l’offre française pourraient être notables et se matérialiser dès 2025 mais aussi les années suivantes.

ÉVOLUTION DE LA MORTALITÉ DES VACHES ALLAITANTES PAR TRIMESTRE AVEC LA SUCCESSION D’ÉPISODES SANITAIRES



Mortalité trimestrielle = vaches allaitantes mortes pendant le trimestre / effectifs de vaches allaitantes présentes en début de trimestre ; comparaison au taux moyen des trois années précédentes.

Source : GEB - Idele d’après SPIE-BDN et Normabev

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉES, NAISSEURS-ENGRASSEURS DE VEAUX DE LAIT SOUS LA MÈRE

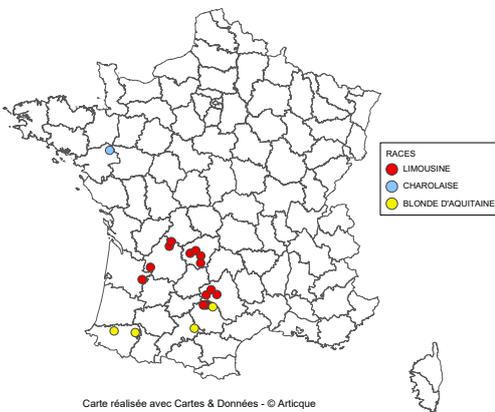
Des revenus qui resteraient en dessous de 15 000 €/UMO malgré la hausse des cours des veaux



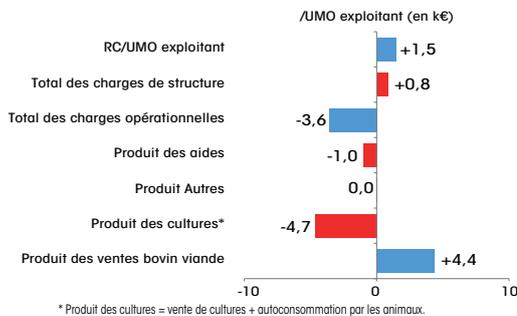
DONNÉES REPÈRES

- 1,9 UMO totale dont 1,6 UMO exploitant
- 123 ha de SAU dont 97 ha de SFP
- 88 vaches allaitantes et 111 UGB
- Productivité moyenne :
 - 262 kg vifs/UGB (veaux légers sous la mère)
 - 318 kg vifs/UGB (veaux lourds d'Aveyron et du Ségala)

LOCALISATION DES 19 EXPLOITATIONS



RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2023 ET 2024



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Cet échantillon restreint s'appuie sur 19 exploitations situées en Nouvelle-Aquitaine et en Occitanie. Elles détiennent en moyenne 123 ha où l'herbe représente plus de la moitié de la surface. Les troupeaux, de races Limousine ou Blonde d'Aquitaine, sont composés de 88 vaches. Ces systèmes de production regroupent des élevages de veaux légers traditionnels ou « veaux fermiers élevés sous la mère » (viande blanche) et de veaux plus lourds et plus âgés (viande rosée) sous Label Rouge Veaux d'Aveyron et du Ségala. En moyenne cela correspond à 54 veaux (mâles et femelles) vendus par an.

Le produit progresse sous l'impulsion de la hausse des cours des veaux

Chez les éleveurs de veaux sous la mère, la diminution de l'offre contribue à faire évoluer à la hausse le taux de labellisation des veaux par élevage ainsi que les prix des veaux (+2% en moyenne/ 2023). La baisse saisonnière des cours a été moins prononcée pendant l'été. Cependant la progression des cours aura été insuffisante pour rattraper le différentiel avec le brouillard et soutenir la production. De plus, dans un contexte de marché exigeant, les conditions climatiques du printemps semblent avoir pénalisé la qualité des carcasses. Pour les veaux d'Aveyron et du Ségala, malgré l'augmentation des prix sur les dernières années, la baisse du nombre d'éleveurs se poursuit. De manière générale, le manque d'offre permet de maintenir le taux de labellisation par élevage malgré une demande modérée en label.

Cependant, le produit est impacté par des rendements et une valorisation des cultures en retrait, notamment pour les céréales à paille (-18% en moyenne/ 2023).

Après une diminution des aides couplées animales en 2023, les soutiens PAC semblent stabilisés. Il est à noter qu'en 2024 ces systèmes n'ont pas bénéficié d'aides conjoncturelles exceptionnelles.

Le repli des intrants a permis une baisse des charges

L'ensemble des charges de ces systèmes est en repli par rapport à 2023, avec une baisse des coûts d'engrais (-37%), d'aliments (-11%), et de carburants (-11%).

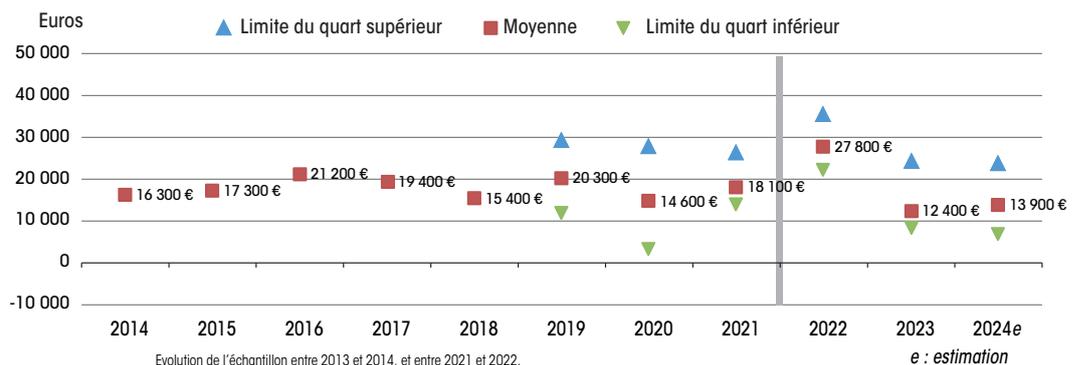
Toutefois, les charges de structure progressent de +1%, sous l'effet du poste « mécanisation » et de frais de récolte supplémentaires. En effet, à la suite des mauvaises conditions climatiques, les chantiers ont été perturbés, engendrant des surcoûts et des changements de mode de récolte, avec des volumes plus importants en fourrages humides. D'autre part, la MHE et la FCO sont venues gréver les frais vétérinaires des élevages de cette zone.

Un revenu en légère hausse en 2024... mais une forte dégradation tendancielle

Les cours favorables des veaux sous la mère et le repli de certains postes de charges (alimentation, engrais, énergie) permettent à ces systèmes d'améliorer leur revenu après une année 2023 marquée par l'inflation. Ainsi, le résultat courant par UMO exploitant progresserait de +13%, mais à un niveau moyen qui resterait toujours positionné en dessous de 15 000 € par UMO exploitant.

Le décalage entre les rémunérations dégagées et le temps de travail nécessaire pour réaliser cette production de qualité inciterait les producteurs à repenser leur système. Ainsi, dans un contexte favorable aux bovins maigres certains producteurs de veaux se tourneraient actuellement vers la production de brouillards.

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

5

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉES, NAISSEURS EN ZONE DE MONTAGNE OU PASTORALE

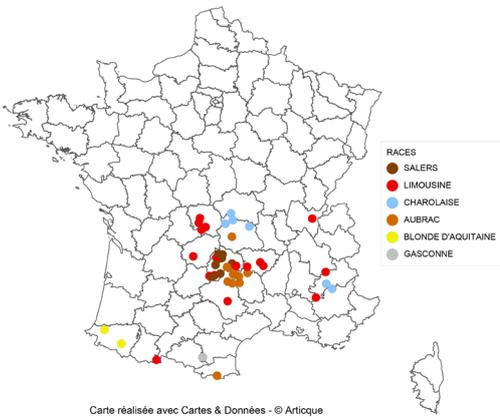
Des résultats portés par la conjoncture favorable des cours du maigre



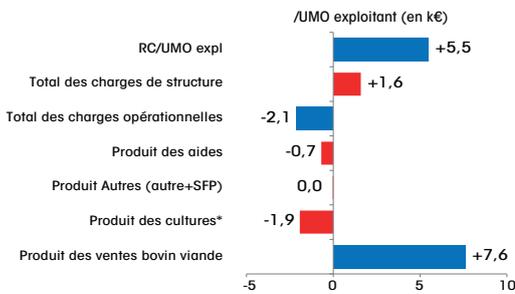
DONNÉES REPÈRES

- 2,0 UMO totales dont 1,7 UMO exploitant
- 148 ha de SAU dont 138 ha de SFP
- 89 vaches allaitantes et 134 UGB
- Productivité moyenne : 311 kg vifs par UGB

LOCALISATION DES 47 EXPLOITATIONS



RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2023 ET 2024



* Produit des cultures = vente de cultures + autoconsommation par les animaux.

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Les exploitations sont essentiellement situées dans les zones de montagne du Massif Central (pour 80%). Les races rustiques (Salers, Aubrac) dominent et sont présentes dans un peu moins de la moitié du groupe, mais la Limousine est également bien représentée. Les surfaces fourragères occupent en moyenne 93% de la SAU, avec une part d'herbe comprise entre 90 et 100%. Dans les Alpes et les Pyrénées, ces troupeaux transhumants valorisent également des surfaces pastorales collectives.

Un produit soutenu par l'embellie du maigre

Le produit viande, qui représente environ 94% du produit total, affiche en 2024 une progression significative de 7% en moyenne grâce à la hausse marquée du maigre, notamment pour les ventes automnales, et des prix toujours soutenus pour les femelles finies. Les aides estimées pour 2024 sont en léger retrait grâce à la revalorisation du stabilisateur de l'ICHN qui limite la baisse consécutive à la non-reconduction dans ces estimations 2024 des aides conjoncturelles de 2023. Au final, le produit total estimé évolue en moyenne de 3% par rapport à 2023.

Un repli salutaire des prix des intrants

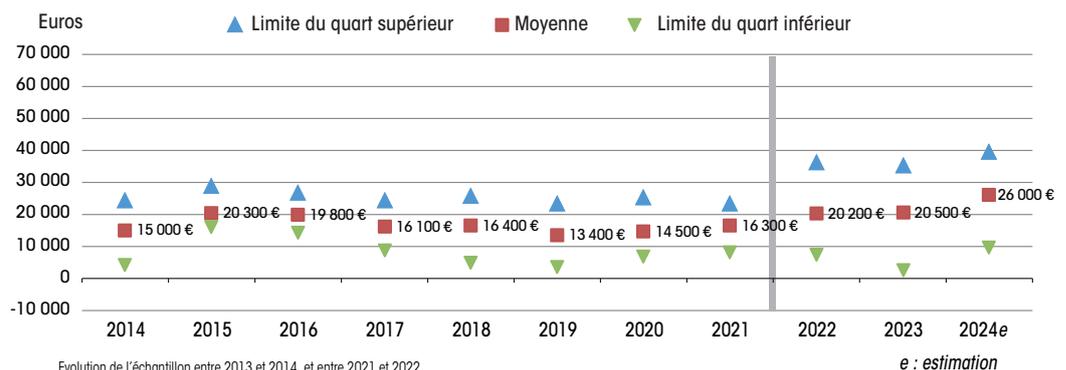
Les aliments et les engrais pèsent pour près de la moitié des charges opérationnelles. La forte baisse de ces deux postes en 2024 (-16%) compense les surcoûts vétérinaires liés au contexte sanitaire FCO et MHE côté Pyrénées (estimés à près de 3 000 € en moyenne par ferme). Les impacts sanitaires sont davantage à craindre en 2025 avec des répercussions sur les performances de production et la productivité des troupeaux.

Les charges de structure affichent en moyenne une hausse de 2%. Malgré un prix du carburant en retrait de 10%, les frais de mécanisation sont orientés à la hausse en lien avec l'inflation sur les autres postes mais également avec les surcoûts affectés aux travaux de récoltes fourragères dus aux impacts climatiques. En effet, les conditions difficiles de récolte ont souvent obligé les éleveurs à enrubanner et l'année fourragère abondante s'est traduit par des récoltes supplémentaires de 20% en moyenne.

Le revenu afficherait une belle progression

Grâce aux cours favorables des broustards et au repli des charges, les EBE progresseraient de +12 à +13% et l'efficacité de ces exploitations naisseurs pastoraux de montagne remonterait de trois points pour atteindre 38% d'EBE/PB en 2024. Ainsi, le résultat courant 2024 estimé serait en nette hausse par rapport à 2023, autour des 26 000 € par UMO exploitant.

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉES, NAISSEURS HERBAGERS (AVEC PLUS DE 95% SFP EN HERBE)

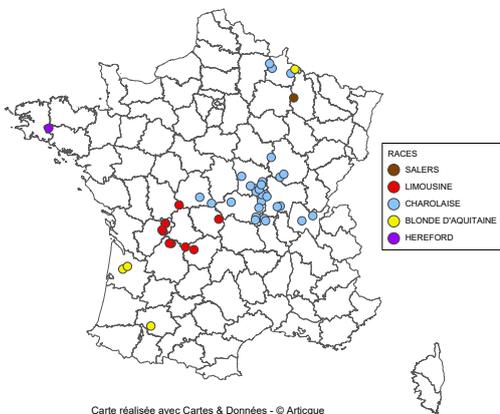
La bonne conjoncture des broutards se traduit par une légère hausse du revenu, qui atteindrait 34 k€/UMO



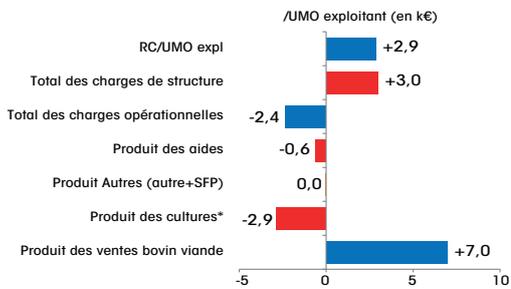
DONNÉES REPÈRES

- 1,6 UMO totale dont 1,4 UMO exploitant
- 172 ha de SAU dont 153 ha de SFP
- 101 vaches allaitantes et 158 UGB
- Productivité moyenne : 327 kg viâs par UGB

LOCALISATION DES 46 EXPLOITATIONS



RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2023 ET 2024



* Produit des cultures = vente de cultures + autoconsommation par les animaux.

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Les 46 exploitations naisseurs spécialisés herbagers sont principalement dans le bassin allaitant du grand Massif Central. Celles-ci détiennent 172 ha de SAU. Les prairies représentent près de 90% de cette surface et plus de 95% de SFP. Les troupeaux présents sont pour plus de 80% en races Charolaise et Limousine.

Des cours du maigre orientés à la hausse, notamment en fin d'année 2024

Au sein de cet échantillon, le produit bovin viande a augmenté en moyenne de +4%. En effet, l'offre limitée en bovins, associée à une demande à l'export active, a dopé les cours des animaux maigres qui ont progressé de +8% en moyenne en 2024. Cette tendance s'est accélérée à l'automne, avec une hausse de plus de 13% du prix des broutards charolais, limousins et blonds d'Aquitaine par rapport à la même période de l'année passée. Une augmentation de plus de 20% a été constatée en races Aubrac et Salers, particulièrement pénalisées en 2023 par l'arrivée de la MHE et la fermeture du marché algérien. La valorisation des femelles maigres a suivi les mêmes évolutions.

Des montants d'aides stabilisés

Après une baisse des montants perçus en 2023, ces systèmes verraient leur niveau d'aides se stabiliser en 2024. En effet, en moyenne, la baisse de l'aide à l'UGB serait compensée par la hausse du montant perçu de l'ICHN en raison d'une révision du stabilisateur.

La hausse des charges de structure est atténuée par des frais alimentaires et de fertilisation contenus

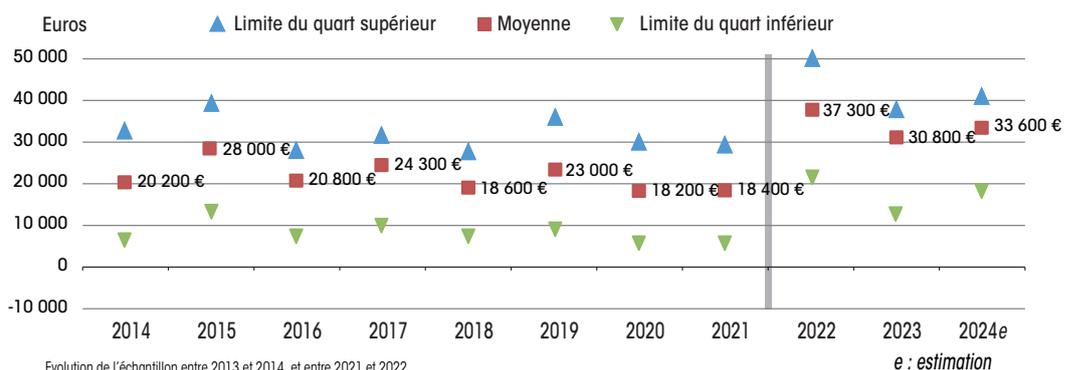
Pour 2024, les charges opérationnelles animales des élevages naisseurs sont orientées à la baisse (-4%/ 2023). Cette tendance s'explique par la diminution des engrais (-34%) et achats de concentrés (-10%), revenant à des niveaux proches de ceux de 2022.

La pousse de l'herbe printanière a permis de reconstituer des stocks, mais d'une qualité souvent médiocre. Ainsi, la majorité de ces élevages ont dû compenser les déficits qualitatifs par l'ajout de concentrés énergétiques. D'autre part, des frais sanitaires supplémentaires, liés aux protocoles FCO et MHE permettant d'exporter les broutards, ont impacté défavorablement ces systèmes. Le surcoût moyen avoisinerait les 4 200 € par exploitation. Parallèlement, les charges de structure progressent de 2%, sous l'effet du poste « mécanisation » et de frais de récolte supplémentaires, qui sont estimés à plus de 600 € par exploitation. En effet, à la suite des mauvaises conditions climatiques, la perturbation des chantiers et des volumes en fourrages humides plus importants, ont engendré des surcoûts. Les dépenses en carburants en baisse (-11%) viendraient atténuer ces aléas. Les charges MSA, liées aux revenus des années antérieures, progresseraient de +5%. Au final, la diminution des charges opérationnelles compenserait à peine la hausse des charges de structure.

Le résultat courant atteindrait 34 000 €/UMO

La hausse du produit total (+2 500 €/UMO) et des charges plus contenues que les années antérieures permettraient une amélioration du revenu. Ainsi, le résultat courant/UMO progresserait pour la troisième consécutive (+10%), et dépasserait 34 000 €/UMO, niveau jamais atteint pour des élevages naisseurs herbagers extensifs. Toutefois même si la progression de +59% (en euros courants) par rapport à la décennie passée est notable, elle n'est pas suffisante pour leur permettre de se constituer une marge de sécurité suffisante.

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉES, NAISSEURS NON HERBAGERS (AVEC MOINS DE 95% DE LA SFP EN HERBE)

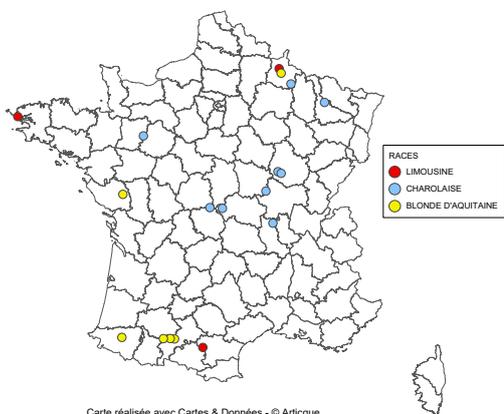
Des résultats en dessous des 20 000€/UMO



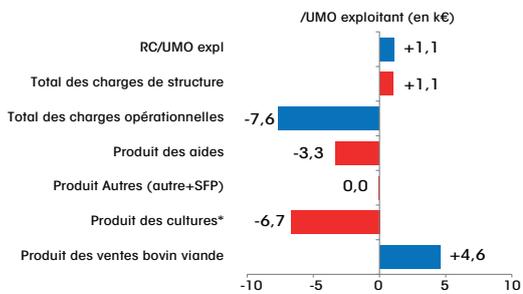
DONNÉES REPÈRES

- 1,9 UMO totale dont 1,6 UMO exploitant
- 207 ha de SAU dont 164 ha de SFP
- 121 vaches allaitantes et 190 UGB
- Productivité moyenne : 323 kg vifs par UGB

LOCALISATION DES 18 EXPLOITATIONS



RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2023 ET 2024



* Produit des cultures = vente de cultures + autoconsommation par les animaux.

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Les exploitations de cet échantillon restreint sont réparties dans les différents bassins de production de plaine. Les races représentées sont la Charolaise pour la moitié du groupe, la Blonde d'Aquitaine pour un tiers et la Limousine pour le restant. Ce groupe est caractérisé par un système fourrager diversifié, avec 67% de prairies permanentes en moyenne et une part d'herbe comprise entre 85 et 95% dans la SFP. Les surfaces en cultures occupent en moyenne 20% de la SAU, dont un tiers est destiné à l'autoconsommation.

Des surfaces majoritairement orientées vers l'alimentation du troupeau

Le système fourrager est basé principalement sur les prairies (permanente et temporaires) mais repose aussi sur des cultures fourragères (maïs, méteils, céréales immatures) pour 5 à 14% de la SFP et dans certains cas sur des dérobées.

Cette diversification permet une intensification un peu supérieure aux exploitations naisseurs herbagers. Les deux tiers des élevages ne dépassent pas cependant 1,2 UGB/ha SFP (chargement moyen du groupe). De plus, 20 à 50% des surfaces en cultures sont utilisées par le troupeau et l'autoconsommation des céréales représente en moyenne 54% des quantités consommées.

Des pertes de produit en lien avec les aléas de l'année

Le produit total estimé diminue en moyenne de 2% par rapport à 2023. Le produit viande représente environ 60% du produit total. Sa progression se poursuit en 2024 (+3% en moyenne) notamment grâce à la hausse marquée du cours du maigre. Les problèmes sanitaires et climatiques de l'année ont cependant pu amputer dès la fin de l'année le produit viande du fait de performances moindres.

La baisse du produit des cultures n'est pas négligeable mais la baisse de leur prix se reporte en partie dans celle des charges de concentrés dans ces systèmes avec autoconsommation. Par ailleurs, les aides estimées pour 2024 sont en baisse dans ce groupe du fait de la non-reconduction dans ces estimations 2024 des aides conjoncturelles perçues en 2023.

La baisse des charges opérationnelles compense les pertes de produits

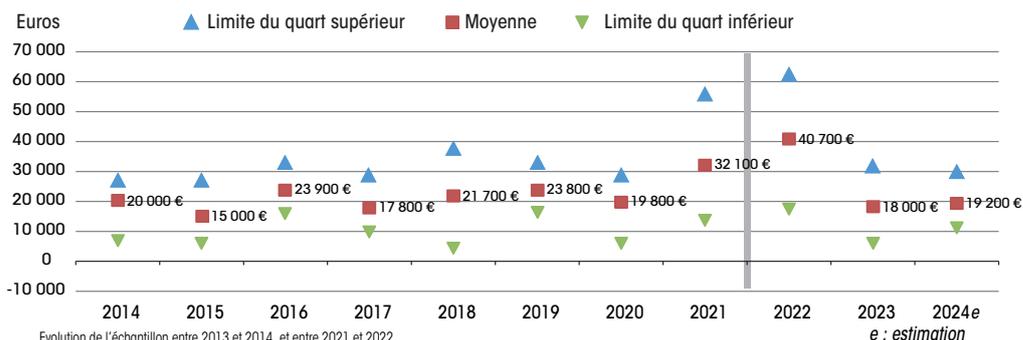
Les aliments et les engrais pèsent pour près de la moitié des charges opérationnelles. La forte baisse de ces deux postes en 2024 (-21%) compense largement les surcoûts vétérinaires et d'alimentation dus aux impacts climatiques et sanitaires (estimés à près de 4 000 € en moyenne par élevage). De même, le carburant est en retrait de -10% en 2024 et contraint fortement la hausse des charges de structure dont les autres postes, hors MSA, suivent l'inflation.

Grâce à la baisse des charges, et hormis les élevages les plus fortement touchés par les événements sanitaires de l'année, les EBE se consolident de +4 à +5% et l'efficacité de ces naisseurs avec un système fourrager diversifié remonte de deux points pour atteindre 29% d'EBE/PB en 2024.

Les revenus resteraient cependant sous la barre des 20 000 €/UMO.

Les écarts de revenu en 2024 seraient conséquents tout comme en 2023 : 25% des éleveurs auraient un revenu situé en dessous de 12 000 €. Ils sont situés dans les régions les plus fortement impactées par les baisses de rendement ou ayant été touchées par des problèmes sanitaires.

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

5

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉES, NAISSEURS ET CULTURES

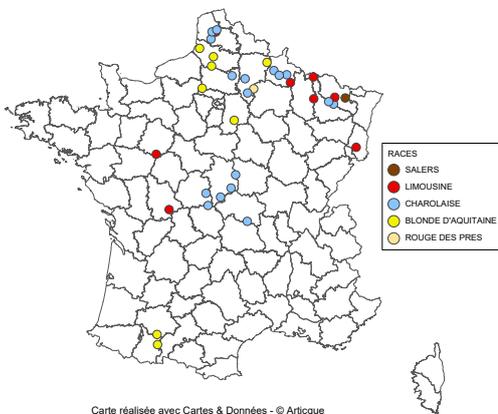
Des résultats stables en 2024 mais parmi les plus bas



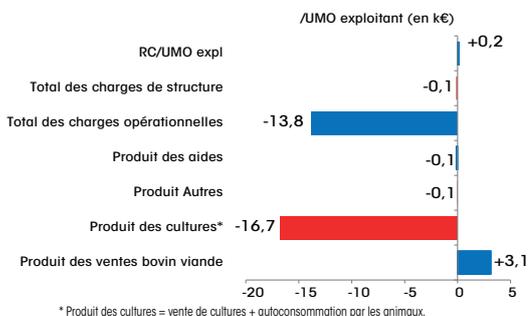
DONNÉES REPÈRES

- 1,9 UMO totale dont 1,3 UMO exploitant
- 203 ha de SAU dont 91 ha de SFP
- 73 vaches allaitantes et 123 UGB
- Productivité moyenne : 326 kg viés/UGB

LOCALISATION DES 37 EXPLOITATIONS



RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2023 ET 2024



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Ces exploitations sont essentiellement situées dans les zones de polyculture-élevage d'un large quart nord-est de la France. Les races représentées sont la Charolaise pour un peu moins de la moitié du groupe, puis à parts égales, la Blonde d'Aquitaine et la Limousine. Le troupeau allaitant valorise les prairies permanentes qui représentent en moyenne 78% de la SFP. La part moyenne des surfaces dédiées aux cultures est de 55%.

Des systèmes plus intensifs sur les surfaces fourragères

Le système fourrager, basé principalement sur les prairies permanentes, est soutenu par l'introduction de prairies temporaires et pour un tiers des élevages, par du maïs ensilage. Certaines exploitations ont aussi recours à l'achat de coproduits. Si un tiers des exploitations sont aussi extensives que les naisseurs spécialisés (1 à 1,2 UGB/ha SFP), le chargement des surfaces fourragères est globalement supérieur chez les polyculteurs, avec 1,5 UGB/ha SFP en moyenne.

En revanche, la conduite animale se distingue peu des autres systèmes naisseurs de plaine : la production de viande par UGB se situe entre 300 et 350 kgv pour la moitié des ateliers, avec des consommations de concentrés entre 400 et 800 kg/UGB. Le recours à l'autoconsommation des céréales n'est pas systématique et représente en moyenne 43% des quantités consommées.

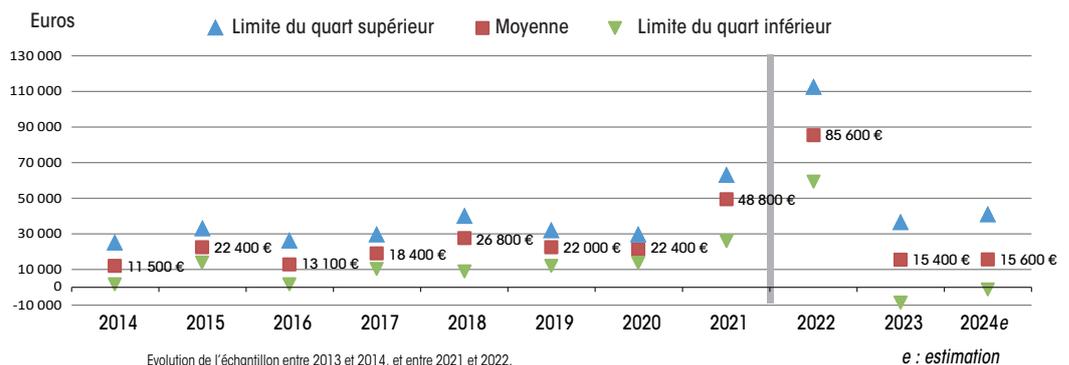
De nouveau une baisse du produit des exploitations sous l'effet de l'atelier culture

Le produit total estimé diminue en moyenne de -5% par rapport à 2023. La progression du produit viande se poursuit en 2024 (+3% en moyenne) notamment grâce à la hausse marquée du prix du maigre. Les problèmes sanitaires et climatiques de l'année ont cependant pu amputer dès la fin de l'année le produit viande du fait de performances moindres. Pour la deuxième année consécutive, le produit des cultures chute fortement (-13% en moyenne). Cette baisse est très liée aux impacts de l'année climatique sur les rendements et sera au final très disparate selon les assolements présents et les situations pédoclimatiques (jusque -25% de baisse dans l'échantillon).

Une baisse des cours des principaux intrants bienvenue pour la maîtrise des charges

Les aliments et les engrais pèsent pour près de la moitié des charges opérationnelles. La forte baisse de ces deux postes en 2024 (-30%) compense largement les surcoûts vétérinaires et d'alimentation dus aux impacts climatiques et sanitaires (estimés à +3 000 € en moyenne par élevage). De même, le carburant est en retrait de -10% en 2024 et contraint fortement la hausse des charges de structure dont les autres postes, hors MSA, suivent l'inflation. Ainsi, les résultats 2024 seront à l'image des aléas qui ont touché ces systèmes en fonction des zones géographiques et des rendements des cultures : les EBE sont en baisse dans un peu moins de la moitié des fermes et en hausse pour l'autre moitié. Cependant, l'efficacité économique se redresse un peu du fait des baisses de charges, avec un EBE/PB moyen qui remonte de 2 points, pour atteindre 24%. Les résultats courants par UMO seraient stables en 2024 mais désormais parmi les plus bas et n'excéderaient pas 16 000 €/UMO. Un quart de ces exploitations ont eu un revenu négatif en 2023 alors que le quartile inférieur présentait en 2022 un résultat de 60 000 €/UMO, ces fluctuations de revenus très importantes font suite à des variations de rendements et de prix sur les céréales.

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

5

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉES, NAISSEURS-ENGRASSEURS DE JEUNES BOVINS

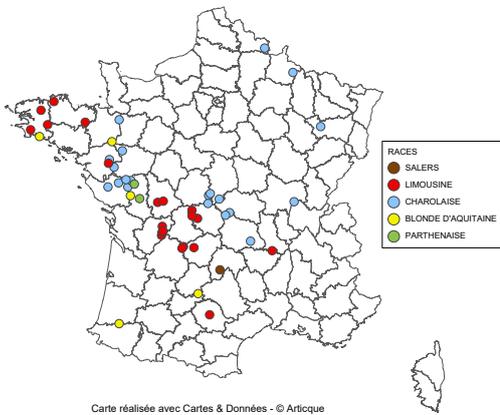
L'augmentation du produit viande et la baisse des charges opérationnelles permettraient d'atteindre un résultat courant de 30 000 €/UMO exploitant.



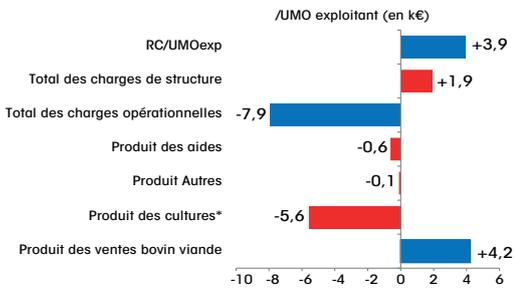
DONNÉES REPÈRES

- 2,1 UMO totales dont 1,7 UMO exploitant
- 177 ha de SAU dont 143 ha de SFP
- 120 vaches allaitantes et 211 UGB
- Productivité moyenne : 394 kg vifs par UGB

LOCALISATION DES 49 EXPLOITATIONS



RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2023 ET 2024



* Produit des cultures = vente de cultures + autoconsommation par les animaux.

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Ces exploitations spécialisées naisseurs engraisseurs de jeunes bovins, se situent pour les 2/3 dans le Limousin et le Grand-Ouest. Les races Charolaise et Limousine sont les plus représentées. Le chargement moyen est de 1,5 UGB/ha de SFP avec 57% des exploitations ayant un chargement supérieur à 1,4 UGB/ha de SFP. Ces exploitations combinent productions fourragères (143 ha en moyenne) et cultures (32 ha en moyenne) destinées en partie à l'alimentation des animaux : en moyenne, la moitié des concentrés distribués sont prélevés.

Le produit bovins viande soutient la hausse du revenu

En 2024, le produit issu de la vente des bovins viande a progressé en moyenne de +4 200 €/UMO exploitant, tiré par une hausse modérée du prix moyen des femelles finies : +2,3% /2023 pour les génisses et +1% /2023 pour les vaches de réforme. Les cours des jeunes bovins ont augmenté légèrement, en fonction des races et des régions, de +0,7% à +1,5% par rapport à 2023. Ces évolutions moyennes cachent des disparités liées à la période de vente : les cours des jeunes bovins constatés en début d'année et au printemps 2024 étaient inférieurs sur ces périodes aux prix 2023. Le produit cultures régresse pour la deuxième année consécutive de -5 600 €/UMO exploitant, soit -20% / 2023, sous l'effet conjoint de la chute des rendements des céréales et de la baisse de la valorisation du blé (-8% / 2023). Les aides sont orientées à la baisse en 2024. La diminution du montant unitaire des aides bovines à l'UGB de -1,5% vient accentuer cette baisse.

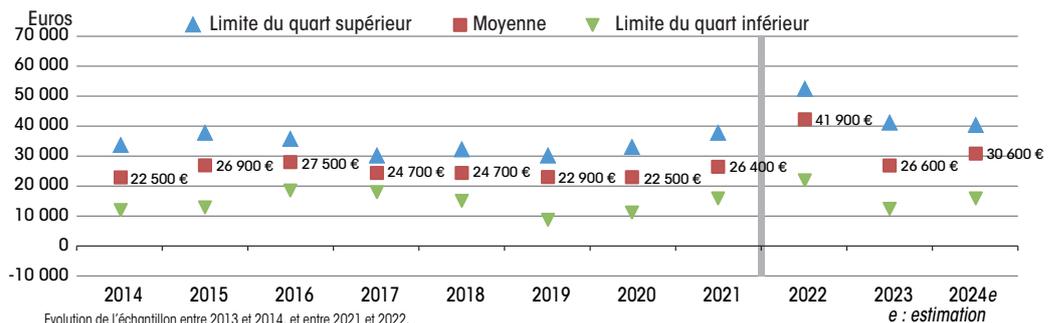
La diminution des charges opérationnelles est portée par la baisse des engrais

Le recul des engrais de -7 900 €/exploitation explique 60% de la diminution du montant des charges opérationnelles en 2024. De même, la diminution du prix des aliments achetés (de -9% /2023) explique un tiers de la baisse des charges opérationnelles. Toutefois, celles-ci pourraient être impactées par des achats de paille supplémentaires. Ils ont représenté en moyenne, en 2023, 8 370 €/exploitation. Bien que laissés constants dans ces estimations 2024, ils pourraient être revus à la hausse en fonction des situations. En effet, les récoltes de paille 2024 ont été faibles en raison de rendements en baisse et d'une diminution des surfaces emblavées en céréales à l'automne 2023. Cependant, compte tenu des volumes de paille récoltés en 2023 et d'une campagne fourragère 2024 favorable en volume, des reports de stocks pourraient permettre de limiter les achats, avec parfois une utilisation de foin récoltés en 2024 de moins bonne qualité en substitution à la paille de litière.

Des charges de structure en augmentation

En 2024, les chantiers de récolte ont été plus coûteux en temps et en entretien du matériel pour les entreprises du fait d'une météo très humide, ce qui impacte les charges de structure à la hausse. La baisse du prix du carburant ne parvient pas à compenser la hausse du prix des travaux par tiers. De plus, en 2024, les amortissements matériels et bâtiments augmentent, tout comme l'entretien du matériel (+5% / 2023). Au final, le résultat courant des naisseurs-engrailleurs de jeunes bovins spécialisés serait estimé en 2024 à 30 600 €/UMO exploitant, soit une hausse de +15% / 2023. La distribution des revenus tend à se resserrer en 2024 par rapport à 2023.

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS DIVERSIFIÉES, NAISSEURS-ENGRASSEURS DE JEUNES BOVINS ET CULTURES

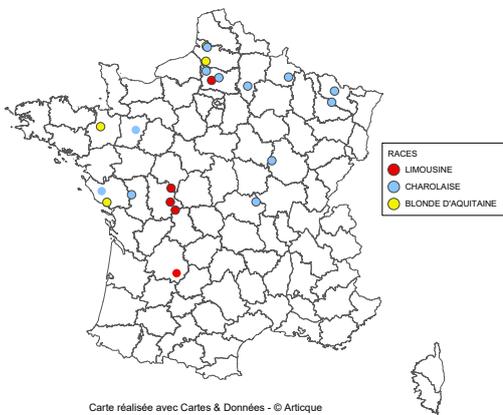
Un résultat en baisse, nettement pénalisé par l'atelier végétal



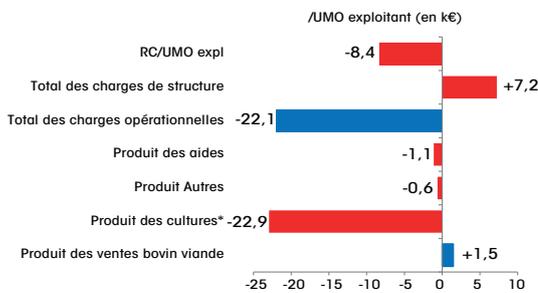
DONNÉES REPÈRES

- 2,3 UMO totales dont 1,6 UMO exploitant
- 270 ha de SAU dont 122 ha de SFP
- 99 vaches allaitantes et 179 UGB
- Productivité moyenne : 404 kg vifs par UGB

LOCALISATION DES 18 EXPLOITATIONS



RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2023 ET 2024



* Produit des cultures = vente de cultures + autoconsommation par les animaux.

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Les exploitations de cet échantillon restreint sont situées principalement dans les zones de grandes cultures du nord-est de la France (Picardie, Lorraine) et dans le Poitou. Le troupeau naisseur valorise les 69% de la SFP qui sont en prairies permanentes. Les cultures représentent la majorité des surfaces (55%), en rotation avec les fourrages annuels. Ce sont des fermes intensives qui valorisent au maximum leurs bons potentiels pédoclimatiques, avec des chargements élevés (>1,5 UGB/ha SFP) et qui bénéficient de ressources locales en co-produits.

Fort recul du produit de l'atelier végétal

L'année culturale 2023-2024 a été particulièrement défavorable aux cultures d'hiver du fait d'une pluviométrie élevée ayant perturbé les semis d'automne, les traitements et les moissons. En conséquence, les rendements et la qualité étaient en forte baisse pour les céréales d'hiver. Les cultures de printemps s'en sont mieux sorties et permettent de limiter la baisse du produit de l'atelier végétal. Le produit grandes cultures recule tout de même de 14% à 237 800 €, avec une forte disparité selon les régions et les cultures implantées (de -45% à stable).

Légère hausse du produit viande bovine

Le contexte climatique et sanitaire (FCO) a compliqué la conduite de l'atelier et peut avoir impacté la productivité et les performances de croissance des animaux. Par ailleurs, les cours élevés des animaux maigres ont conduit à une forte hausse de 8% des achats vifs. Cette hausse a été compensée par la hausse des cours des jeunes bovins au second semestre et, parfois, par un allongement de la durée d'engraissement. Sur l'année 2024, le produit viande est ainsi en hausse de 1%, à 233 300 €/UMO.

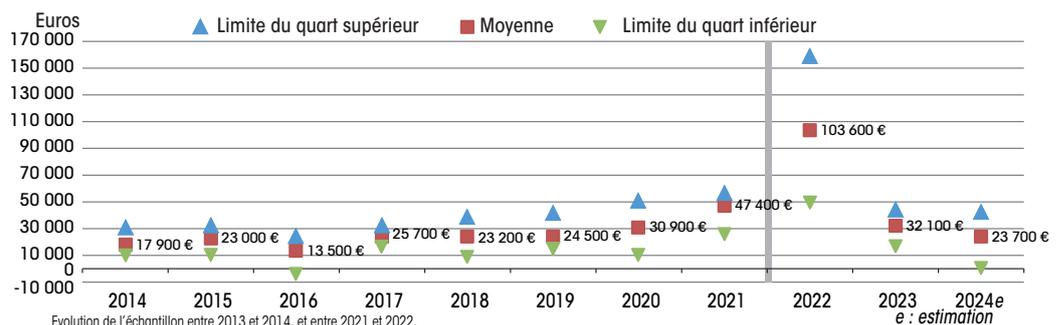
Recul des charges opérationnelles

Les fermes de ce groupe sont très intensives tant sur les surfaces que sur les animaux et achètent plus de 70% des concentrés à l'extérieur. Ainsi, la forte baisse des charges opérationnelles en 2024, de l'ordre de 19%, compense en partie la baisse du produit cultures. Le montant des concentrés achetés recule de 9% et celui des engrais amendements de 38%. Au niveau des charges non affectables, les carburants reculent à nouveau de 11%. Les charges de structure étaient à l'inverse en hausse de 2,2%, tirées notamment par la hausse des prix du matériel et par des cotisations MSA élevées suite à la très bonne année 2022.

Un résultat en forte baisse

Le bilan entre la forte baisse du produit de l'atelier végétal, la faible hausse de celui de l'atelier animal et la baisse globale des charges conduit à une baisse mesurée de l'EBE qui s'établit à 142 600 € en moyenne (-5% /2023). Cependant, la hausse nette des amortissements (+3,8% sur l'amortissement matériel) se traduit par une baisse du résultat courant par UMO de 26%, à 24 200 €/UMO en moyenne. Les écarts de revenus sont toutefois conséquents en 2024 avec un quartile supérieur qui se maintiendrait à 40 200 €/UMO et un quartile inférieur qui chuterait à 2 100 € de résultat courant par UMO, expliqué par des aléas plus impactants.

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

5

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉES, NAISSEURS BIO

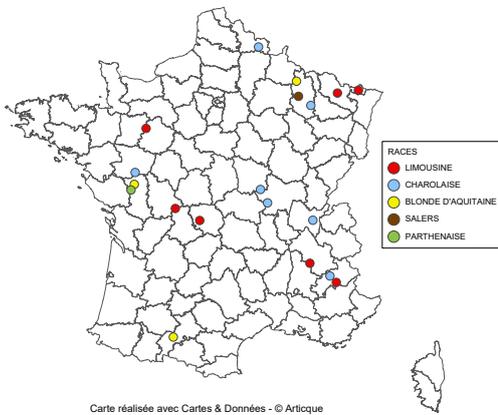
Un revenu qui atteindrait les 30 000 €/UMO



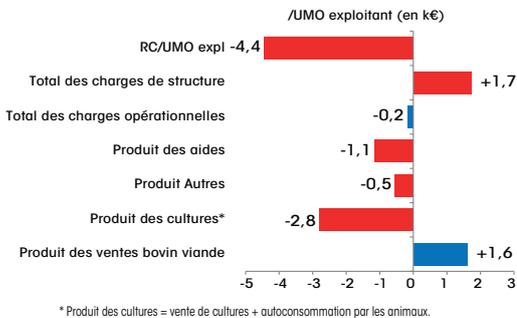
DONNÉES REPÈRES

- 1,7 UMO totale dont 1,4 UMO exploitant
- 150 ha de SAU dont 115 ha de SFP
- 66 vaches allaitantes et 109 UGB
- Productivité moyenne : 299 kg vifs par UGB

LOCALISATION DES 19 EXPLOITATIONS



RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2023 ET 2024



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Ces 19 exploitations constituent un échantillon restreint, situé principalement dans une grande moitié est de la France et en Nouvelle Aquitaine. Les races représentées sont à part égales la Charolaise et la Limousine. On trouve aussi 4 exploitations en Blondes d'aquitaine ainsi qu'une en Parthenaise et une autre en Salers. Le troupeau allaitant valorise les prairies permanentes qui représentent en moyenne 61% d'une SFP exclusivement herbagère. La part moyenne des surfaces dédiées aux cultures est très hétérogène, avec une moyenne de 18%, mais pouvant aller jusqu'à 50%.

Des systèmes extensifs

Le système fourrager, basé essentiellement sur la valorisation de l'herbe se partage entre prairies temporaires (40% de la SFP) et prairies permanentes. L'autonomie de ces systèmes est importante et s'explique en partie par un niveau de chargement moyen proche de 1 UGB/ha de SFP. Un quart des fermes ont des chargements inférieurs à 0,8 UGB/ha de SFP. La production de viande par UGB moyenne de 299 kgv, est très proche de celle des systèmes conventionnels naisseurs spécialisés herbagers.

En revanche, les consommations de concentrés sont particulièrement basses avec une moyenne à peine supérieure à 300 kg/UGB. L'autoconsommation des céréales est importante avec plus de 70% en moyenne et près des deux tiers des exploitations dépassent les 80% d'autoconsommation. Ces systèmes, qui avaient souffert des sécheresses consécutives, se sont adaptées afin de retrouver leur autonomie. En 2024, ils sont très autonomes.

Un ensemble d'effet qui entraîne une baisse du produit des exploitations

Le produit total s'érode légèrement en 2024 en raison de la disparition des aides conjoncturelles de 2023 et de la chute du produit des cultures de ventes. La hausse des produits animaux de +3% par rapport à 2023, n'arrive pas totalement à compenser ces baisses. Si la baisse des aides est généralisée, la chute du produit des cultures, de -27%/ 2023, est liée entre autres aux impacts climatiques sur les rendements avec une incidence très hétérogène dans des systèmes où la part de culture de vente varie de 0 à 50% de la SAU. La gestion des maladies par utilisation d'intrants, est très limitée en systèmes Bio alors que la pression 2024 été très importante du fait des pluies quasi continues tout au long de l'année.

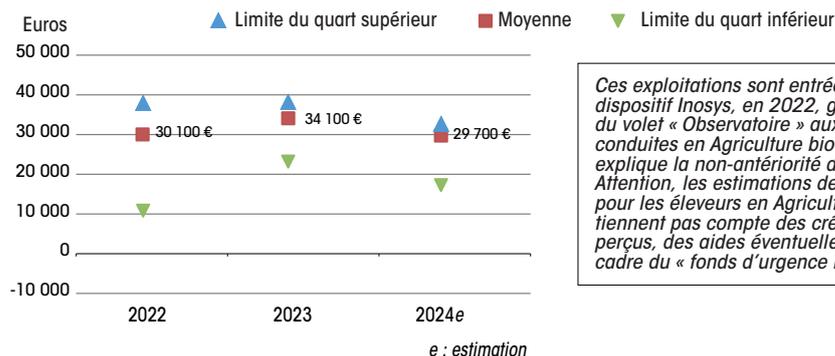
Des charges en hausses.

Les charges opérationnelles des naisseurs Bio sont relativement limitées puisqu'elles ne représentent que 25% des charges totales. La grande autonomie de ces systèmes et le recours exceptionnel aux intrants des cultures, rend ces systèmes peu sensibles aux aléas économiques en raison du peu d'achats réalisés. Par conséquent, la baisse des prix des intrants en 2024 n'a eu que peu d'influence sur ces systèmes. Ainsi les charges opérationnelles demeurent quasi stables par rapport à 2023, ce qui ne compense pas la hausse des charges de structure, qui est de 2,2%. Si les charges de fuel ont fortement baissé (-11%), elles ne compensent pas la hausse des amortissements du matériel (+3,8%).

Résultat économique : un retour à 2022 ?

Les résultats économiques 2024 seraient en recul, se rapprocheraient des résultats réalisés en 2022. Ainsi tout comme les systèmes naisseurs herbagers conventionnels, ils dégageraient un revenu proche des 30 000 €/UMO exploitant.

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



Ces exploitations sont entrées dans le dispositif Inosys, en 2022, grâce à l'ouverture du volet « Observatoire » aux exploitations conduites en Agriculture biologique ce qui explique la non-antériorité des résultats. Attention, les estimations des revenus 2024 pour les éleveurs en Agriculture Biologique, ne tiennent pas compte des crédits d'impôts perçus, des aides éventuelles versées dans le cadre du « fonds d'urgence Bio. »

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

5

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉES, NAISSEURS ENGRAISSEURS BIO

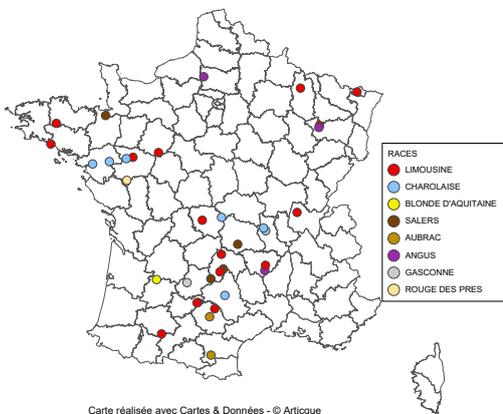
La hausse des charges de structure affecte le revenu de ces systèmes économes



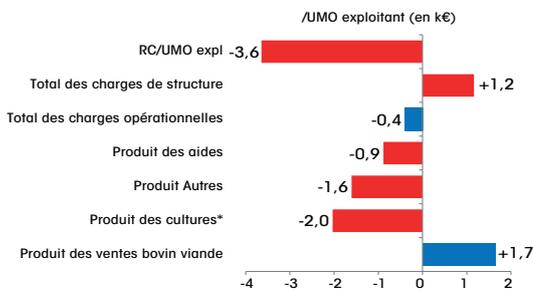
DONNÉES REPÈRES

- 1,9 UMO totales dont 1,5 UMO exploitant
- 154 ha de SAU dont 131 ha de SFP
- 71 vaches allaitantes et 132 bovins
- Productivité moyenne : 279 kg vifs par UGB

LOCALISATION DES 39 EXPLOITATIONS



RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2023 ET 2024



* Produit des cultures = vente de cultures + autoconsommation par les animaux.

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Ces exploitations avec engraissement des mâles regroupent deux types de productions dominantes : une production de veaux sous la mère pour près de 40% d'entre elles, et qui sont principalement localisées dans le Massif Central, et une production de bœufs plus largement représentée sur le territoire national. Ce groupe se distingue par la diversité des races des troupeaux, notamment chez les naisseurs engraisseurs de bœufs. Les surfaces sont essentiellement dédiées à l'alimentation des animaux : la SFP représente en moyenne 85% de la SAU et une majeure partie des cultures sont autoconsommées.

Priorité à l'autonomie

Quelle que soit l'orientation de production des mâles, ces exploitations sont très autonomes et extensives, avec un chargement majoritairement inférieur à 1 UGB/ha de SFP. Le système fourrager est basé sur l'herbe et sur les cultures fourragères comme les méteils avec des mélanges de céréales et protéagineux mais très peu sur le maïs. De plus, 80% des concentrés consommés sont aussi produits sur l'exploitation.

Cette recherche d'autonomie est nécessaire car en raison du niveau du prix des concentrés certifiés en AB, le montant des achats d'aliments représente tout de même près de la moitié des charges de concentrés. Le plus souvent inférieures à 450 kg/UGB, les quantités de concentrés distribuées sont maîtrisées pour des systèmes avec finitions.

Produire pour le marché biologique

Si le marché de la viande bovine biologique en 2023, avec une baisse de consommation effective, a été fortement perturbé, il a retrouvé en 2024 les volumes observés en 2019. Ainsi l'engraissement des animaux nés sur les élevages reste toujours intéressant. Cela se traduirait par une hausse du produit viande de plus de +3%.

Cette hausse ne serait pas suffisante pour compenser les baisses conjuguées des produits cultures et des aides. Pour certains exploitations, les aides au maintien ont été supprimées ainsi que les aides conjoncturelles versées en 2023.

Une logique d'économie de charges qui contient les hausses

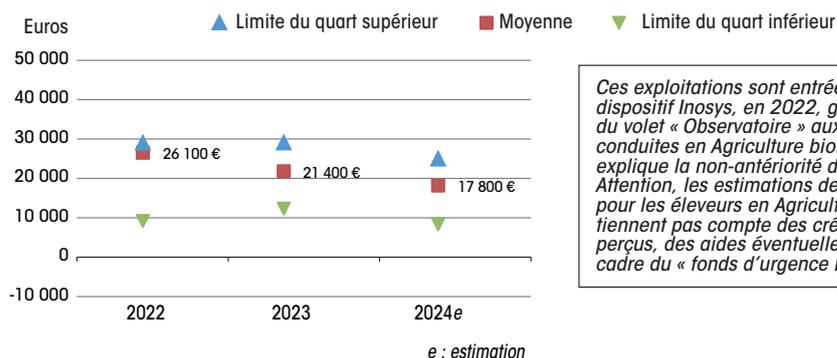
Ces exploitations économes sont moins dépendantes aux prix des intrants, les charges opérationnelles évoluent peu. Elles ne compensent pas l'augmentation des charges de structure notamment la hausse des frais de récoltes.

Vers une baisse de revenu

Les années de sécheresses successives ont fortement dégradé l'autonomie des exploitations du Massif Central et par ricochet les revenus des éleveurs, l'année 2024 a été plus clémente. Pour les exploitations hors Massif Central, les conditions météorologiques ont pu compliquer la gestion du pâturage et affecter la qualité des fourrages et méteils. Les revenus seraient en baisse et avoisineraient les 18 000 €/UMO.

Certains éleveurs font le choix de diversifier leurs produits en commercialisant des veaux et des bœufs. La bonne conjoncture des broutards questionne sur la mise en place future des bœufs, même si les éleveurs suivis ont la volonté d'alimenter la filière Bio.

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



Ces exploitations sont entrées dans le dispositif Inosys, en 2022, grâce à l'ouverture du volet « Observatoire » aux exploitations conduites en Agriculture biologique ce qui explique la non-antériorité des résultats. Attention, les estimations des revenus 2024 pour les éleveurs en Agriculture Biologique, ne tiennent pas compte des crédits d'impôts perçus, des aides éventuelles versées dans le cadre du « fonds d'urgence Bio. »

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

6

LE SECTEUR DU VEAU

La chute des abattages a maintenu les cours

En 2024, la production française a de nouveau reculé de 4%, une réduction moindre cependant que les années précédentes. Cette baisse a soutenu les cours des veaux gras dans un contexte de baisse des coûts de production.

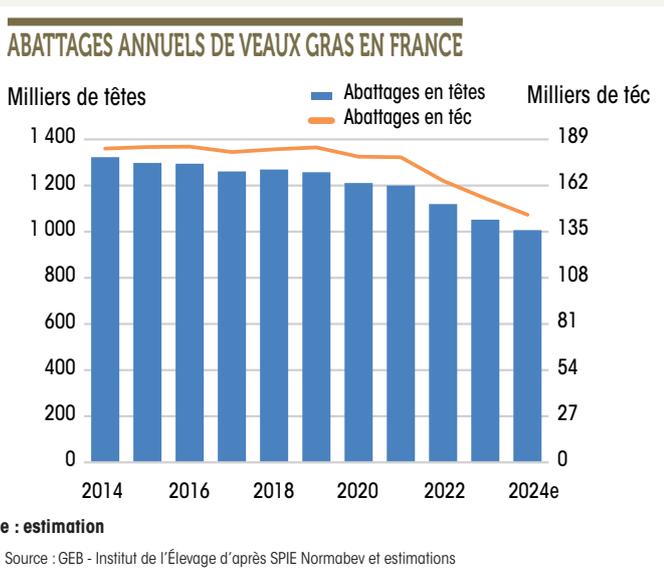
Les disponibilités en jeunes veaux laitiers ont été restreintes en 2024 du fait du fort recul des naissances, en particulier en novembre, entraînant une hausse inédite des cours à l'automne et un recul des exportations en particulier en fin d'année pour la deuxième année consécutive.

Au niveau européen, l'Italie et la Belgique enregistrent une nette augmentation de leurs productions de veaux de boucherie.



LE MARCHÉ DU VEAU

PRODUCTION FRANCE 2024



144 000 téc

C'est la production de viande de veau en France en 2024, soit -4% /2023.

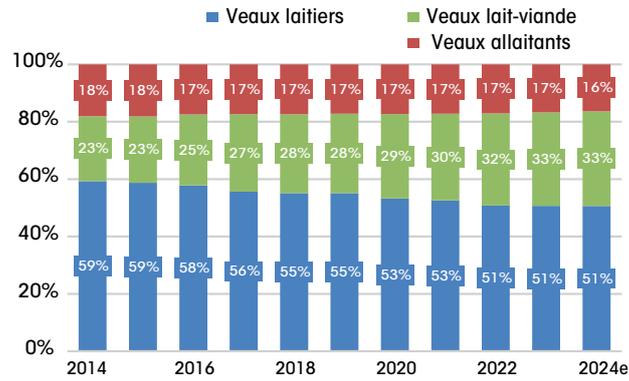
Les abattages ont moins reculé en 2024 que les deux années précédentes, atteignant tout de même une baisse de production de 4%, notamment du fait de mises en place réduites au début de l'été.

Les abattages de veaux de boucherie ont poursuivi leur recul en France en 2024, avec 1,010 million de veaux abattus (-4% /2023). Depuis 2021, en trois ans, le recul s'établit à -16%, soit 190 000 veaux en moins. Les abattages ont reculé toute l'année malgré une météo maussade propice à la consommation de cette viande. Le recul a été plus net en fin d'année, les mises en place de début d'été ayant été particulièrement compliquées du fait du fort recul des naissances laitières. En effet, les conditions météo et la disponibilité en fourrages à l'automne 2023 avaient conduit à une forte baisse de la fertilité des femelles laitières, qui s'est traduite par un creux de naissances en juin 2024 et donc de mises en place peu après.

Conséquence de la baisse de la production, le commerce de viande a été fluide tout au long de l'année. Après un début d'année à un niveau bas du fait d'une demande élevée et de disponibilités faibles, les poids carcasse ont progressivement retrouvé leur niveau de 2023. En moyenne sur l'année, ils se sont élevés à 145,9 kg (-0,6 kg /2023), pour un âge moyen à l'abattage de 188 jours, similaire à celui de 2023.

PRODUCTION FRANCE 2024

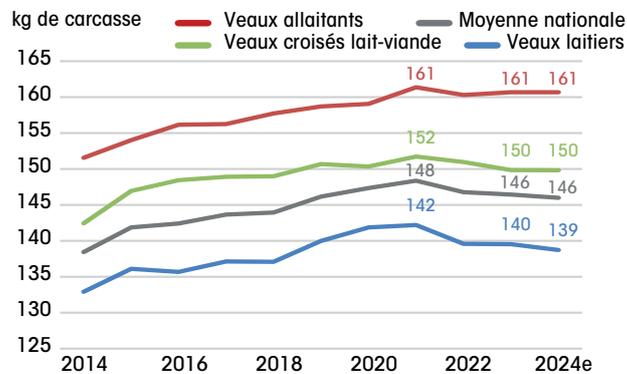
RÉPARTITION DES TYPES RACIAUX ABATTUS EN FRANCE (EN TÊTES)



e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE, Normabev et estimations

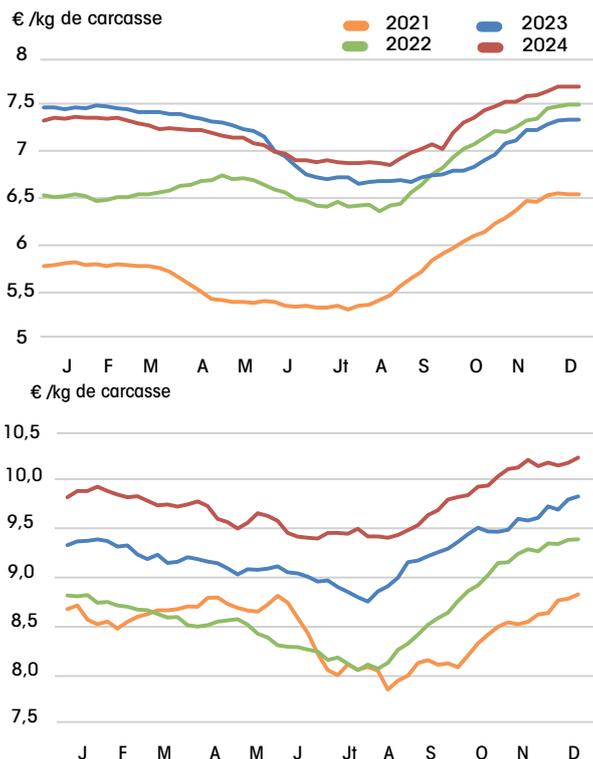
ÉVOLUTION DES POIDS CARCASSE DES VEAUX FRANÇAIS



e : estimation

Source : GEB - I+d'après SPIE Normabev et estimations

PRIX DU VEAU ROSÉ CLAIR O D'ATELIER ET DU VEAU ROSÉ CLAIR U AU PIS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

La part des veaux croisés lait-viande dans les abattages a poursuivi sa hausse, tandis que la production de veaux allaitants reculait. Les veaux laitiers se stabilisent un peu au-dessus de la moitié des effectifs.

Les abattages de veaux de race allaitante ont davantage reculé que ceux des autres catégories, en raison de du déclin de la production de veaux sous la mère, concurrencée par la vente de broustards, très attractive en 2024 et de production moins exigeante en main d'œuvre. Ainsi, d'après nos estimations, les abattages de veaux allaitants (sous la mère et élevés en atelier) auraient baissé de près de 6% en 2024. Les abattages de veaux d'origine laitière ont moins diminué.

En particulier, les sorties de veaux croisés lait-viande ne reculaient que de 3%, du fait à la fois du recours toujours plus important au croisement dans les élevages laitiers et de la baisse des envois vers l'Espagne, parmi lesquels les animaux croisés sont surreprésentés.

Au total, les veaux laitiers représentaient un peu plus de la moitié des abattages, une part stable depuis maintenant trois ans. La part des veaux allaitants reculait à nouveau, à 16%, et celle des veaux croisés lait-viande poursuivait sa hausse, avec maintenant un tiers des abattages.

Après avoir reculé en 2023, le poids carcasse moyen des veaux s'est stabilisé en 2024, signe d'une bonne adéquation entre l'offre et la demande.

Les poids carcasse des veaux abattus ont été globalement inférieurs à ceux de 2023 tout au long du premier semestre, signe d'une bonne demande dans un contexte d'offre limitée. Après des mois de janvier et février proches des valeurs historiques de 2021-2023, les poids sont ensuite restés inférieurs de 2 à 3 kg à cette valeur jusqu'en juillet, grâce à la fluidité du marché. Puis, ils se sont maintenus à un niveau élevé jusqu'en octobre, les intégrateurs maintenant les veaux en atelier afin de décaler les sorties vers le début de l'hiver, moment de consommation accrue. Les poids ont ensuite suivi leur habituelle baisse saisonnière. En moyenne sur l'année, les veaux abattus pesaient ainsi 146 kg de carcasse.

Après un pic en 2021, les poids moyens de toutes les catégories de veaux s'étaient repliés. Cette tendance semble terminée, avec une stabilisation des poids des veaux laitiers et croisés lait-viande, à respectivement 139 kg et 150 kg. Les poids des veaux allaitants restaient à bon niveau à 161 kg comme en 2023.

Les cours des veaux de boucherie ont connu une baisse estivale moindre qu'en 2023 et une hausse automnale assez marquée. Ils terminent ainsi l'année avec un prix moyen supérieur à celui des années précédentes.

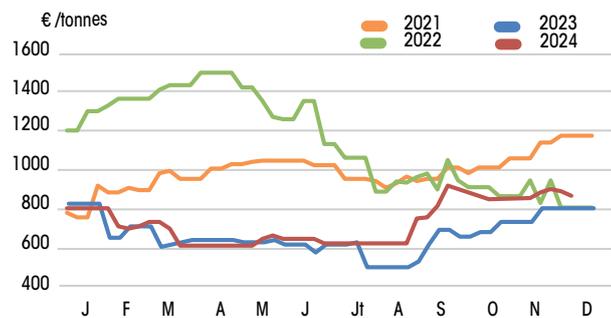
Après un début d'année inférieur à 2023, les cours des veaux élevés en atelier ont connu une nette hausse saisonnière à l'automne, reflet de la bonne consommation et de l'offre limitée. Ainsi, en moyenne annuelle, le veau rosé clair O élevé en atelier cotait 7,21 €/kg de carcasse (+10 cts/2023), une hausse toutefois inférieure aux années précédentes. Les prix moyens annuels continuent leur progression, la cotation de 2024 étant supérieure de 1,45 € à celle de 2022 et de 1,95 € à celle de 2021.

Les prix des animaux de conformation R, plutôt destinés au rayon à la coupe et aux boucheries, ont enregistré une progression un peu plus modeste, avec un gain de 7 cts sur leur prix moyen annuel, à 7,41 €/kg de carcasse, un cours cependant historiquement élevé.

Les veaux sous la mère rosé clair U cotaient pour leur part 9,74 €/kg de carcasse, un niveau supérieur de 45 cts à celui de 2023, poursuivant la hausse des cours enregistrée depuis fin 2022, contre début 2022 pour les veaux conventionnels.

COÛTS DE PRODUCTION 2024

COTATION DE LA POUDRE DE LACTOSÉRUM DOUX

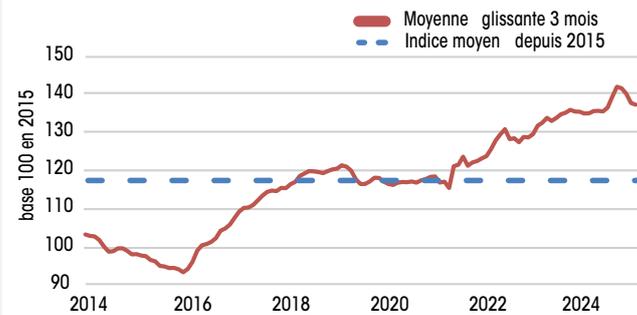


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ATLA

Après un premier semestre bas, les cours des ingrédients laitiers sont remontés au deuxième. En moyenne sur l'année, la poudre de lactosérum doux cotait 5% au-dessus de 2023 mais 37% sous le cours de 2022. L'indice IPAMPA* des aliments fibreux était en recul de 9% en moyenne annuelle, traduisant la baisse des cours des céréales.

*IPAMPA : Indice des Prix d'Achat des Moyens de Production Agricole

PRIX DU PROPANE EN FRANCE

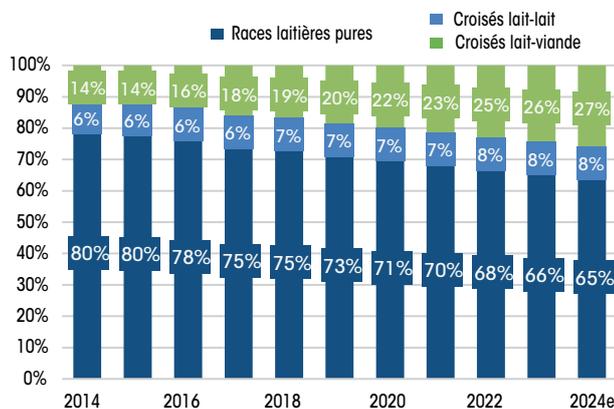


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après MTECT

En 2024, le prix du propane, à la charge des éleveurs pour le chauffage de l'aliment lacté, était en hausse de 2,7% en moyenne annuelle. Après une nette hausse en début d'année et un pic en juillet, l'indice est revenu en décembre à son niveau de janvier.

JEUNES VEAUX LAITIERS 2024

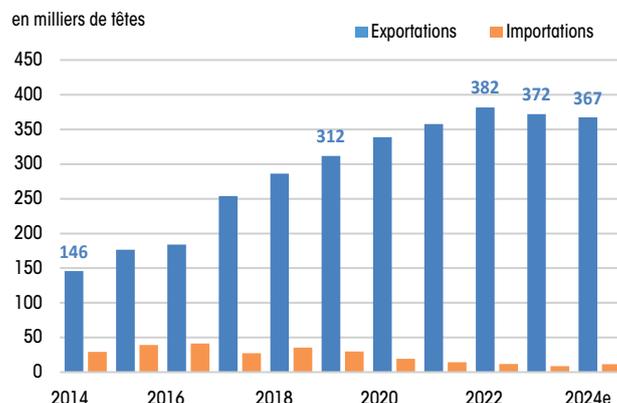
TYPES RACIAUX DES VEAUX NÉS DE VACHES LAITIÈRES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE-BDNI Normabev et estimations

En 2024, les naissances de veaux de mère laitière reculaient à nouveau pour s'établir d'après nos estimations à 3,167 millions de veaux (-1,6% /2023). Cette baisse est due notamment au recul des effectifs de vaches laitières. Les creux de fertilité observés en septembre 2023 et en janvier 2024 ont conduit à des reculs ponctuels de mises bas, de -15% en juin (rattrapés en août) et de -7% en novembre. La part de veaux croisés lait-viande dans les naissances est passée en dix ans de 14% à 27%, conséquence de l'augmentation de 4% du nombre de naissances de veaux croisés dans un volume total de naissances en baisse depuis 2019. Les naissances de veaux laitiers purs et croisés lait-lait reculaient de 3% à 2 388 000 têtes, et ne représentaient plus que 73% des veaux nés contre 86% il y a dix ans.

COMMERCE EXTÉRIEUR FRANÇAIS DE VEAUX DE MOINS DE 160 KG VIF



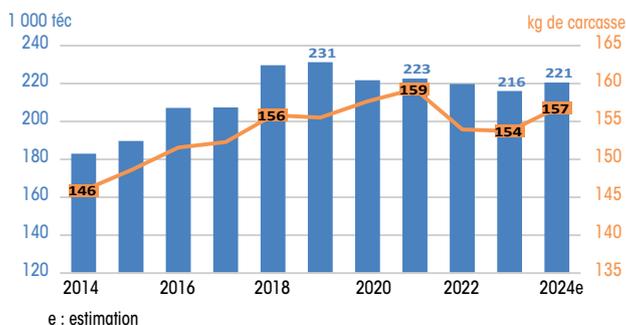
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes, SPIE-BDNI et estimations

Les exportations de veaux laitiers, principalement vers l'Espagne, ont marqué le pas pour la deuxième année consécutive. Elles auraient ainsi reculé de 1% en 2024 par rapport à 2023, malgré le contexte très porteur pour la viande bovine en Espagne. Le manque de disponibilités et les prix élevés qui en ont découlé ont conduit les engraisseurs espagnols à limiter leurs achats de veaux français pour se tourner vers d'autres origines. En effet, la hausse estivale des cours des veaux laitiers français a été précoce, dès fin avril, et les prix se sont repliés tardivement début septembre. Une hausse automnale inédite a ensuite été enregistrée pour terminer l'année à un niveau plus de deux fois supérieur à sa valeur habituelle. En conséquence, le cours moyen annuel du veau laitier atteignait 101 €/tête en 2024, soit +20 €/2023.

MARCHÉ AUX PAYS-BAS 2024

Stable en nombre d'animaux abattus, la production néerlandaise de veau était cependant en hausse en tonnage grâce à l'augmentation des poids carcasse, atteignant 221 000 téc (+2% /2023).

PRODUCTION DE VEAUX DE BOUCHERIE AUX PAYS-BAS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et estimations

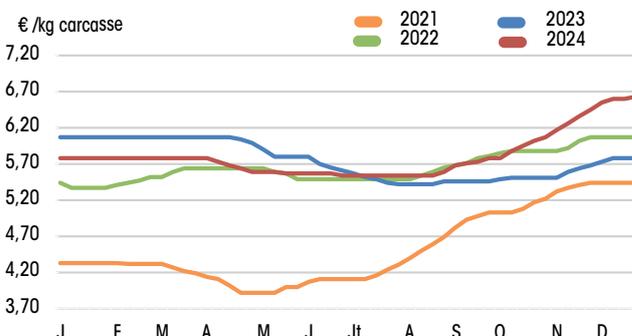
Les abattages de veaux néerlandais ont été stables en 2024, avec 1 401 000 têtes abattues sur l'année d'après nos estimations. Les poids carcasses étant en progression, à 157 kg (+4 kg /2023), la production totale était en hausse, à 221 000 téc. Les sorties ont été particulièrement dynamiques en début d'année, avec une hausse des abattages de 5% sur un an au premier trimestre visant à répondre à la bonne demande européenne en période hivernale. Elles ont ensuite ralenti aux deuxième et troisième trimestres, la hausse des poids carcasse compensant largement le léger recul des effectifs abattus.

La cotation du veau de boucherie pie-noir néerlandais est restée élevée tout au long de l'année. Au premier semestre, elle était stable et suivait de près les cours de 2022 et 2023, signe d'une bonne adéquation entre l'offre et la demande européenne. À partir de septembre, le manque d'offre en UE et la consommation automnale

1,4 million de têtes

C'est le nombre de veaux abattus aux Pays-Bas en 2024.

COTATION DU VEAU DE BOUCHERIE PIE-NOIR NÉERLANDAIS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après De Kalverhouder

dynamique ont tiré les cours vers le haut, ceux-ci finissant l'année à un niveau inédit de 15% supérieur à la cotation de l'année dernière.

Après les élections anticipées de novembre 2023, le mouvement agriculteur-citoyen (BBB, BoerBurgerBeweging), créé en 2019 dans la foulée de la mobilisation contre les réglementations environnementales en élevage aux Pays-Bas, a remporté le siège de ministre de l'Agriculture. Le nouveau gouvernement affiche comme priorité la négociation d'une nouvelle dérogation à la directive Nitrates, sans remettre en cause le plan d'aide à l'arrêt d'activité pour les éleveurs en vue de réduire notamment les émissions d'ammoniac en lien avec la directive établissant des plafonds d'émission nationaux (NEC 2).

À la clôture des dépôts le 20 décembre, 212 éleveurs de veaux avaient déposé une demande dont 188 avaient déjà été approuvées. Ces éleveurs devraient recevoir une première avance de 20% du montant prévu.

PRODUCTION UNION EUROPÉENNE 2024

La production européenne de veaux de boucherie s'est stabilisée après plusieurs années d'érosion, le dynamisme des productions belge et italienne compensant le recul des abattages français.

ABATTAGES DE VEAUX DE BOUCHERIE DANS L'UNION EUROPÉENNE

1 000 têtes	2019	2020	2021	2022	2023	2024e	Evol 2024e/23
Pays-Bas	1 487	1 407	1 398	1 428	1 406	1 407	=
France	1 258	1 211	1 200	1 119	1 052	1 006	-4%
Italie	606	592	605	582	601	628	+5%
Belgique	337	287	291	305	317	348	+10%
Allemagne	324	312	309	302	296	288	-3%
Autres pays	402	354	342	355	315	310	-2%
UE à 27	4 414	4 162	4 143	4 090	3 986	3 987	=

e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat, SPIE-BDNI, Normabev, Anagrafe nazionale zootecnica et estimations

D'après nos estimations, 3,987 millions de veaux ont été abattus dans l'UE en 2024, un volume similaire à l'année dernière, mettant fin à plusieurs années de baisse. Les Pays-Bas, la France, l'Italie, la Belgique et l'Allemagne abattent à eux cinq 92% des veaux produits dans l'UE. Les Pays-Bas restent le premier producteur, avec 35% de la production (= /2023), devant la France (25%, -1 pt/2023), l'Italie (16%, +1 pt/2023), la Belgique (9%, +1 pt/2023) et l'Allemagne (7%).

Les abattages de veaux étaient particulièrement dynamiques en Belgique, avec une croissance de 10% ou 31 000 têtes sur un an. Après plusieurs années en retrait, la production belge retrouve son niveau d'avant Covid et confirme sa place de quatrième producteur européen. L'Italie fait également preuve d'un bon dynamisme avec 628 000 veaux abattus, en hausse de 5% sur un an, soit 28 000 têtes supplémentaires.

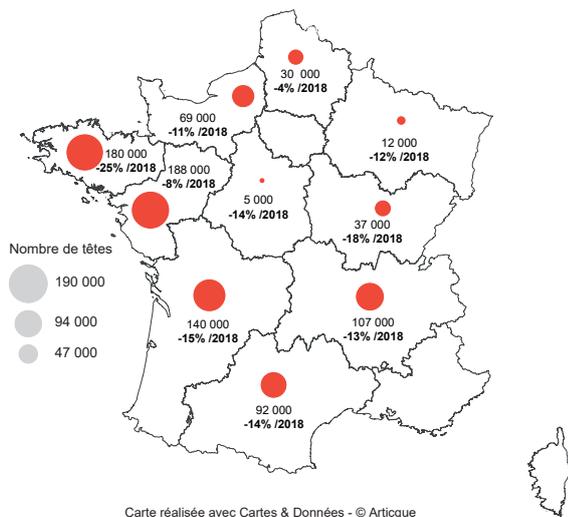
Ces productions en hausse permettent de compenser la baisse des abattages français et allemands. En Allemagne, la production de veaux reculait à 288 000 têtes (-3% /2023), sous le double coup de la décapitalisation laitière et de l'évolution contraignante de leurs normes en élevage. La Suisse maintenait sa production à 190 000 têtes d'après nos estimations, un volume inchangé depuis 2021.



LOCALISATION DE LA PRODUCTION ET DES ÉLEVEURS

NOMBRE DE VEAUX SORTIS DES ÉLEVAGES* EN 2023, COMPARÉ À 2018

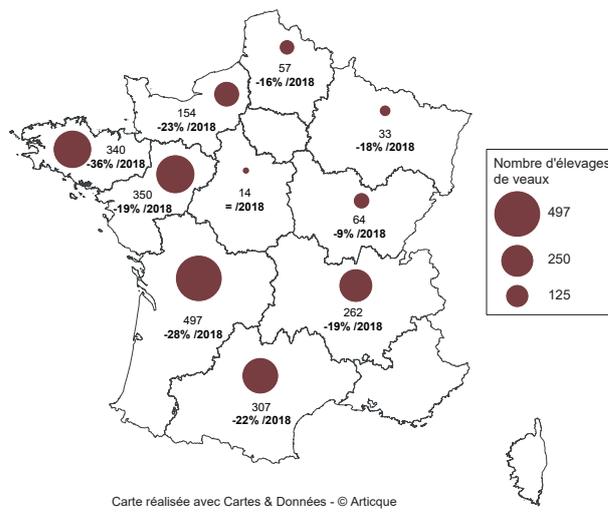
* Élevages produisant plus de 50 veaux par an



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Spie et NORMABEV

NOMBRE D'ÉLEVAGES* AYANT PRODUIT PLUS DE 50 VEAUX EN 2023, COMPARÉ À 2018



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Spie et NORMABEV

MÉTHODE ET PRÉSENTATION DU PROFIL D'EXPLOITATION

Le réseau national veau de boucherie, adossé au dispositif INOSYS, est issu de la refonte et de l'extension des dispositifs régionaux : réseau du GIE Elevages de Bretagne et Observatoire des Chambres d'agriculture de Bretagne et des Pays de la Loire, auxquels s'ajoutent la Manche, le Lot, la Dordogne et la Corrèze. **Nous présentons ici les résultats de l'année 2023 et l'estimation pour 2024.**

Le veau de boucherie : particularités de la production en intégration

La très grande majorité des élevages de veaux français sont en intégration : une grande partie des charges opérationnelles des élevages (achat d'animaux, aliments, frais vétérinaires...) est supportée par l'intégrateur qui reste propriétaire des veaux engraisés. L'entreprise verse à l'éleveur une prestation de service qui rémunère son travail et les charges de logement (entretien et investissements dans les bâtiments, eau, électricité, énergie, frais de gestion...).

Méthode pour estimer le résultat 2024

Nous estimons le **résultat courant** (définition page 26) à l'échelle de l'exploitation. Des indices de variation de prix et de volumes sont appliqués aux charges et produits des fermes de l'échantillon

constaté en 2023, à structure constante. Pour les charges, les évolutions suivent les Indices des Prix d'Achat des Moyens de Production Agricoles publiés par l'INSEE (IPAMPAs énergie, engrais...) et d'autres sources de données (indice national fermage, taux d'intérêt TEC10...). Pour les produits (prestation, aides...), nous nous appuyons sur l'expertise des conseillers du réseau INOSYS et de représentants des maillons élevage et intégration de la filière veau, enfin sur Agreste et Arvalis pour les cultures.

Présentation des exploitations

Les résultats sont issus de 19 exploitations spécialisées dans la production de veaux de boucherie dont 10 sont situées en Bretagne, 4 en Pays de la Loire, 3 en Normandie, 2 en Nouvelle-Aquitaine. La SAU des exploitations, comprise entre 0 et 55 ha, s'élève en moyenne à 24 ha. La main-d'œuvre est quasi exclusivement consacrée à l'atelier veau (92% en moyenne). Pour chauffer l'eau de l'aliment d'allaitement, 15 de ces ateliers utilisent le gaz, 2 le bois/biomasse/biogaz et 2 le fioul. Il est important de souligner que cet échantillon est de petite taille. Les résultats observés et estimés permettent toutefois de donner des tendances.

6

LE SECTEUR DU VEAU

ENGRAISSEURS DE VEAUX DE BOUCHERIE SPÉCIALISÉS

En 2024 la hausse des prestations permet un rétablissement partiel des revenus



DONNÉES REPÈRES

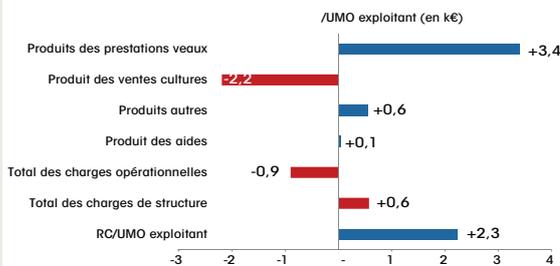
- 1,4 UMO totale dont 1,2 UMO exploitant
- 24 ha de SAU dont 16 ha de grandes cultures et 8 ha de surfaces fourragères
- 487 places de veaux
- Durée moyenne d'engraissement : 171 jours

LOCALISATION DES 19 EXPLOITATIONS



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artlique

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2023 ET 2024



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

En 2024 selon nos estimations, l'augmentation du produit par place permettrait un rétablissement partiel des revenus, après une baisse assez sensible en 2023. Le résultat courant progresserait de 2 200 €, à 31 600 €/UMO exploitant.

En 2023, la prestation veau représentait 81% du produit total de l'exploitation

Les autres produits tels que la PAC (6%) et les cultures (12%) gardaient une place secondaire. Les charges se composaient à 88% de charges de structure, dont les amortissements (40% dont 76% pour bâtiment & installations), suivis de l'énergie et l'eau (15%), des cotisations sociales exploitant (9%), de l'entretien des bâtiments et matériels (6%), des salaires et travaux par tiers (6%) et des frais de gestion (5%). Les charges opérationnelles (12% des charges) regroupaient les charges variables végétales, le lavage du bâtiment, la tonte et l'identification.

En 2023, le résultat courant moyen chutait de 6 000 € à 29 400 €/UMO expl.

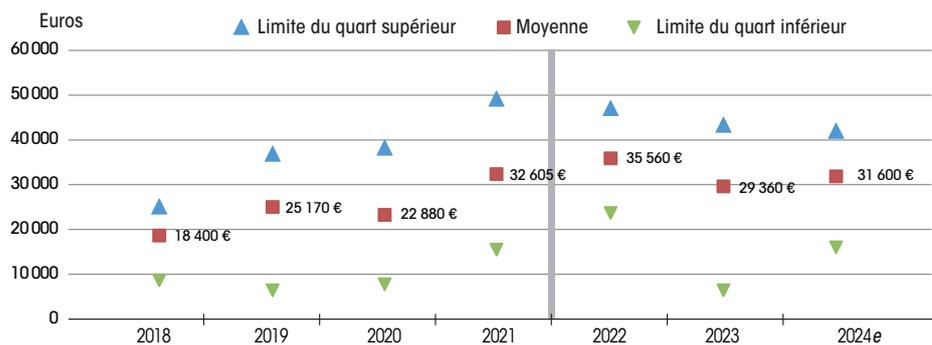
En 2023 les produits ont progressé de 5 000 € grâce à l'augmentation de la prestation (+8 400 €, +7%, +16 €/place). Les produits des cultures sont restés stables dans notre échantillon, malgré la baisse nationale des rendements et prix, en raison de changement d'assolements vers des cultures plus rémunératrices. La PAC a chuté de 28% (-3 600 €) consécutivement à la réforme. Les charges de structure ont bondi (+7 600 €) en raison de la hausse de l'électricité (+1 000 €), du gaz (+400 €) et des cotisations sociales (+2 200 €), consécutivement à la hausse du revenu 2021-22. Les charges opérationnelles des cultures ont augmenté de 2 200 €, celles de l'atelier veau de 1 250 € (épandage, identification, nettoyeurs). L'augmentation de la prestation veau a concouru à l'augmentation du résultat moyen, tandis que la variabilité du produit des cultures s'est traduite par une dispersion accrue entre exploitations.

En 2024, le résultat courant estimé augmenterait de 8% à 31 600 €/UMO expl.

En 2024, le résultat progresserait de 2 200 €. Les produits augmenteraient de 1 800 €, grâce à l'augmentation de la prestation veau de 7 €/pl. (+3 400 €), une évolution qui compenserait les hausses des charges opérationnelles veau (+100 €), de l'électricité (+600 €), des assurances (+200 €) et des amortissements (+350 €). Au global les charges de structure n'augmenteraient que de 1% (600 €), en raison de la baisse des cotisations sociales (-900 €, suite aux plus faibles revenus 2023), des carburants (-400 €) et du petit matériel (-150 €) alors que les charges opérationnelles reculeraient de 6% (900 €, en particulier les engrais). Le produit des cultures chuterait de 2 200 € en raison des faibles rendements.

Au delà de 2024 et dans une perspective de moyen terme, les investissements à venir généreront des amortissements supplémentaires. La forte hausse des biens d'équipement complexifie le financement des investissements pour se moderniser, se développer ou s'installer.

RÉSULTAT COURANT (RC)/ UMO EXPLOITANT



Evolution de l'échantillon entre 2021 et 2022.

e : estimation

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

7

LES PRÉVISIONS 2025

La production baisse encore, bousculée par le sanitaire

Après une quasi-stabilité en 2024, la production de viande bovine française devrait de nouveau reculer en 2025. Le contexte sanitaire complexe génère une surmortalité et des problèmes de fertilité, qui viennent porter un coup supplémentaire à une production de viande déjà durablement affectée par la réduction des cheptels allaitants et laitiers depuis maintenant huit ans. Les exportations de brouards devraient chuter plus fortement encore qu'en 2024. La baisse de consommation serait limitée et inférieure à la baisse de production, avec pour conséquence davantage d'importations. Les exportations de viande resteraient dynamiques vers un marché européen en manque de viande de jeunes bovins.



FRANCE 2025

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ FRANÇAIS EN VIANDE BOVINE

1000 téc	2021	2022	2023	2024	2025-p	2024e/23	2025p/24e
Abattages	1444	1379	1317	1314	1290	-0,3%	-1,8%
<i>Dont :</i>							
Femelles	839	811	763	757	730	-0,8%	-3,6%
Taurillons et taureaux	371	351	349	356	357	+2,1%	+0,3%
Bœufs	56	53	52	54	59	+4,0%	+10,0%
Veaux de boucherie	178	164	154	147	144	-4,3%	-2,0%
Imports viande	314	378	356	352	365	-1,0%	+3,5%
Exports viande	250	245	215	237	240	+10,0%	+1,3%
Consommation	1508	1511	1458	1430	1415	-1,9%	-1,0%
<i>Dont :</i>							
Consommation de viande bovine française	1194	1134	1102	1077	1051	-2,3%	-2,5%
Export brouards	1149	1068	995	939	862	-5,6%	-8,2%

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Normabev, Douanes et prévisions propres
 e : estimations
 p : prévisions

Baisse modérée de consommation, hausse des importations

Après s'être quasiment stabilisée en 2024 grâce à la hausse des abattages de jeunes bovins, la production abattue devrait repartir à la baisse en 2025, à 1,290 million de téc (-1,8% /2024). Les tonnages de femelles baisseraient significativement (-27 000 téc) alors que ceux de veaux de boucherie reculeraient moins fortement qu'en 2024 (-3 000 téc). La hausse des abattages de bœufs (+5 000 téc) et de mâles non castrés (+1 000 téc) compenserait une partie de la baisse.

La consommation par bilan baisserait légèrement (-1,0% /2023). Elle avait déjà reculé significativement en 2023 et 2024 sous l'effet de l'inflation et de la

contraction du pouvoir d'achat. Après avoir ralenti en 2024, l'inflation devrait rester faible en 2025. Le bœuf reste par ailleurs une viande très appréciée des familles et bien mise en avant en restauration. Cela devrait limiter la baisse des volumes consommés.

Toutefois, la consommation de viande française (VBF) se réduirait plus fortement (-2,5% /2023) compte tenu de la baisse des abattages de femelles, principale viande consommée en France.

Les importations devraient rebondir (+3%) pour compenser le recul des abattages de femelles.

Les exportations de viande augmenteraient légèrement (+1%), stimulées par un marché européen qui a retrouvé du dynamisme et qui manque de jeunes bovins. La production est en effet attendue en baisse significative en Italie et en Allemagne.

FRANCE 2025

Moins de femelles

Les abattages de femelles baisseraient de 3,6% /2024.

Le contexte sanitaire est venu accentuer la baisse des cheptels de mères depuis l'automne 2024.

La production allaitante semble plus affectée et la décapitalisation devrait se poursuivre. **Les réformes allaitantes diminueraient de 3,6% en têtes et de 3,4% en téc.**

Le contexte laitier porteur devrait ralentir la décapitalisation laitière. Les éleveurs conserveraient plus de vaches, ce qui conduirait à une **forte baisse des abattages de vaches laitières (- 8,0% en têtes et de -7,8% en téc).**

Les abattages de **génisses** devraient augmenter (+1,9% et tête et +2,3% en téc), du fait de la présence renforcée de génisses croisées lait-viande.

Forte de baisse des exports de broutards

Les exportations de broutards baisseraient de 8% du fait de la baisse du cheptel, des problèmes de fertilité et de la relocalisation partielle de l'engraissement en France.

Les problèmes sanitaires ont durement affecté les naissances d'automne. Au 1er décembre, le nombre de mâles âgés de moins de 6 mois était en recul de 9% (ou -51 000 têtes). La réduction durable du cheptel de vaches devrait par ailleurs affecter les naissances de l'hiver et du printemps.

La demande pour l'engraissement en France resterait dynamique, réduisant le disponible exportable en vif.

Plus de taurillons et de bœufs

La production française de mâles augmenterait modérément (+2% /2024).

La production de **jeunes bovins de type viande augmenterait de 1,4%**, grâce à une part de broutards conservée en France toujours plus importante et à une légère hausse du poids moyen.

Le déclin de l'engraissement de jeunes bovins de type lait se poursuivrait. **Les abattages de JB lait reculeraient de 6%.**

La production de **bœufs** a marqué un retour inattendu en 2024, qui devrait se poursuivre en 2025 (+10%) si l'on en croit la forte hausse des effectifs en ferme de mâles âgés de plus de 2 ans enregistrée fin 2024..

Baisse modérée en veau de boucherie

La baisse de la production de veaux pourrait ralentir encore en 2025 (-2%).

Les intégrateurs doseront les mises en place afin de préserver l'équilibre entre l'offre et la demande. La production de veaux sous la mère est par ailleurs en difficulté et poursuivra son repli, d'autant que la réforme de la PAC, appliquée depuis 2023, lui est défavorable.

Comme en 2023, le poids moyen des veaux abattus resterait stable grâce à un marché fluide, d'autant que la production néerlandaise semblerait plutôt ralentir. Les tonnages abattus seraient ainsi en baisse de -5%.

UNION EUROPÉENNE 2025

Production et consommation en baisse selon la Commission européenne

D'après les prévisions de la Commission européenne réalisées à l'automne, la **production** de viande bovine abattue de l'UE-27 baisserait de 1% en 2025, dans le sillage des cheptels.

Les **importations** de viande bovine poursuivraient leur repli (-1,5%). Les **exportations** seraient quasiment stables après la forte hausse enregistrée en 2024 liée notamment au dynamisme des ventes vers la Turquie et les pays des Balkans.

La **consommation** se replierait d'un peu plus de 1%, soit le même ordre de grandeur que la baisse enregistrée en 2024.

PRODUCTION ET CONSOMMATION DE VIANDE BOVINE DANS L'UE À 27

1000 téc	2021	2022	2023e	2024e	2025p	2024p/23e	2025p/24e
Abattages	6 883	6 722	6 462	6 430	6 365	-0,5%	-1,0%
Imports viande	285	328	324	318	313	-2,0%	-1,5%
Exports viande	567	517	525	577	574	+10,0%	-0,5%
Consommation	6 600	6 533	6 261	6 170	6 104	-1,5%	-1,1%
nb habitants (M [°])	446	446	449	449	449,4	0,0%	+0,1%
conso/hab. (kgéc)	14,8	14,7	14,0	13,7	13,6	-1,5%	-1,2%

e : estimations
p : prévisions

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Commission européenne (DG Agriculture and Rural Development - Short-term Outlook)

DOSSIER ANNUEL

BOVINS VIANDE

Année 2024
Perspectives 2025

N° 556
Janvier 2025

Économie de l'élevage



Retrouvez tous les dossiers « Économie de l'Élevage » sur :
www.Institut de l'Élevage.fr



Dossier annuel - Ovins -
Année 2023 Perspectives 2024
n°549 - Avril 2024



Dossier marchés mondiaux -
Produits laitiers -
Année 2023 Perspectives 2024
n°550 - Mai 2024



Dossier marchés mondiaux -
Viande bovine -
Année 2023 Perspectives 2024
n°551 - Juin 2024



Dossier viande ovine française -
Où va l'agneau ? -
n°552 - Août 2024



Dossier - Bovins lait et viande -
Inde
n°553 - Novembre 2024



Dossier - viande de veau -
Où va le veau ?
n°554 - Décembre 2024

Conception de la maquette : Béta Pictoris (beta.pictoris@free.fr) - Institut de l'Élevage

Mise en page et iconographie : Corinne MAIGRET et Jenny LEFEUVRE (Institut de l'Élevage)

Crédits photos : Crédits photos : Couverture © M.AUDREU / ADOBESTOCK - P6 © M.C.LECLERC/DELE - P20 © M.LEVEQUE GAEC DE LA FERME DES HÉES - P29 © CREDIT FOTOLIA LAURENT DAVAINÉ - P2-P3-P4-P5-P30-31-32-36 © C.MAIGRET/IDELE - P5-P33-37 © CRA PDL/IDELE - P5 © OCEANPROD - STOCKADOBÉ - P2-P3-P4-P5 © FREEPIK - P3 © M.CHANTEPERDRIX - P38 © M.BENOIT/IDELE - P2-P3-39-44 © DR IDELE

Imprimé à L'Artésienne - N°ISSN 1273-8638 - N° IE 0025501001

Version numérique téléchargeable gratuitement sur www.Institut de l'Élevage.fr

Confédération
Nationale de l'Élevage
CNE